

adf

AFRICA DEFENSE FORUM



Menaces sans frontières

**Les forces armées coopèrent pour
confronter le terrorisme transnational**

Les groupes terroristes militarisent les drones

Le DDR offre un chemin vers la paix

PLUS

**Conversation avec le major-général Peter Muteti,
commandant adjoint de la force de l'AUSSOM**

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM



articles

- 8 Le terrorisme prend racine**
Les vingt dernières années ont été témoins de l'émergence et la durabilité des groupes terroristes, du Mali au Mozambique
- 14 « L'union fait la force »**
Conversation avec le major-général Peter Muteti, ex-commandant adjoint de la force de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie
- 20 La monnaie du terrorisme**
Les terroristes du continent exploitent les anciennes pratiques et la nouvelle technologie pour financer leurs opérations
- 26 Les « SMP du marché noir » alimentent les conflits**
Les groupes étrangers entraînent, conseillent et arment les terroristes du continent
- 34 La terreur des drones est en hausse**
Les terroristes découvrent de nouveaux moyens de militariser les drones
- 40 Quitter le combat**
Les programmes DDR peuvent empêcher le retour à la guerre mais ils font face à des obstacles
- 46 Les franchises de la peur**
Un nombre croissant d'affiliés de l'État islamique et d'Al-Qaïda ont fait de l'Afrique le point sensible mondial du terrorisme
- 50 La connexion entre le crime et le terrorisme**
Les terroristes s'associent aux groupes criminels organisés pour le profit et l'accès au territoire

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne**

Veillez nous rendre visite sur
adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE

Des membres de l'escadron des opérations spéciales de la Marine kényane effectuent un débarquement amphibie simulé pendant un exercice d'échange conjoint combiné à Mombasa.

SERGENT D'ÉTAT-MAJOR SABATINO DIMASCIO/
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Les groupes terroristes transnationaux savent comment trouver les points faibles sur une carte. Ils recherchent les régions qui sont isolées, parce que les pays ne coopèrent pas militairement ou ne partagent pas le renseignement. Ils se déplacent le long des frontières peu surveillées. Ils cherchent des gens qui se sentent défavorisés et oubliés par leur gouvernement. Ils cherchent des communautés sujettes à des divisions culturelles ou politiques.

Ce sont les ingrédients nécessaires pour que le terrorisme prospère, et ce mélange est très puissant au Sahel.

Au cours des dernières années, le Sahel a été l'épicentre mondial du terrorisme, représentant près de la moitié des décès mondiaux liés au terrorisme. Les coups d'État militaires au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont été lancés dans le but de mettre fin à la violence, mais ils n'ont rien fait pour ralentir sa propagation. Les partenariats avec les mercenaires étrangers ont seulement conduit à plus de sang versé et plus de chaos. Aujourd'hui, les groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et l'État islamique avancent vers le littoral d'Afrique de l'Ouest.

Le Sahel n'est pas le seul point sensible du terrorisme. Des groupes terroristes sont aussi actifs en Somalie, dans le bassin du lac Tchad, dans la région des Grands Lacs et au Mozambique. Au cours des dix dernières années, les terroristes ont tué 150.000 personnes en Afrique.

La seule manière d'arrêter ces attaques est de sécuriser les zones où les terroristes sont actifs librement. Cela ne peut pas être fait par un seul pays. Cela nécessitera des efforts continentaux et régionaux pour développer une formation conjointe et des échanges de connaissances et de renseignement.

Dans certains cas, ça se produit déjà. Le Sénégal et la Mauritanie patrouillent conjointement les frontières terrestres et maritimes. La Côte d'Ivoire a ouvert son académie internationale anti-terroriste pour les combattants du continent. Les pays côtiers cherchent de nouveaux moyens d'établir des partenariats avec leurs voisins sahéliens malgré les défis politiques.

Cette coopération est vitale, et le facteur temps est essentiel. Les groupes terroristes transnationaux qui ont perdu du terrain au Moyen-Orient sont venus en Afrique avec des ambitions similaires pour établir un califat qui franchisse les frontières et déstabilise une grande partie du continent. En œuvrant ensemble, les nations peuvent refuser aux terroristes l'espace et l'environnement dont ils ont besoin pour lancer leurs attaques. Les professionnels de la sécurité et les responsables civils d'Afrique doivent saisir l'occasion, reconnaître la mission commune et repousser la menace croissante.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un soldat ivoirien participe à une formation de contre-terrorisme à Adiaké (Côte d'Ivoire). À mesure que les groupes terroristes cherchent à se propager depuis le Sahel, les pays du littoral renforcent leurs défenses et cherchent de nouveaux moyens d'établir des partenariats avec leurs voisins. ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Le terrorisme transnational

Volume 19, 1er trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine.

« Nous nous tenons à un carrefour numérique »

Le Dr Workneh Gebeyehu d'Éthiopie, secrétaire exécutif de l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD), s'est exprimé devant le séminaire consultatif régional sur la maîtrise de l'intelligence artificielle et la cybersécurité pour la sécurité, la coopération et la résilience à Nairobi (Kenya) le 18 juin 2025. Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.



Dans notre région, nous faisons face à des défis complexes de sécurité, allant de la criminalité transnationale et du terrorisme à la cybercriminalité et aux écarts de gestion des frontières. Néanmoins, ces mêmes défis offrent une opportunité d'innovation par le biais des solutions d'intelligence artificielle et de cybersécurité.

L'avenir de la sécurité régionale appartient à ceux qui maîtrisent l'IA. Je lance à nous tous le défi de devenir activement des architectes du futur de la sécurité numérique dans notre région.

Rejoignez-moi alors que nous imaginons ensemble les systèmes IA qui aident notre police à prédire les modes de crime, optimiser le déploiement des ressources et déceler les menaces au préalable. Concevez avec moi alors que les plateformes axées sur l'IA améliorent la gestion des frontières et créent des communautés plus sûres et mieux connectées.

La technologie transforme déjà la sécurité dans toute notre région. En Éthiopie, les agences de mise en application de la loi mettent en œuvre des algorithmes de police prédictifs pour combattre la criminalité urbaine. Ici au Kenya, les systèmes de surveillance fonctionnant sur l'IA ont réduit les temps de réponse de la police de 40 % et amélioré la détection des crimes de 30 %.

En Ouganda, les systèmes d'identité numérique nationaux permettent une meilleure vérification de l'identité pour les agences de sécurité. Au-delà de notre région, la force de police rwandaise est devenue un modèle régional pour la police de proximité intégrée à l'IA. Dans notre propre quartier général [de l'IGAD] de la République de Djibouti, les systèmes de sécurité portuaires axés sur l'IA améliorent la sécurité maritime dans le corridor de la mer Rouge.

Malgré ces développements positifs, nous continuons à affronter de sérieux défis. Les cyberattaques représentent 68 % des infractions réussies sur notre continent africain. Il est évident que les réseaux

criminels prennent de plus en plus pour cible les bases de données des agences de mise en application de la loi, alors que les organisations terroristes exploitent les défenses numériques faibles.

Je vous dis que, si nous agissons de manière décisive, la région IGAD et la Corne de l'Afrique au sens large pourront être des chefs de file du déploiement responsable de l'IA pour la sécurité. À partir de 2035, l'IA pourrait contribuer 180 milliards de dollars à notre produit national brut, tout en créant 2,5 millions d'emplois, y compris des postes de cybersécurité cruciaux.

Toutefois, les projections indiquent que nous aurons besoin de 500.000 professionnels de l'IA et de la cybersécurité à partir de 2030 ; pourtant, nous en formons moins de 15.000 par an. Afin de maîtriser la promesse de l'IA tout en nous protégeant contre ses périls, je propose les trois principes suivants, présentés pour votre considération :



Une gouvernance sécuritaire harmonisée. Nous devons établir des protocoles régionaux d'éthique de l'IA pour les activités de police, des normes communes de cybersécurité et des mécanismes transfrontaliers de réponse aux incidents. Une stratégie IA régionale basée sur la législation de protection des données de nos états membres fournit des modèles pour équilibrer l'innovation et la sécurité.

Des investissements massifs dans les professionnels de la sécurité. Lançons l'initiative des aptitudes en sécurité numérique de l'IGAD, pour former des experts en cybersécurité et établir des centres IA d'excellence dans chaque état membre, avec un focus



La Force de police fédérale éthiopienne utilise un programme IA qui permet aux habitants de signaler les crimes directement aux agences de police. AFP/GETTY IMAGES

spécial sur les applications de police.

Une innovation en sécurité développée localement. Je recommande de créer le fonds d'innovation en sécurité IA de l'IGAD, qui soutiendra les start-ups pour relever nos défis régionaux uniques, allant de la surveillance des frontières aux renseignements anti-terroristes.

À partir de cette réunion, je propose en outre que nous adoptions « l'engagement de Nairobi », qui déclare qu'à partir de 2030 chaque citoyen de l'IGAD bénéficiera de la sécurité améliorée par l'IA tout en étant protégé des menaces numériques. Cela veut dire que les gouvernements affecteront au moins 2 % de leur budget à l'infrastructure de sécurité IA, que le secteur privé s'engagera à développer les aptitudes locales et que les partenaires de développement fourniront un transfert de technologie à nos agences de police.

Nous nous tenons à un carrefour numérique. Un chemin conduit à l'amplification de nos capacités de sécurité par l'IA, où chaque policier a accès à des renseignements en temps réel, chaque frontière est surveillée par des systèmes intelligents et nos citoyens sont protégés par des mesures de sécurité prédictives. L'autre chemin conduit au colonialisme numérique, où nos données de sécurité enrichissent des sociétés distantes alors que les menaces cyber paralysent notre progrès.

Ensemble, nous pouvons transformer les défis de l'IA en opportunités et maîtriser la technologie en tant que force pour notre sécurité collective, pour la dignité humaine et pour la prospérité régionale.



LA RÉPRESSION DE LA CYBERCRIMINALITÉ CONDUIT À 1.200 ARRESTATIONS DANS 18 PAYS

Les enquêteurs du service d'enquête criminelle de l'Angola démantèlent et traitent le matériel informatique saisi à l'occasion de Serengeti 2.0. INTERPOL

PERSONNEL D'ADF

Les autorités ont arrêté 1.209 cybercriminels et récupéré 97,4 millions de dollars dans le cadre d'une répression majeure conduite par des enquêteurs de 18 pays africains, du Royaume-Uni et d'Interpol.

L'opération appelée Serengeti 2.0 a duré de juin à août 2025 et a confronté la cybercriminalité à haut impact telle que les combines de compromission d'e-mails commerciaux, les logiciels de rançon et autres escroqueries en ligne, selon Interpol. Les autorités ont identifié environ 88.000 victimes de fraude et des réseaux illégaux de cryptomonnaie, et elles ont démantelé 11.432 infrastructures malveillantes.

Avant l'opération, les enquêteurs ont participé à des ateliers qui couvraient les outils et les techniques de renseignement à source ouverte, les enquêtes de cryptomonnaie et l'analyse des logiciels de rançon, selon Interpol. Cette formation est reconnue pour avoir contribué à l'efficacité et au succès de Serengeti 2.0.

Valdecy Urquiza, secrétaire général d'Interpol, a déclaré : « Chaque opération coordonnée par Interpol s'appuie sur la précédente, pour renforcer la coopération, accroître la mise en commun des informations et développer les aptitudes d'investigation dans les pays membres. Avec davantage de contributions et d'expertise partagées, les résultats continuent à augmenter en termes d'échelle et d'impact. Ce réseau mondial est plus fort que jamais, en fournissant de vrais résultats et en protégeant les victimes. »

Dans un rapport de juin 2025, Interpol a dit que les rapports de fraude en ligne dans certains pays africains avaient augmenté de 3.000 % dans l'année précédente. Les cybercrimes représentent aujourd'hui plus de 30 % de tous

les crimes signalés en Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Dans une descente, les autorités angolaises ont fermé 25 centres de minage de cryptomonnaie dans lesquels 60 opérateurs chinois validaient illégalement les transactions de monnaie numérique. Les autorités angolaises ont saisi des équipements d'une valeur estimée à 37 millions de dollars. Les revenus de la saisie seront affectés à l'amélioration de la distribution d'électricité dans ce pays d'Afrique centrale, déclare Interpol.

En Côte d'Ivoire, les policiers ont démantelé une combine transnationale d'héritage, décrite comme l'une des plus anciennes fraudes sur l'Internet, dans laquelle les victimes versent des sommes pour déposer des demandes sur des fortunes fictives, ayant provoqué des pertes d'environ 1,6 million de dollars. Les autorités ivoiriennes ont saisi du matériel électronique, des bijoux, de l'argent comptant, des véhicules et des documents.

Les enquêteurs zambiens ont démolé une grosse opération frauduleuse qui induisait les gens à participer à une combine d'investissement de cryptomonnaie en ligne. La combine avait volé approximativement 300 millions de dollars appartenant à environ 65.000 victimes. Les autorités zambiennes ont aussi perturbé un réseau présumé de traite humaine avec l'aide du service d'immigration de Lusaka, en confisquant 372 passeports provenant de 7 pays.

Les autorités des pays suivants ont participé à cette opération : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Kenya, Nigeria, République de Maurice, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tanzanie, Tchad, Zambie et Zimbabwe.



La CEDEAO s'efforce de créer une brigade de contre-terrorisme

PERSONNEL D'ADF

La communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) projette d'activer une brigade de contre-terrorisme à déploiement rapide de 260.000 soldats pour aider à lutter contre le terrorisme dans la sous-région.

« Cette initiative audacieuse est devenue nécessaire étant donné la dynamique sécuritaire asymétrique dans notre région », a dit Abdel-Fatau Musah, commissaire de la CEDEAO pour les Affaires politiques, la paix et la sécurité. Il s'est exprimé au nom du Dr Omar Touray, président de la Commission, lors de la conférence au sommet inaugurale des chefs d'état-major africains de la Défense à Abuja (Nigeria) en août 2025.

« Nous sommes bien conscients que cela exige des ressources financières et des capacités pour en faire une réalité. La CEDEAO présente donc un défi à relever aux partenaires bilatéraux et multilatéraux afin de contribuer à cet effort régional courageux », a dit le Dr Musah.

L'effort proposé de 2,5 milliards de dollars par an fournirait un soutien logistique et financier aux états de première ligne et s'ajouterait à la force en attente de l'Union africaine, selon le journal nigérian Vanguard.

La CEDEAO continuerait son engagement visant à obtenir sa brigade de 5.000 soldats sous l'égide de l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine, selon un éditorial publié dans le journal nigérian The Nation.



AFP/GETTY IMAGES

Soldats nigériens en patrouille après l'attaque d'un village et la mort d'un soldat et de trois résidents par des tireurs soupçonnés d'appartenir à la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique.

Le Sahel est considéré comme l'épicentre du terrorisme, responsable pour plus de la moitié de tous les décès liés au terrorisme dans le monde, selon l'indice global du terrorisme. Ce dernier a signalé que le nombre de décès liés au terrorisme dans la région a décuplé depuis 2019.

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) sont deux groupes terroristes qui se sont graduellement propagés vers le Sud et l'Ouest. Héní Nsaibia, analyste principal pour l'Afrique de l'Ouest au projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data), remarque qu'ils prennent pour cible les régions frontalières entre le Bénin, le Niger et le Nigeria, où les forces de sécurité sont débordées et les civils sont de plus en plus exposés à la violence.

« Les investissements du GSIM et de l'EIGS dans les activités transfrontalières suggèrent que cette région de frontières a une importance croissante pour l'expansion djihadiste, écrit-il. Les groupes ont exploité les frontières poreuses pour enraciner leur présence et se rapprocher de leurs objectifs visant à établir des proto-états, mais aussi afin de compliquer les efforts militaires pour contenir leurs aires d'opération. »

Les menaces terroristes régionales soulignent le besoin de logistique militaire

PERSONNEL D'ADF

A lors que les groupes terroristes continuent à se propager au-delà du Sahel, les pays de toute l'Afrique de l'Ouest soulignent l'importance de la coopération en matière de logistique afin de déployer rapidement et soutenir les troupes.

Les menaces croissantes des affiliés d'Al-Qaïda et de l'État islamique se profilaient à la conférence de logistique d'Afrique de l'Ouest 2025 co-accueillie par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) et les Forces armées du Liberia (AFL) dans la capitale de Monrovia en août 2025.

Plus de 90 participants provenant de 22 pays et organisations y ont pris part, y compris la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et les représentants de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le major-général Davidson Forleh, chef d'état-major des AFL, a déclaré lors de la cérémonie d'ouverture : « Cette conférence ne pouvait pas avoir lieu à un meilleur moment. L'ennemi commun que nous affrontons tous aujourd'hui dans le monde est le terrorisme. Aucun pays ne peut combattre le terrorisme à lui seul. Il doit exister l'unité. Il doit exister une synergie d'effort. »

La conférence a offert des panels de discussion, des forums et des échanges des meilleures pratiques et des leçons apprises. Les sujets ont inclus la planification et la coordination de la logistique régionale, les systèmes de transport de la défense, l'interopérabilité entre les pays de la CEDEAO et les partenaires, la résilience et la durabilité des chaînes

d'approvisionnement, la réponse aux crises, la logistique humanitaire et les partenariats publics-privés.

La préoccupation principale de la logistique militaire concerne le sourcing, la préparation, le transport et l'aliénation du matériel sur le continent. Les officiels de la logistique sont responsables pour un grand éventail de fournitures. Ils supervisent la construction et le maintien des installations. Ils nourrissent, équiper, transportent et arment leurs soldats.

« Nous sommes ici pour assurer que nous allons tous employer notre expertise en matière de logistique, a déclaré le général Forleh. Sans logistique, vous ne gagnerez pas de bataille. »

L'équipe de logistique d'AFRICOM a aussi mené une discussion sur le modèle Évaluer, Conseiller, Défendre et Intégrer l'évaluation opérationnelle (A3I). Le modèle recueille les données logistiques signalées par les partenaires africains, telles que les nœuds d'approvisionnement, les points carburant et les pistes d'envol.

L'objet est d'élaborer une évaluation complète des points forts régionaux et des lacunes de capacité avec des objectifs spécifiques,

mesurables et réalisables, selon le lieutenant-colonel Saimo Kortu, sous-chef d'état-major des AFL pour la logistique.

« Nous affinons le produit pour cartographier pleinement toutes nos capacités, identifier les carences et penser à la manière de combler ces carences, a-t-il dit en parlant de l'A3I. C'est un outil très utile qui va aider à améliorer nos capacités. »



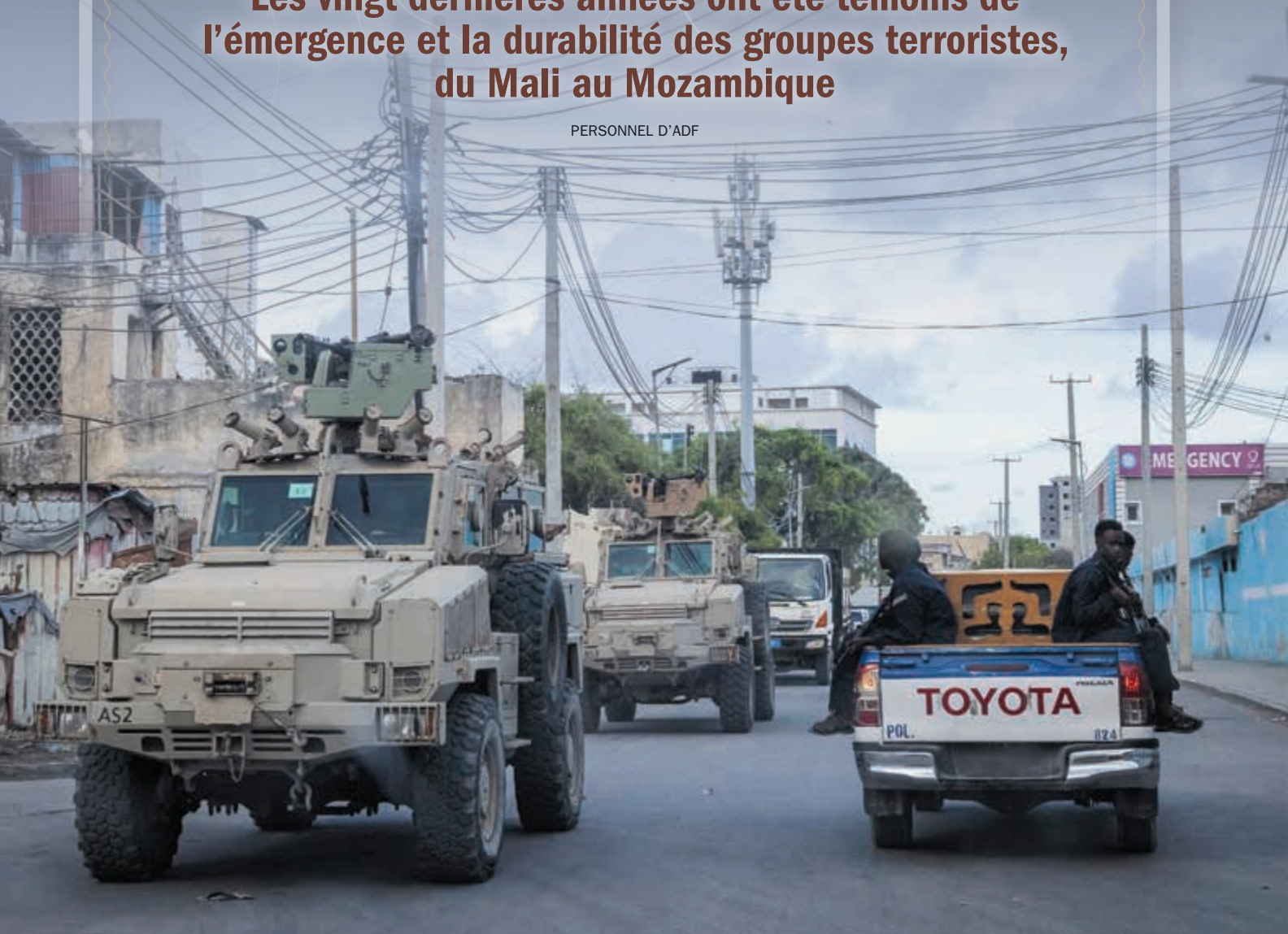
Le major-général Davidson Forleh, chef d'état-major des Forces armées du Liberia, s'exprime lors de la conférence de logistique d'Afrique de l'Ouest à Monrovia en août 2025.

SERGEANT BRENTAN MEADOWS/
ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

LE TERRORISME PREND RACINE

**Les vingt dernières années ont été témoins de
l'émergence et la durabilité des groupes terroristes,
du Mali au Mozambique**

PERSONNEL D'ADF



Alors que 2025 prenait fin, quatre régions africaines continuaient à souffrir des menaces terroristes : le Sahel, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger ; le bassin du lac Tchad, en particulier le Nord du Nigeria et le Cameroun ; la province du Cabo Delgado dans le Nord du Mozambique ; la Somalie.

Un mélange toxique d'affiliés d'Al-Qaïda et de l'État islamique (Daech) a émergé et s'est propagé au cours des quinze dernières années. Les attaques au Sahel ont augmenté considérablement, alors que les terroristes menacent, et parfois franchissent, les frontières des pays du littoral tels que le Bénin et le Togo.

En Afrique de l'Est, les forces somaliennes et internationales soutenues par l'Union africaine combattent la violence des terroristes chebabs. Plus au Sud, les terroristes affiliés à Daech ont survécu à la mission de trois ans de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique, qui s'est retirée en juillet 2024. Les soldats rwandais y restent.

Les terroristes ont aussi changé leurs tactiques de champ de bataille. Certains groupes utilisent des entrepreneurs militaires privés djihadistes entraînés en Irak et en Syrie. Ils offrent le consulting, la formation et le soutien au combat pour gagner de l'argent et propager une idéologie toxique. Les terroristes utilisent aussi de plus en plus des drones pour faire concurrence aux capacités jadis réservées aux armées nationales. Le financement de cette technologie provient des divers réseaux internationaux et des connexions criminelles maintenues par les terroristes.

Ci-contre : Véhicules blindés de l'Union africaine en patrouille au centre de Mogadiscio (Somalie) en avril 2025. GETTY IMAGES



Ci-dessus : Les soldats des forces de défense du Pount observent les combats dans la vallée depuis une cave utilisée auparavant par les combattants de l'État islamique-province de Somalie.

THE WASHINGTON POST
VIA GETTY IMAGES

Un soldat nigérian de la Force multinationale mixte cherche des engins explosifs improvisés à Monguno (Nigeria).

AFP/GETTY IMAGES



L'INSTABILITÉ NOURRIT L'INSÉCURITÉ

Trois pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) ont subi cinq coups d'État en moins de trois ans. Ils ont aussi constaté l'augmentation régulière des attaques terroristes et la propagation des groupes terroristes, en particulier le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Les coups d'État étaient dus en grande mesure à la perception selon laquelle les gouvernements civils avaient échoué d'enrayer la montée du terrorisme. Maintenant, les juntes au pouvoir dans chaque pays sont défaillantes et les terroristes prennent le contrôle des routes cruciales, en avançant vers les capitales et menaçant les expéditions de carburant.

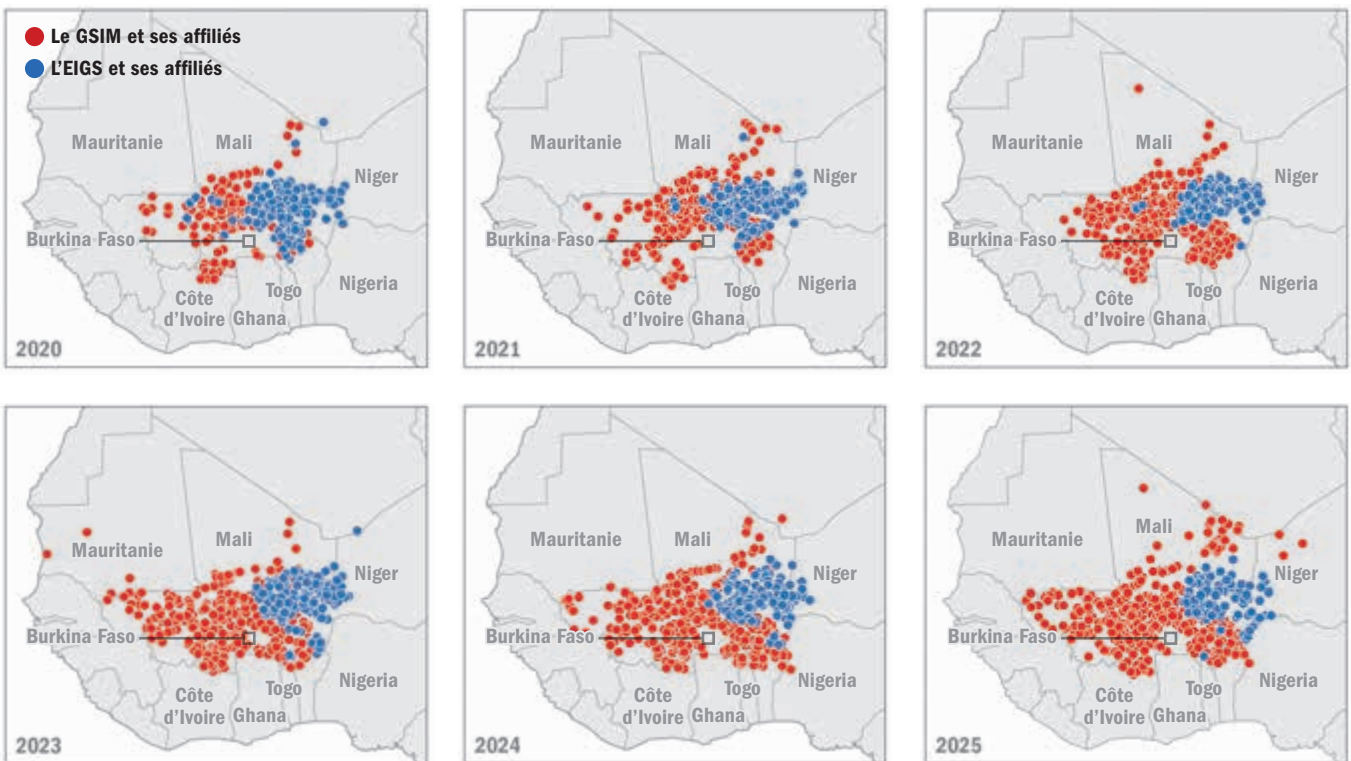
« Si les insurrections continuent à se renforcer au rythme actuel, elles seront bien placées pour chasser les gouvernements des centres de population », écrit Michael DeAngelo en mai 2025 pour le Foreign Policy Research Institute. « Ceci transformerait ces pays en états désintégréés et permettrait aux groupes djihadistes d'établir un état islamiste. »

Les attaques du GSIM et de l'EIGS au Sahel, 2020 à 2025

Alors que la gouvernance civile a cédé le pas au régime militaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les attaques terroristes se sont intensifiées régulièrement. Les cartes ci-dessous montrent la prolifération des attaques conduites seulement par ces deux groupes majeurs.



Des soldats de l'Armée nationale somalienne font une pause à l'institut de formation Hiilweyne dans une base militaire au Nord de Mogadishio. GETTY IMAGES

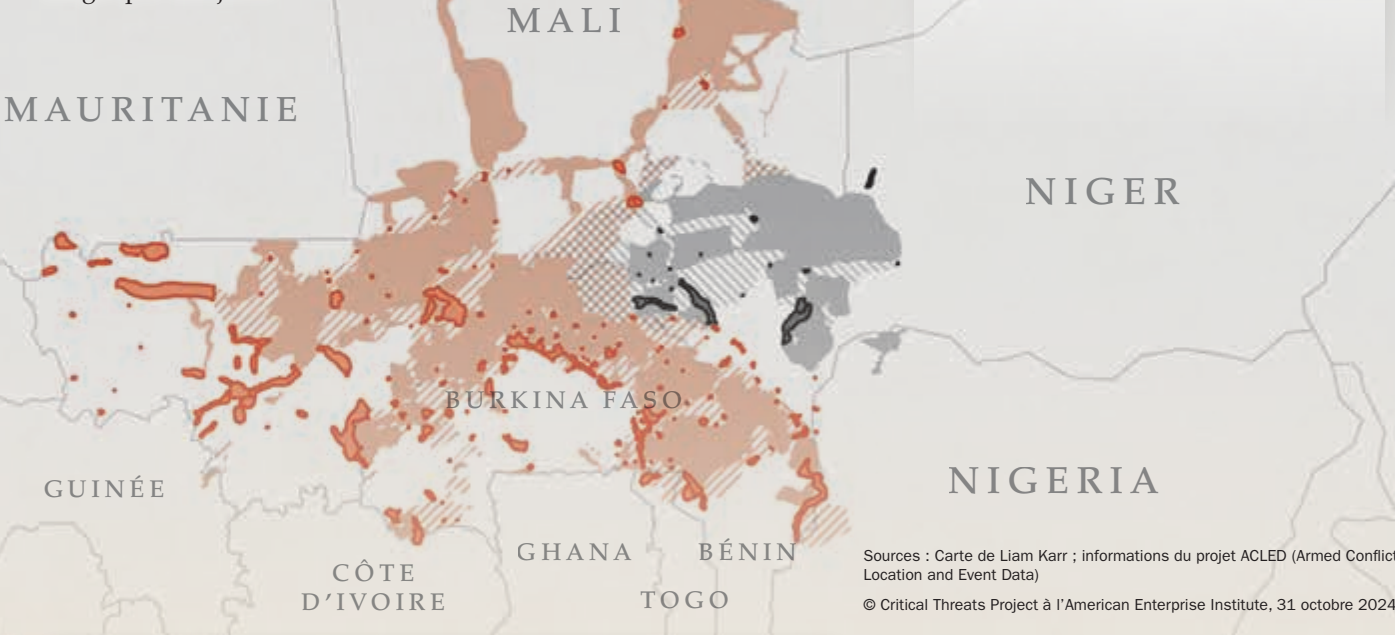


Remarque : Compilé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Chaque carte montre les événements violents impliquant les groupes indiqués pour l'année prenant fin le 30 juin. Les noms des groupes ne devraient pas être considérés officiels. Les affiliations peuvent changer à cause de la nature fluide de certains groupes.

Sources : Projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data), Centro Para Democracia e Direitos Humanos, Hiraal Institute, Humangle, International Crisis Group, Institut pour les études de sécurité, MENASTREAM, Washington Institute et les Nations unies

Zones d'opération du GSIM et de l'EIGS au Sahel jusqu'en octobre 2024

Cette carte montre comment les forces du GSIM et de l'EIGS se sont propagées dans les trois pays du Burkina Faso, du Mali et du Niger dirigés par une junte.



Sources : Carte de Liam Karr ; informations du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data)
© Critical Threats Project à l'American Enterprise Institute, 31 octobre 2024



À gauche : Un soldat nigérien s'entraîne dans la base de la Force multinationale mixte à Monguno dans l'État de Borno (Nigeria) en juillet 2025. Les soldats de la force combattent les terroristes de Boko Haram et de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique.

AFP/GETTY IMAGES

Des personnes déplacées montent dans un pick-up à Mocimboa da Praia, dans la province mozambicaine du Cabo Delgado.

AFP/GETTY IMAGES



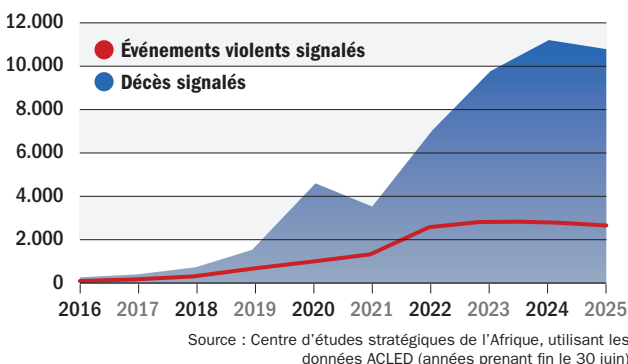
LE TERRORISME SELON LA RÉGION

La liste ci-dessous indique les lieux où les terroristes sont les plus actifs et les groupes qui sont actifs dans chaque zone.

Le Sahel

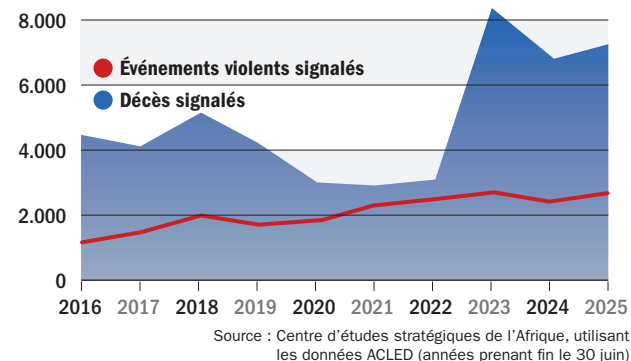
Le groupe le plus meurtrier et le plus actif au Sahel est le GSIM, un rassemblement de groupes terroristes islamistes radicaux tels qu'Ansar Dine, le Front de libération du Macina et la Katiba Hanifa. Le GSIM est affilié à Al-Qaïda et est actif au Burkina Faso et au Mali. Ses 6.000 à 7.000 combattants sont blâmés pour 83 % de tous les morts du Sahel. Ils menacent de plus en plus les pays du littoral d'Afrique de l'Ouest.

L'autre acteur principal du terrorisme sahélien est l'EIGS. Ses 2.000 à 3.000 combattants sont surtout actifs dans le Nord du Burkina Faso et l'Ouest du Niger, selon un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique.



La Somalie

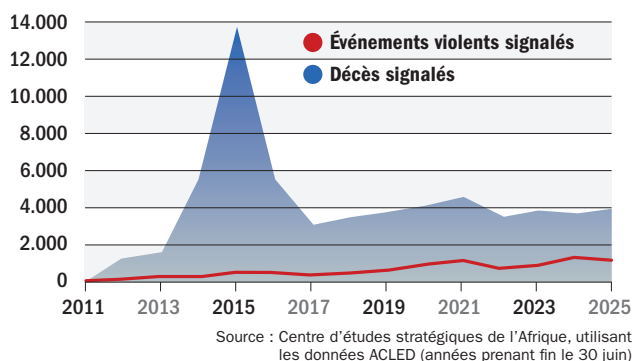
Ce pays de la Corne de l'Afrique continue sa lutte de plusieurs années contre les Chebabs alignés à Al-Qaïda, qui ont 5.000 à 10.000 combattants. Les 6.224 morts dus aux Chebabs pendant les douze mois prenant fin le 30 juin 2025 sont deux fois plus que les décès pendant la même période prenant fin en 2022. Daech en Somalie, actif surtout dans la région septentrionale du Pount, contribue aussi à l'insécurité. Il a environ 1.000 combattants et il est considéré comme un centre mondial pour les opérations administratives et financières de Daech.



Le bassin du lac Tchad

Boko Haram et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI) sont blâmés pour 18 % des décès liés au terrorisme sur le continent. Bien que le nombre de décès ait baissé depuis le point culminant atteint il y a

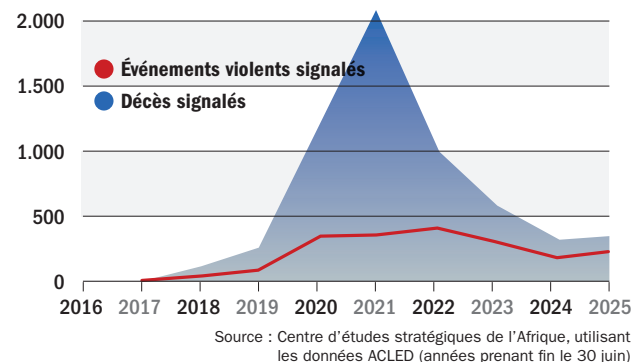
environ dix ans, les 3.982 morts recensés en 2024-2025 représentent une hausse de 7 % comparé à l'année précédente. À lui seul, le Nigeria a subi une hausse de 18 % du nombre de morts pendant cette même période. Boko Haram a environ 1.500 à 2.000 combattants et la PAOEI, 4.000 à 7.000.



Le Mozambique

La province du Cabo Delgado au Nord du Mozambique est l'un des plus récents théâtres terroristes sur le continent. Cela fait plus de huit ans que les terroristes ont commencé à se faire connaître avec des attaques. Le groupe lié à Daech s'appelle Ansar al-Sunnah (ou localement les Chebabs) et il a 200 à 300 combattants. Les troupes du Rwanda et de la Communauté de développement d'Afrique australe ont été rapidement déployées pour riposter à la menace. Il reste aujourd'hui des milliers de soldats et de policiers rwandais. Le conflit est en grande mesure alimenté par les doléances locales, selon un rapport d'octobre 2025 de l'Institut pour les études de sécurité.

Les 330 décès en 2024-2025 liés au groupe représentent une baisse de 84 % par rapport au point culminant atteint en 2021, mais la menace persiste.



COMMENT LES TERRORISTES FINANCENT LEURS ACTIVITÉS

Les méthodes de financement sont aussi variées que les groupes terroristes qui les emploient. Elles peuvent aller des petites combines d'extorsion au bord des routes jusqu'aux combines de cryptomonnaie, à la fraude et aux opérations de blanchiment d'argent.

Par exemple, on sait que le GSIM exploite et participe aux opérations artisanales aurifères, aux enlèvements contre rançon, au vol de bétail, aux extorsions sur les routes et aux points de contrôle, à la taxation

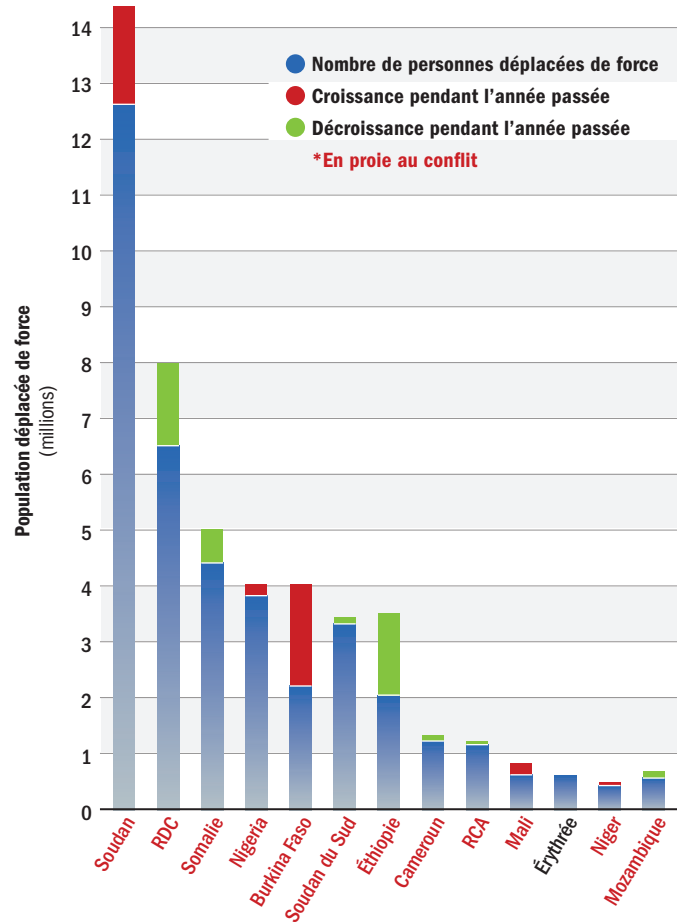


Un soldat rwandais observe des pêcheurs à Mocimboa da Praia, dans la province mozambicaine du Cabo Delgado. AFP/GETTY IMAGES



Une Burkinabé qui s'est enfuie de son village à cause de la violence est assise dans un abri au camp pour personnes déplacées de Dori (Burkina Faso). AFP/GETTY IMAGES

Évolution du nombre d'Africains déplacés de force



Sources : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, utilisant les données de HCR, IOM, IDMC (en date de la mi-2025)

et à l'exploitation des réseaux de trafic illégaux, selon un rapport de 2023 par la Global Initiative Against Transnational Organized Crime et le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data).

Les Chebabs sont des chefs de file de la collecte de fonds. Ils recueillent des millions de dollars par an en percevant des taxes aux points de contrôle et auprès des entreprises, avec des montants qui sont comparables aux revenus officiels du gouvernement, selon Critical Threats. La Global Initiative estime que les revenus annuels du groupe excèdent 100 millions de dollars.

Daech-Somalie a généré au moins 100.000 dollars par mois grâce aux combines d'extorsion dans le Nord de la Somalie et à Mogadiscio au début 2023, selon un rapport des Nations unies. En 2024, on estime que ce montant avait atteint 360.000 dollars par mois grâce aux combines d'extorsion et de taxation. En général, le groupe extorque l'argent des importations, du bétail, de l'agriculture et des entreprises locales.

Boko Haram s'est appuyé sur les enlèvement contre rançon, mais il a aussi exploité la cryptomonnaie et d'autres technologies financières numériques pour gagner de l'argent. L'utilisation de ces plateformes anonymes et non réglementées permet au groupe d'obtenir de l'argent auprès des sources locales et internationales sans être détecté.

LE COÛT HUMAIN DU TERRORISME

Les statistiques les plus dévastatrices du terrorisme concernent le nombre de personnes tuées ou blessées dans les attaques. Les groupes terroristes sont responsables pour plus de 150.000 décès sur le continent au cours des dix dernières années, y compris plus de 22.307 morts dus à ces groupes entre le 1er juillet 2024 et le 30 juin 2025, selon un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA). Ces morts représentent une augmentation de 60 % comparé à la période de 2020 à 2022.

Près de la moitié de tous les décès de 2024 à 2025 se sont produits au Sahel. La Somalie représentait environ le tiers des décès pendant cette période. Le Sahel, la Somalie et le bassin du lac Tchad représentaient 99 % des décès dus au terrorisme.

Le terrorisme et les troubles liés à ce dernier conduisent aussi au départ des personnes de chez eux pour échapper à la violence et aux menaces. En date de la mi-2025, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigeria étaient quatre des cinq pays africains seulement qui avaient enregistré des augmentations du nombre de personnes déplacées au cours de l'année passée. Le Soudan, qui est en proie à une guerre civile, était le seul autre pays à constater une augmentation, selon le CESA. □

« L'UNION FAIT LA FORCE »



Le major-général Peter Muteti arrive pour visiter Dhobley (Somalie) en 2023. ATMIS

CONVERSATION AVEC LE MAJOR-GÉNÉRAL PETER MUTETI, EX-COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE DE LA MISSION DE SOUTIEN ET DE STABILISATION DE L'UNION AFRICAINE EN SOMALIE

Le major-général Peter Muteti a été nommé commandant adjoint de la force, chargé du soutien et de la logistique, pour la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) en 2023, et il a conservé ce poste avec la Mission de soutien et de stabilisation de l'UA en Somalie (AUSSOM) jusqu'en décembre 2025. Pendant une carrière de 39 ans dans les Forces de défense du Kenya, il a assumé des rôles de leadership, notamment celui de commandant adjoint des forces de défense chargé du développement de la force, de l'efficacité opérationnelle et du développement de la stratégie. Après avoir été nommé officier dans le Corps d'infanterie en 1988, il a assumé des postes de commandement et a été déployé dans les points sensibles de sécurité dans les régions kényanes du Nord, du Nord-Est et du littoral. Il a participé aux missions de maintien de la paix en Sierra Leone et Namibie et a reçu des distinctions, notamment la médaille présidentielle du Chef de l'Ordre de la Lance enflammée pour son service à la nation. Il prévoit de prendre sa retraite du service actif en 2026. Il s'est entretenu avec ADF à l'occasion de Silent Warrior 2025, un symposium de la sécurité tenu à Nairobi. Cette interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.

ADF : Que vous a enseigné votre affectation à l'AUSSOM sur l'importance de l'interopérabilité entre les pays contributeurs de troupes (TCC) ?

Général Muteti : Il est impossible de sous-estimer la valeur de l'interopérabilité. Tous les TCC et les contingents proviennent de différentes cultures, ils sont formés selon des principes de doctrine différents, et la langue peut aussi faire obstacle. Le but ultime est d'accomplir le mandat de la mission et d'assurer le succès de la mission pour permettre à la Force de défense somalienne d'assumer ses responsabilités de sécurité. Parmi les TCC, j'ai vraiment appris que l'on nécessite beaucoup de patience, et que l'union fait la force. Chaque TCC possède son caractère unique en termes d'antécédents et de culture, de la façon dont ils vivent, et de leurs intérêts stratégiques nationaux, mais en fin de compte j'ai réalisé que le plus grand avantage que nous avons est le fait que la plupart des contingents agissent indépendamment au sein de leur propre secteur, et les communications ont lieu entre eux-mêmes et le quartier général. En ce qui concerne l'intégration pour les opérations conjointes avec les Somaliens, il y a toujours eu une nécessité pour les interprètes de savoir exactement comment elles fonctionnent. Leur mode d'opération est différent du mode conventionnel que nous avons tous appris, aussi nécessite-t-il un effort pour s'assurer qu'il existe une



Le major-général Peter Muteti était commandant adjoint de la force de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie.

SERGENT D'ÉTAT-MAJOR TRENTON JANCZE/
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

planification conjointe et que tout le monde comprenne bien, que vous parliez français, amharique, anglais ou somalien. Cela prend du temps pour être efficace dans les opérations conjointes. Sans cette interopérabilité, cela pourrait être un problème.

ADF : Vous avez dit que les forces des opérations spéciales Danab de Somalie jouent un rôle important dans les opérations de contre-terrorisme. Comment les avez-vous vu se développer pendant votre affectation en Somalie ?

Général Muteti : Cela fait maintenant trois ans que je suis en Somalie, ce qui est un peu plus long que tout autre gradé de haut rang dans notre mission particulière. Pendant cette période, j'ai été témoin d'un grand nombre d'opérations conduites par la Force de défense somalienne. Les Danab sont une force tout à fait spéciale parmi les autres éléments des forces armées somaliennes. Ils sont entraînés, encadrés, soutenus logistiquement et aussi appuyés par les Américains en termes de partage du renseignement. C'est pourquoi les Danab sont devenus une vraie force d'élite. Ils font partie de la Force de défense somalienne et ils sont devenus si critiques et vitaux dans les opérations offensives qu'il est devenu nécessaire pour chaque opération d'inclure un élément Danab. Le seul problème est que la brigade des Danab possède seulement 2.000 personnes, nombre faible comparé à ce qui doit être fait pour vaincre les Chebabs.



Le général Muteti s'exprime lors d'une cérémonie de remise des médailles pour les soldats ougandais à Mogadiscio (Somalie). FARDOSA HUSSEIN/ATMIS

« L'AMBITION DE LA SOMALIE CONSISTE À AVOIR DES TROUPES ET S'ASSURER QU'ELLES PEUVENT ASSUMER LA RESPONSABILITÉ DE LA SÉCURITÉ À PARTIR DE 2029 OU MÊME PLUS TÔT. »

Même s'ils étaient déployés dans tout le pays, ils seraient trop dispersés et leur efficacité diminuerait. Mais ils ont fait beaucoup pour façonner les opérations et porter assistance dans la libération des territoires.

ADF : La stratégie traditionnelle de contre-insurrection consiste à « dégager, conserver et construire ». Vous avez mentionné que les forces somaliennes ont pu dégager les terroristes chebabs de certaines régions, mais le processus de conserver le territoire et de construire pose des défis. Qu'est-ce qui est nécessaire, selon vous, pour finaliser ce processus et vaincre les Chebabs ?

Général Muteti : Les Somaliens ont une culture d'offensives. Ils sont mobiles. Mais une fois qu'ils font ça, vous découvrez qu'ils n'ont pas les effectifs nécessaires pour conserver le territoire ou construire. La construction n'est pas conduite par les Somaliens ; elle nécessite l'appui des partenaires internationaux. Mais avant que la construction ne se produise, le dégagement et la conservation doivent être effectués, et c'est l'élément de conservation qui a été difficile. Ils ont conduit des offensives, mais ensuite ils n'ont pas réalisé le potentiel qui pourrait exister au sein de leurs communautés, au sein de leurs forces de défense des

communautés et des forces appartenant aux états fédéraux. Ce ne serait peut-être pas une exigence immédiate pour la Force de défense somalienne d'être suffisamment nombreuse pour mener des offensives en même temps que conserver le territoire, etc. Mais il y a un grand nombre de forces différentes en Somalie et, en fin de compte, ils pourraient décider de les intégrer pour assurer de réaliser leur potentiel. Si cela se produisait, les clans pourraient regarder au-delà de leurs milices et être capables de coopérer et créer la synergie avec d'autres forces pour pouvoir conserver le territoire après l'offensive.

ADF : Comment la Somalie, l'UA et les autres partenaires internationaux peuvent-ils œuvrer pour démanteler les réseaux de financement des Chebabs ?

Général Muteti : Je pense que l'une des choses que le gouvernement fédéral a faites, à son honneur, est d'adopter une approche pangouvernementale et multidimensionnelle. Les Chebabs ne peuvent pas être vaincus uniquement par des moyens militaires. Et je pense que ceci a été mis en lumière dans la plupart des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Celles-ci reconnaissent la nécessité d'employer d'autres moyens, qu'ils soient politiques,

« JE PENSE QUE TOUTES CES INSURRECTIONS ONT LEURS PROPRES CAUSES FONDAMENTALES. NOUS DEVONS COMPRENDRE CE QU'ELLES SONT, PARCE QU'UN GRAND NOMBRE DE GROUPES D'INSURGÉS ONT DES AMBITIONS POLITIQUES ET, DANS CE CAS, LES CAUSES PEUVENT SEULEMENT ÊTRE ÉLIMINÉES AUTOUR D'UNE TABLE, PAR LE BIAIS DU DIALOGUE. »

économiques ou diplomatiques. Il y a beaucoup d'efforts de la part des partenaires internationaux, et il existe une collaboration étroite. Récemment, ils ont adopté une législation pour geler tout le financement des Chebabs. Je ne sais pas dans quelle mesure cela a été efficace, mais au moins il existe un effort visant à geler le financement. Si cela a un impact, alors nous pouvons au moins isoler ce qui provient de l'extérieur et, à l'intérieur de la Somalie, utiliser les opérations conjointes pour limiter les taxes que les Chebabs perçoivent. Une grande partie des revenus des Chebabs provient des taxes qu'ils collectent sur les routes ou qu'ils imposent aux communautés.

ADF : Dans quelle mesure l'Armée de terre nationale somalienne et les autres forces de sécurité somaliennes sont-elles prêtes à assumer toute la responsabilité de la sécurité et permettre à l'AUSSOM de partir ?

Général Muteti : Le calendrier de l'AUSSOM est la période 2025 à 2029, pendant laquelle les Somaliens devraient être capables de développer leurs propres capacités pour assumer la responsabilité sécuritaire. Je sais que, politiquement,

ils ont fait des progrès et engagent les partenaires internationaux, les partenaires régionaux : ils sont actifs dans tous les domaines. En ce qui concerne la sécurité, tout dépend de la mise en œuvre du Plan de développement de la sécurité somalienne, y compris les étapes pour la génération de la force et l'appui des partenaires internationaux. En fin de compte, l'ambition de la Somalie consiste à avoir des troupes et s'assurer qu'elles peuvent assumer la responsabilité de la sécurité à partir de 2029 ou même plus tôt.

ADF : Hors de la Somalie, il existe un certain nombre d'insurrections revêches dans les lieux tels que le Sahel, le bassin du lac Tchad et le Mozambique. Que pensez-vous qui serait nécessaire pour mettre fin à ces insurrections ? Une plus grande coopération régionale serait-elle requise ?

Général Muteti : Il y a des points sensibles dans certains lieux. Je pense que toutes ces insurrections ont leurs propres causes fondamentales. Nous devons comprendre ce qu'elles sont, parce qu'un grand nombre de groupes d'insurgés ont des ambitions politiques et, dans ce cas, les causes peuvent seulement être éliminées autour d'une



Des soldats de l'Armée de terre nationale de Somalie règlent la mire d'un tube de mortier près de la localité d'Awdheegle, dans la région de Shabeellaha Hoose (Somalie). AUSSOM



LA SÉCURITÉ EST LA FONDATION DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE. SANS LA SÉCURITÉ, ON NE PEUT PAS VRAIMENT PARLER DES PROGRÈS QUE L'ON SOUHAITE FAIRE EN TERMES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE DÉVELOPPEMENT. »





Des policiers de l'AUSSOM gardent une rue pour renforcer la sécurité pendant ramadan à Mogadiscio en mars 2025.

FARDOSA HUSSEIN/AUSSOM

table, par le biais du dialogue. Nous devons nous assurer qu'au niveau régional il y ait plus d'engagement politique et de dialogue. Si les Chebabs ne peuvent pas être vaincus uniquement par des moyens militaires, il en est de même dans le bassin du lac Tchad, au Sahel et au Mozambique.

ADF : Vous avez fait carrière en servant votre nation et le continent au sens large dans les missions de maintien de la paix et autres rôles cruciaux. En regardant en arrière, qu'espérez-vous avoir accompli pendant votre carrière ?

Général Muteti : Lorsque je me suis enrôlé, j'ai prêté serment de défendre notre république. Mon service pendant 39 ans a été axé autour de cela. Le Kenya est toujours sécurisé, au moins face aux sources extérieures. Peut-être ne sommes-nous pas aussi sécurisés face au terrorisme parce qu'il franchit naturellement les frontières, et il reste l'une des menaces urgentes. Lorsque je regarde en arrière, je découvre que ma contribution au pays n'a vraiment pas été en vain. Mes déploiements ont été diversifiés et j'ai contribué au développement des capacités de leadership en tant que formateur et commandant qui a développé les aptitudes pour que les soldats puissent aller poursuivre les opérations. J'ai été au front comme gardien de la paix et je suis fier d'être associé à la paix en Sierra Leone. J'ai aussi participé à la mission en Namibie et je suis heureux aujourd'hui lorsque je rencontre des officiers

de Namibie et qu'ils regardent en arrière et disent : « Nous remercions la contribution du Kenya ». Je suis fier de constater la situation sécuritaire du Kenya et je suis fier de ce que j'aurais pu contribuer en Afrique et dans le monde.

ADF : Quels sont les plus grands défis de sécurité que le Kenya et la région d'Afrique de l'Est affrontent toujours, et comment espérez-vous qu'ils puissent être surmontés ?

Général Muteti : La sécurité est la fondation du développement socio-économique. Sans la sécurité, on ne peut pas vraiment parler des progrès que l'on souhaite faire en termes de croissance économique et de développement. Lorsque j'observe la région, je sais donc qu'elle est tourmentée, en particulier dans la Corne de l'Afrique et au Soudan. De façon générale, la plupart des problèmes semblent liés au développement démocratique. Le Kenya a fait des progrès en termes de démocratie. Nous sommes capables de nous accommoder les uns les autres, et la constitution est la fondation du pays. Je souhaiterais voir une région stable, parce que le monde ne va pas nous attendre alors que nous continuons à souffrir de l'insécurité, etc. Je souhaite voir une région où l'on vit en sécurité, qui est en paix avec elle-même, qui fait concurrence au monde international. C'est l'aspiration selon laquelle les générations futures jugeront la génération présente. Ils demanderont : « Qu'avez-vous fait et comment vous êtes-vous préparé pour le futur ? » Lorsque je regarde la région, je voudrais donc voir une Somalie stable, une Éthiopie stable, un Soudan stable, un Soudan du Sud stable et un Kenya stable qui peuvent collaborer sur les questions de développement socio-économique. □

Les soldats ougandais de l'AUSSOM participent à une cérémonie au quartier général de la force à Mogadiscio. STEVEN CANDIA/AUSSOM

LA MONNAIE DU TERRORISME



Les terroristes du continent exploitent les anciennes pratiques et la nouvelle technologie pour financer leurs opérations

Les terroristes de l'État islamique se sont enfouis dans la chaîne de montagnes Cal Miskaad de la région du Pount, dans le Nord de la Somalie. Dans ces taudis taillés dans la roche et la poussière, les combattants ont bâti des campements fortifiés pour attaquer les forces de sécurité locales.

Le milieu rustique contredit aussi la capacité du groupe pour le financement international du terrorisme et la collecte de fonds. Une faction de l'État islamique (Daech) qui jadis recevait de l'argent d'Irak et de Syrie collecte et distribue aujourd'hui d'énormes quantités d'argent sur le continent et ailleurs. Les autorités ont tracé le mouvement des fonds depuis la Somalie jusqu'à l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo et l'Ouganda.

L'argent entrant en Afrique du Sud a été transféré aux Émirats arabes unis, au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie, selon un reportage du journal Washington Post.

Daech-Somalie transfère de l'argent, souvent par le biais d'appareils mobiles, pour soutenir le terrorisme dans toute l'Afrique, ont annoncé les responsables du département du Trésor des États-Unis en 2023. Cette branche collecte la plupart de son argent en extorquant « les institutions financières, les fournisseurs de services d'argent mobile et autres entreprises locales » dans la zone du port de Bosaso au Pount. Elle envoie l'argent par le biais des transferts en espèces et le blanchit dans les commerces, les banques et les transferts entre personnes, appelés hawala. Daech-Somalie a collecté environ 2 millions de dollars par l'intermédiaire d'escroqueries, d'importations, de bétail et de produits agricoles au cours du premier semestre 2022.

Les tactiques financières de Daech-Somalie sont un exemple des méthodes que les groupes terroristes utilisent en Afrique. Les combines d'extorsion, le vol du bétail, la taxation illégale, les enlèvements contre rançon, l'exploitation des mines aurifères, les montages de cryptomonnaie et autres financent des attaques dans le pays et des activités sur toute la planète.



La combine de taxation des Chebabs vole les revenus des personnes et des commerces tout en finançant le terrorisme du groupe. REUTERS

Ces tactiques renforcent les terroristes en Somalie et au Mozambique face aux mesures militaires multinationales. Dans le Sahel d'Afrique de l'Ouest, les groupes liés à Al-Qaïda et Daech agissent en grande mesure librement au Burkina Faso, au Mali et au Niger alors qu'ils exploitent l'extraction aurifère artisanale, les marchés de bétail et autres dans leur désir de déferler vers les pays du littoral. Boko Haram et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI) dans le bassin du lac Tchad ont en commun les tactiques, sinon les objectifs, des militants du Sahel.

L'OR, LE BÉTAIL ET LES PERSONNES

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) lié à Al-Qaïda, qui se propage à travers le Burkina Faso et le Mali, exploite plusieurs sources de financement pour commanditer ses opérations.

L'or en est une source. Les mines artisanales parsèment le paysage des deux pays ; leurs opérations informelles et leur manque de supervision les rendent vulnérables à l'exploitation. Dans les zones où le GSIM est actif, ces mines produisent plus de 30 milliards de dollars par an, selon un rapport de mai 2025 publié dans The Conversation par les chercheurs Egodi Uchendu et Muhammed Sani Dangusau.

« Les djihadistes obtiennent l'accès à l'or en contrôlant les sites miniers et les routes de transport connectant les mines, écrivent-ils. Parfois, ils permettent à leurs alliés de confiance, notamment les groupes armés locaux, les bandits et autres réseaux criminels, de pratiquer l'extraction en échange d'un paiement. »

La quantité d'argent que gagne le GSIM du fait de ses activités minières demeure incertaine, mais un reportage de Reuters en 2019 indiquait que les mines dans les zones près des attaques produisaient 727 kg d'or par an, d'une valeur de 34 millions de dollars. Depuis lors, l'influence du GSIM s'est considérablement accrue et le cours de l'or a plus que triplé.



Les acheteurs et les vendeurs se réunissent dans un marché à bestiaux de Bamako (Mali). Les groupes terroristes exploitent ces marchés pour vendre le bétail volé. NICOLAS RÉMÉNÉ VIA REUTERS CONNECT

LES CHEBABS RESTENT UN GÉANT DU FINANCEMENT

PERSONNEL D'ADF

Malgré plusieurs années de revers militaires et territoriaux face aux forces de l'Union africaine, les Chebabs de Somalie restent résilients grâce à leurs vastes capacités de collecte de fonds, selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

Les responsables du département du Trésor des États-Unis estiment que ce groupe terroriste lié à Al-Qaïda collecte jusqu'à 100 millions de dollars par an. Cette somme représentait plus du quart des revenus du gouvernement somalien en 2024, lesquels s'élevaient à 369,4 millions de dollars.

Wendy Williams, associée de recherche, a écrit dans un rapport du CESA en 2023 : Les Chebabs utilisent « un système d'extorsion hautement centralisé dans les ports d'entrée et sur les routes depuis près de deux décennies, principalement dans les territoires qu'ils occupent dans les régions du Sud et du Centre-Sud du pays. Leurs agents compilent une liste des avoirs des citoyens aux fins de perception de l'impôt annuel "zakât" de 2,5 % ». Les terroristes mettent en application ce processus « grâce à l'intimidation systématique et la violence ».

Le groupe investit dans des terrains et des petites ou moyennes entreprises hors des zones qu'il contrôle, et il a tiré profit de l'influence gouvernementale par le biais de la corruption et des chefs de clan. « Grâce à ces efforts d'infiltration et de co-optation, et par l'emploi de la violence, les Chebabs ont créé efficacement la perception d'omniprésence et d'intimidation typique d'une organisation mafieuse. »

La plupart des transactions des Chebabs se font en espèces ou sous forme de transferts d'argent mobile. Le gouvernement a établi des règlements concernant l'argent mobile et prend militairement pour cible les points de contrôle de taxation, mais il reste plus à faire, écrit le Dr Williams. En particulier, la Somalie devra professionnaliser plus encore « les entités responsables pour les fonctions des finances, du renseignement et du judiciaire, qui œuvrent à l'avant-garde pour mettre fin au financement et au blanchiment d'argent des Chebabs ».

Le GSIM et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ont aussi bénéficié des marchés aux bestiaux régionaux, en collectant régulièrement des revenus pour acheter les armes et financer les opérations, selon la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC). En général, le GSIM vole le bétail lorsqu'il attaque les villages ou taxe les éleveurs dans les zones qu'il contrôle. Il transfère le bétail volé vers les filières des marchés dans la région des trois frontières du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Ghana, où les biens sont sujets au blanchiment.

« Grâce à une chaîne complexe d'intermédiaires, le bétail volé est vendu dans les grands marchés aux bestiaux régionaux de la région ou dans les petits marchés noirs, avant d'être amené plus au Sud vers les gros marchés de consommation », signale la GI-TOC. Les terroristes peuvent voler le bétail et le vendre au rabais aux commerçants ghanéens et ivoiriens ; ceux-ci à leur tour le revendent au prix du marché. Les bénéfices bruts peuvent atteindre plus de 450 dollars par animal.

Les terroristes du Sahel utilisent aussi le bétail d'une façon qui n'est pas liée à l'argent. « En s'implantant dans l'économie du bétail et en protégeant les communautés d'éleveurs dans les zones où ils ont une grande influence, ces groupes gagnent aussi une certaine légitimité, en obtenant un soutien local », selon la GI-TOC.



Interpol et d'autres autorités ont saisi des sommes estimées à plus de 500.000 dollars en Angola pendant l'opération Catalyst. INTERPOL

Les enlèvements contre rançon prédominent au Nigeria. Un rapport du 27 août 2025 par SBM Intelligence, société de recherche géopolitique nigérienne, indique que les terroristes et les criminels ont enlevé au moins 4.722 personnes au cours de 997 incidents au Nigeria entre juillet 2024 et juin 2025. Parmi les kidnappés, 761 ont été tués et les ravisseurs ont obtenu environ 1,66 million de dollars sous forme de rançon.

Le pourcentage d'incidents le plus élevé était dans le Nord-Ouest, où le banditisme est endémique. Toutefois, dans le Nord-Est où Boko Haram et la PAOEI sont les plus actifs, la rançon d'un juge s'est élevée à environ 500.000 dollars pour un groupe lié à Boko Haram. « La participation des groupes islamistes à l'économie des enlèvements est en hausse, et les gains alimentent la logistique des insurrections », selon le rapport.

SBM Intelligence signale : « Les conséquences macro-économiques et sociales sont graves. L'insécurité fait baisser la production agricole, aggrave l'inflation alimentaire et les déplacements, et continue à perturber la scolarité malgré la diminution du nombre de descentes en masse sur les écoles. Les commerces se délocalisent ou limitent leurs opérations face aux risques d'extorsion. »

Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, le nombre d'enlèvements contre rançon a diminué régulièrement entre 2021 et 2024, avant la série d'enlèvements du début 2025 qui a ciblé les ressortissants étrangers, selon le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data). Au début 2025, l'EIGS a conduit ou parrainé l'enlèvement de dix ressortissants étrangers, y compris une Australienne, à Agadez (Niger) et quatre chauffeurs de camion marocains au Burkina Faso. « Pour le moment, ce changement semble être dû au besoin de ressources par le groupe, étant donné que les étrangers sont sujets à des rançons plus élevées que les kidnappés locaux », selon ACLED.

Le GSIM emploie les enlèvements comme outil stratégique. Après son arrivée dans une nouvelle zone, le GSIM utilise les enlèvements pour intimider les résidents et recueillir des renseignements. Une fois que le groupe est établi, les enlèvements deviennent une façon de recruter de force les jeunes et les personnes qualifiées telles que les médecins et le personnel infirmier. Les demandes de rançon continuent mais elles sont moins nombreuses que dans les années précédentes.

Un article de 2023 pour ENACT Observer par l'analyste Flore Berger déclare : « Lorsque le GSIM commence à infiltrer une communauté, le nombre d'enlèvements augmente. Le groupe prend pour cible tous ceux qui sont associés avec ou représentent les autorités, et tous les personnages locaux influents qui sont importants. À ce moment, l'objet des enlèvements est d'intimider les résidents, de recueillir des données et de réduire le nombre de personnes qui pourraient menacer leur implantation dans la zone, en les forçant à partir ou en obtenant leur adhésion. »

L'EXPLOITATION DE LA TECHNOLOGIE

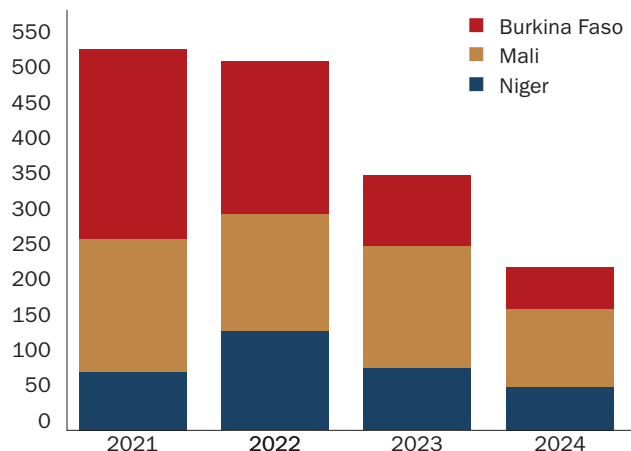
À mesure que la connectivité de l'Internet augmente en Afrique, les groupes terroristes incorporent facilement la nouvelle technologie pour recruter, diffuser de fausses informations et recueillir et transférer l'argent.

La cryptomonnaie offre aux terroristes un nouveau moyen de transférer l'argent, et certains groupes de Daech l'utilisent. Toutefois, Daech s'appuie toujours fortement sur les courriers plus traditionnels porteurs d'espèces et sur les réseaux de hawala, selon un article de 2024 pour le Combating Terrorism Center at West Point par Jessica Davis, experte du terrorisme et présidente de la société de conseil Insight Threat Intelligence. « Cette diversification des méthodes démontre que l'État islamique n'est pas axé sur un seul mécanisme : le groupe et ses sympathisants utiliseront un mécanisme de transfert de fonds quelconque qui soit le plus rapide, le moins coûteux et le moins sujet à détection ou perturbation. »

L'utilisation de la cryptomonnaie varie en fonction de

Les enlèvements au Burkina Faso, au Mali et au Niger

Le nombre d'enlèvements a régulièrement baissé au Sahel entre 2021 et 2024.



Source : Projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data)

la région. Les groupes liés à Daech au Mozambique, au Nigeria et en RDC l'utilisent peu, ou ne l'utilisent pas du tout. « Pour le Nigeria, ceci est paradoxal car le pays est classé en deuxième place dans le monde pour l'adoption de la cryptomonnaie, écrit le Dr Davis. De ce fait, on anticiperait davantage d'utilisation de la cryptomonnaie par la PAOEI. Toutefois, puisque la PAOEI est concentrée régionalement et qu'une grande partie de sa génération de revenus se fait en espèces (par la taxation et l'extorsion), il est évident qu'elle est peu disposée à utiliser la cryptomonnaie. »

Par contre, Boko Haram utilise la cryptomonnaie et d'autres technologies financières numériques pour son propre bénéfice, selon le chercheur Oge Samuel Okonkwo.

« Boko Haram exploite la nature décentralisée de la cryptomonnaie pour financer ses opérations, peu chères mais meurtrières, notamment les armes et la logistique », écrit le Dr Okonkwo pour le site web Medium en avril 2025. En utilisant des plateformes pair à pair anonymes et non réglementées, Boko Haram peut « recevoir des fonds auprès de sources locales et internationales non détectées, ce qui souligne le besoin d'interventions ciblées qui préservent l'innovation tout en améliorant la sécurité. »

Le Nigeria devrait mettre à jour sa réglementation sur le blanchiment d'argent et le financement des terroristes, écrit le Dr Okonkwo. L'analytique des blockchains et la surveillance du commerce pair à pair peuvent aider à identifier et bloquer les transactions suspectes. Puisque Boko Haram et ses sources de financement franchissent les frontières, les autorités nigérianes devront partager le renseignement avec d'autres pays du bassin du lac Tchad et avec les agences internationales telles qu'Interpol. Pour atténuer l'attrait des combines de cryptomonnaie dans les économies informelles, le gouvernement devra investir

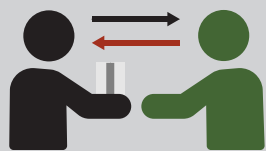
COMMENT FONCTIONNE LE HAWALA ?

Hawala, qui signifie « confiance » en langue arabe, est un ancien système de transfert d'argent qui est originaire de l'Inde au huitième siècle. C'est une façon rapide de transférer l'argent internationalement, mais il permet aussi aux terroristes d'envoyer des fonds sans être détectés. Le processus a quatre étapes principales :



ÉTAPE 1

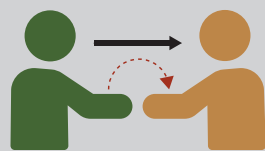
Un expéditeur envoie l'argent à un agent, appelé hawaladar, lequel fournit à l'expéditeur un code.



Expéditeur Hawaladar A

ÉTAPE 2

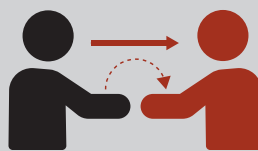
Hawaladar A dit à un homologue dans la région du destinataire le montant qu'il a reçu.



Hawaladar A Hawaladar B

ÉTAPE 3

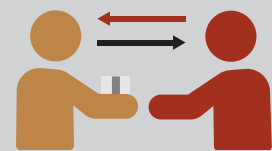
L'expéditeur donne son code au destinataire désigné et déclare la quantité d'argent remise.



Expéditeur Destinataire

ÉTAPE 4

Le destinataire donne le code à hawaladar B, qui lui remet l'argent, moins une commission. Les deux agents du hawala font leurs comptes séparément.



Hawaladar B Destinataire

Parfois, la transaction peut être exécutée en quelques heures, ce qui est plus rapide que les transactions bancaires normales.

Cela aide les personnes qui n'ont pas accès aux banques, mais ne laisse aucune trace électronique ou écrite, ce qui en fait une méthode attractive pour les terroristes et les criminels qui veulent garder les transactions secrètes et non sujettes aux dispositions réglementaires.

Les groupes terroristes proéminents tels que les Chebabs et l'État islamique en Somalie ont utilisé les réseaux de hawala pour la collecte de fonds. On pense que les financiers de Daech-Somalie à Djibouti, en Éthiopie, en Europe et en Somalie ont effectué le blanchiment de plusieurs millions de dollars par le biais d'une appli de hawala appelée Sifalo Pay en moins de six mois, selon le site web d'actualité Horn Observer.

Sources : Force opérationnelle d'action financière, Interpol



Des agents de change pratiquent le hawala, un système de versement informel.

MARCUS YAM/LOS ANGELES TIMES

dans « l'éducation et l'inclusion financière » afin de réduire l'utilisation des plateformes non réglementées.

LES LIENS AUX RÉSEAUX CRIMINELS

Les groupes terroristes basés en Afrique sont souvent actifs dans des régions où existent des réseaux de trafic criminels. Les terroristes emploient aussi les pratiques courantes des organisations criminelles, par exemple les extorsions qui imposent des taxes sur les déplacements et le commerce. Les Chebabs de Somalie, liés à Al-Qaïda, sont tristement célèbres pour l'argent qu'ils collectent par le biais de ces méthodes et d'autres. Cet argent est estimé à 100 millions de dollars par an.

Il peut être difficile de suivre à la piste les interactions multidimensionnelles entre les réseaux criminels et les terroristes. Les trafiquants peuvent être locaux ou internationaux, et les groupes terroristes ont tendance à exploiter de façon opportuniste le financement et les ressources qu'ils ont à leur disposition. Et le trafic est seulement l'une des nombreuses entreprises criminelles dans les régions où les groupes terroristes exercent une emprise.

Le Dr Daisy C. Muibu, assistante professeure des études de sécurité au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, convient que les terroristes ont en général tendance à participer de manière opportuniste à divers marchés criminels. Cette participation peut varier considérablement en fonction de la région, selon la dynamique locale et l'influence du groupe.

Au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, il semble probable que les terroristes aient initialement profité des organisations criminelles organisées qui étaient déjà actives dans la région, par le biais d'un « mariage de convenance » pour soutenir leurs actions au début, dit-elle.

De même, les terroristes du Mozambique ont tiré profit des réseaux criminels pour « gagner des ressources financières pour pouvoir fonctionner. Donc, c'est une question de lieu, de type de marché criminel et, finalement, de type d'organisation dont vous parlez. »

Le traitement de toutes ces variables sur un vaste continent avec tant de groupes terroristes qui ont des motivations diversifiées présente un énorme défi, déclare le Dr Muibu. Il sera crucial d'améliorer la coordination entre les entités gouvernementales, les pays et les groupes et chefs locaux.

Afripol et Interpol ont bien travaillé, ensemble et avec les pays individuels, selon le Dr Muibu.

De juillet à septembre 2025, l'opération Catalyst a pris pour cible le financement du terrorisme et les crimes associés, ce qui a conduit à 83 arrestations. Parmi celles-ci, on compte 21 arrestations pour des crimes liés au terrorisme, 28 pour blanchiment d'argent et fraude financière, 16 liées aux extorsions en ligne et 18 pour l'emploi inapproprié des avoirs virtuels.

Les autorités de plusieurs pays ont examiné 15.000 personnes et entités, et découvert 260 millions de dollars en monnaie officielle et virtuelle ayant des liens possibles avec le terrorisme. Les enquêteurs ont saisi environ 600.000 dollars en date d'octobre 2025.



Les terroristes sahéliens exploitent souvent les mines d'or artisanales comme celle-ci au Burkina Faso. AFP/GETTY IMAGES

Selon Interpol, « affronter le financement du terrorisme est particulièrement complexe pour les agences de police, car il est souvent lié à diverses activités criminelles, notamment la fraude, l'enlèvement contre rançon, le commerce illicite, les escroqueries en ligne, les systèmes de Ponzi et l'utilisation abusive des avoirs virtuels. Ces activités illégales peuvent être liées au financement du terrorisme directement, lorsque les groupes terroristes reçoivent des fonds par ces combines, ou indirectement, par le biais du blanchiment d'argent ou des réseaux intermédiaires. Ces connexions mettent en lumière comment des formes différentes de crime deviennent de plus en plus imbriquées, ce qui souligne le besoin d'une réponse unifiée et coordonnée. »

L'Angola, le Cameroun, le Kenya, la Namibie, le Nigeria et le Soudan du Sud ont collaboré avec Interpol et Afripol. En Angola, les autorités ont arrêté 25 personnes provenant de plusieurs pays et engagées dans une opération de financement du terrorisme et de blanchiment d'argent. Au Kenya, deux personnes ont été accusées de recruter et de radicaliser les gens avec de l'argent provenant de Tanzanie, obtenu sur une plateforme de cryptomonnaie.

Une opération frauduleuse d'investissement en cryptomonnaie a volé un montant estimé à 562 millions de dollars appartenant à plus de 100.000 personnes dans 17 pays du monde entier. Les enquêteurs ont découvert qu'une partie de cet argent aurait pu être utilisée pour financer le terrorisme.

Jalel Chelba, directeur exécutif d'Afripol, a déclaré : « Le succès de l'opération Catalyst est dû à la synergie et la convergence d'efforts parmi les unités nationales engagées dans la lutte contre le crime financier, le cybercrime et le terrorisme. Cette entreprise conjointe, dédiée à la perturbation du financement du terrorisme dans l'ensemble du continent africain, illustre comment une action coordonnée entre les États membres et facilitée par AFRIPOL et INTERPOL peut confronter efficacement les menaces de sécurité complexes et évolutives. Une telle coopération donne une preuve tangible du fait que, lorsque la communauté africaine de mise en application des lois est unie, elle offre une réponse décisive et appropriée dans la poursuite de la sécurité et la stabilité en Afrique. » □

LES « SMP DU MARCHÉ NOIR » ALIMENTENT LES CONFLITS

PERSONNEL D'ADF



Les groupes étrangers entraînent, conseillent et arment les terroristes du continent

Depuis des dizaines d'années, les gouvernements africains subissent les effets déstabilisants des sociétés militaires privées (SMP), des mercenaires et des groupes paramilitaires qui sont rémunérés pour protéger les dirigeants ou combattre aux côtés des forces gouvernementales dans les zones de conflit, souvent sans égard pour les populations locales.

Les mercenaires tels que ceux de l'Africa Corps russe, anciennement groupe Wagner, sont accusés de commettre des atrocités contre les civils en République centrafricaine, en Libye, au Mali, au Mozambique et au Soudan. Ces soldats vétérans se battent et propagent l'agenda géopolitique du Kremlin pour toucher un salaire. Toutefois, la guerre contre le terrorisme sur le continent est sujette à une nouveauté : des terroristes étrangers chevronnés offrent leurs services aux insurgés, souvent pour des raisons idéologiques.

Aries D. Russell d'Aries Intelligence basé à Londres a qualifié ces organisations, en particulier celles formées en Irak et en Syrie, de « SMP du marché noir ». Elles font une rotation des conflits terroristes entre la Corne de l'Afrique et le Sahel.

Ces groupes sont « des entités opérationnelles organisées qui offrent des services de type militaire (entraînement, conseils, soutien tactique) aux groupes djihadistes, même si elles sont officieusement structurées ou sujettes à une gouvernance

flottante », déclare Aries Russell à ADF. « Bien que ces groupes soient idéologiques et réseautés, plutôt que des sociétés cherchant à maximiser les bénéfices dans le sens occidental, ils se comportent comme des entrepreneurs ou des sous-traitants dans un écosystème militant. Ils sont différents des mercenaires conventionnels à cause de leur orientation idéologique aussi bien que transactionnelle. Ils ne se battent pas toujours pour un salaire. »

LA CONNEXION ENTRE LES CHEBABS ET LES HOUTHIS

Les liens entre les rebelles houthistes du Yémen soutenus par l'Iran et le groupe terroriste des Chebabs qui contrôlent des secteurs en Somalie centrale et australe donnent un exemple de cette tendance. En 2024, les



Les combattants rebelles houthistes brandissent des fusils et des lance-roquettes pendant une célébration.

IMAGO/HAMZA ALI VIA REUTERS CONNECT

Houthis ont accepté de fournir aux Chebabs des armes et une assistance technique en échange de l'intensification de la piraterie et des enlèvements contre rançon dans le golfe de Guinée et au large des côtes de Somalie, qui sont parmi les voies de navigation les plus affairées du monde.

Les Houthis avaient accru leurs attaques contre les navires traversant la mer Rouge en réponse à la guerre entre Israël et Hamas, qui avait éclaté en octobre 2023. Ceci a attiré l'attention des ressources navales internationales anti-piraterie déployées dans la région et a joué le rôle d'une distraction, en permettant aux pirates somaliens de reprendre leurs activités. En 2024, les Chebabs ont conclu un accord pour fournir une protection aux pirates somaliens en échange de 30 % de toutes les recettes de rançon et un pourcentage des saisies. Le chaos en a résulté.

Après une accalmie de six ans dans les attaques majeures des pirates somaliens, plus de vingt attaques ont été enregistrées entre novembre 2023 et avril 2024, bien que ce chiffre ait baissé à trois attaques au premier semestre 2025. Deux membres d'une bande somalienne ont déclaré qu'ils profitaient de la distraction des Houthis pour pratiquer à nouveau la piraterie.

« Ils ont pris cette chance parce que les forces navales internationales qui sont actives au large des côtes de Somalie ont réduit leur opérations », a déclaré à Reuters un financier pirate qui a pris l'alias d'Ismail Isse.

Comme le note Aries Russell, les Houthis ont reçu une formation militaire avancée en Iran, en Irak et au Liban, où ils ont acquis des aptitudes telles que l'assemblage des

missiles et la coordination des drones. Il écrit qu'ils transfèrent ces connaissances aux Chebabs et à l'État islamique en Somalie (ISSOM), qui est principalement actif dans les zones montagneuses de la région somalienne semi-autonome du Pount. Les combattants des Chebabs se sont aussi rendus dans les ports du Yémen contrôlés par les Houthis, où des formateurs du Hezbollah et des Houthis les ont introduit au déploiement des drones, à la coordination des missiles et aux techniques de guerre asymétrique.

« Cette diffusion aide à expliquer pourquoi les tactiques d'insurgés du Moyen-Orient se retrouvent de plus en plus en Afrique et ailleurs », écrit M. Russell.

Les Houthis fournissent aux terroristes des drones militarisés, des missiles sol-air et d'autres équipements qui ont été tracés aux entrepôts iraniens. L'Iran fournit ces armes, ce qui enfreint un embargo sur les armes des Nations unies au Yémen. En janvier 2025, l'ISSOM a lancé deux frappes de drone contre les forces de sécurité du Pount. C'était le premier emploi connu de cette technologie par le groupe, selon le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data).

« L'adoption de cette technologie par un groupe terroriste signifie que les idées se propageront dans la région et pourront être adoptées par d'autres, même s'il n'existe pas de lien direct entre ces groupes », a déclaré Taimur Khan de Conflict Armament Research sur le site web d'actualité somalien Hiiraan Online.

Des combattants rebelles s'entraînent en Syrie. GETTY IMAGES





Les soldats de l'Armée nationale somalienne lèvent leurs armes à Awdheegle, une de plusieurs localités libérées des mains des militants liés à Al-Qaïda. AFP/GETTY IMAGES

« UNE NOUVELLE FRONTIÈRE DANS LA COLLABORATION ENTRE LES INSURGÉS »

En juillet 2025, les Houthis ont utilisé des missiles longue portée, des drones kamikazes, des drones navals chargés d'explosifs et des yoles d'attaque rapide dans une attaque coordonnée contre la navigation commerciale. Selon M. Russell, la complexité et la coordination de l'opération suggèrent que les partenaires régionaux, notamment les Chebabs, auraient pu les aider avec la surveillance, les données de ciblage ou la coordination des frappes maritimes.

« Cet échange transactionnel des aptitudes de combat contre l'accès ou la logistique représente une nouvelle frontière dans la collaboration entre les insurgés, écrit-il. Ce qui a commencé comme un investissement iranien dans un agent yéménite influence aujourd'hui les conflits à des centaines de kilomètres de distance. »

Les Chebabs et les Houthis ont formé une alliance malgré leurs différences religieuses et politiques. Les membres des Chebabs suivent le sunnisme et sont liés à Al-Qaïda. Les Houthis sont des chiïtes, comme les

Iraniens. Les analystes du Carnegie Endowment for International Peace ont averti que les liens entre les Houthis et les Chebabs donnent à l'Iran une « profondeur stratégique », tout en déstabilisant l'Afrique de l'Est et menaçant Djibouti, l'Éthiopie et le Kenya. Les contrebandiers en Somalie et dans le Nord du Kenya offrent aussi aux Houthis de meilleures opportunités pour expédier des armes hors de l'océan Indien ou par voie terrestre vers le Golfe d'Aden.

M. Russell dit que le modèle SMP djihadiste pourrait être dupliqué en Libye, autour de la Corne de l'Afrique, au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

« Les conditions du marché existent : frontières poreuses, demande djihadiste enracinée, drones COTS (vendus sur étagère) peu coûteux et formation rémunérable, dit-il à ADF. Attendez-vous à une croissance partout où il y a accès à une infrastructure de contrebande et un alignement idéologique ou transactionnel. »

LA CONNEXION TURCO-SYRIENNE

Les combattants syriens affiliés à l'Armée nationale syrienne (ANS), coalition de groupes d'opposition armés qui travaille étroitement avec la Turquie dans le Nord de la Syrie, ont été engagés au cours des dernières années pour combattre et assurer la sécurité au Burkina Faso, au Niger et au Nigeria. Certains de ces combattants, mais

pas tous, sont des djihadistes. Un combattant de l'ANS utilisant le nom d'emprunt de Deyri a déclaré à la chaîne d'actualité Middle East Eye (MEE) que les recrues sont actives au sein de groupes, plutôt qu'individuellement.

« Le commandement n'est pas entre les mains des Syriens, dit-il à MEE. Parfois, nous nous engageons pour protéger les entreprises turques, parfois pour combattre l'État islamique et parfois pour protéger les mines ou les usines. »

Il est allégué que la plupart de ces combattants sont recrutés par SADAT International Defense Consultancy, une société militaire privée turque, bien que SADAT le nie. Selon MEE, les Syriens signent des contrats de

six mois à un an et reçoivent un salaire mensuel de 1.500 dollars. Certains des combattants disent qu'ils ont accepté de travailler comme mercenaires en Afrique à cause du chômage élevé dans le Nord de la Syrie, dû à la guerre civile persistante du pays.

« La raison principale pour laquelle je suis parti est la difficulté de la vie en Syrie », déclare Omar, jeune combattant syrien au Niger, à l'Agence France-Presse. Dans le Nord de la Syrie, « il n'y a pas d'opportunités d'emploi sauf pour rejoindre une faction armée et gagner au plus 1.500 livres turques (46 dollars) par mois. »

L'Observatoire syrien pour les droits de l'homme et les amis des mercenaires qui ont travaillé au Niger ont déclaré à la BBC que les Syriens avaient fini par se battre sous commandement russe dans les zones frontalières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

La vie est dure pour les combattants étrangers dans la région du Sahel. Leurs



À gauche : La fumée s'élève d'un pétrolier grec attaqué par les rebelles houthistes dans la mer Rouge. REUTERS

Les décombres jonchent les rues après l'attaque des Chebabs contre un hôtel de Mogadiscio (Somalie). GETTY IMAGES





Des pirates somaliens présumés, arrêtés en Inde, attendent leur transfert en détention policière. AFP/GETTY IMAGES

téléphones sont confisqués dès leur arrivée. Un combattant syrien a dit qu'ils peuvent contacter leur famille une fois toutes les deux semaines, ou moins souvent, et leurs communications doivent être revues par leurs supérieurs nigériens.

Selon le site web d'actualité Nordic Monitor, la Turquie a transporté des milliers de combattants djihadistes syriens vers la Libye pour renforcer les factions soutenues par les Turcs. L'agence de renseignement turque MIT se charge du processus d'approbation et de sélection des combattants. Nordic déclare que MIT collabore avec les groupes djihadistes en Syrie depuis 2011.

« LA PREMIÈRE SMP DJIHADISTE DU MONDE »

M. Russell a tracé la montée des SMP du marché noir à Malhama Tactical, groupe basé en Syrie et fondé par d'anciens combattants ouzbeks liés à des affiliés d'Al-Qaïda. Malhama Tactical est connue comme « la première SMP djihadiste du monde » et agit comme une unité des opérations spéciales djihadiste et indépendante. Établie en 2016, elle a formé des militants du Front Fatah al-Cham et d'autres factions d'insurgés, en combinant l'expérience de première ligne avec une présence sophistiquée sur les réseaux sociaux pour promouvoir ses services.

Malhama Tactical a la réputation d'être bien entraînée et bien équipée, et elle a établi un précédent qui a été suivi par d'autres unités telles que Muhojir Tactical, constituée principalement d'Ouzbeks, de Tchétchènes et autres combattants d'Asie centrale ; Yurtugh Tactical,

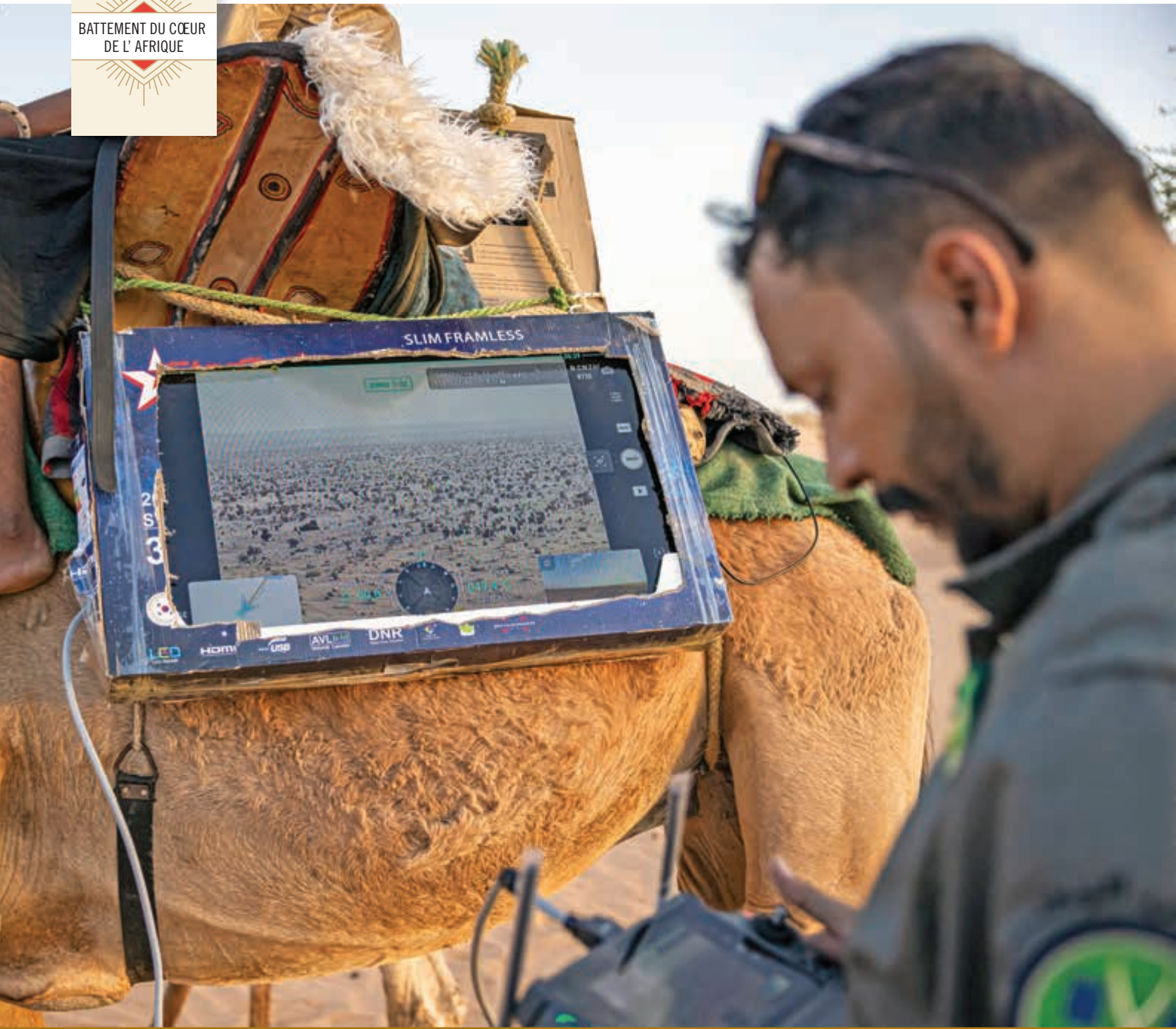
SMP djihadiste dirigée par des Ouïghours ; et le groupe djihadiste Albanian Tactical. Tous sont actifs en Syrie. Les groupes plus récents ont professionnalisé le modèle de Malhama Tactical en offrant un enseignement pour francs-tireurs et pour les combats rapprochés, et une formation pour les opérations de nuit, la médecine des traumatismes et la guerre des drones.

Ces groupes s'entraînent les uns aux côtés des autres, « en créant un réseau transnational de formateurs djihadistes des opérations spéciales », écrit M. Russell. Leurs tactiques circulent maintenant non seulement sur les champs de bataille mais à travers les écosystèmes numériques, Telegram, Instagram et les forums fermés, où les vidéos éducationnelles jouent le rôle additionnel d'outils de propagande et de recrutement. »

Les unités mercenaires djihadistes pourraient bientôt devenir une caractéristique régulière des conflits mondiaux, en offrant des capacités de « forces spéciales » aux clients extrémistes dans les insurrections futures, écrit le chercheur Sean McFate dans un article publié par la National Defense University Press.

M. Russell écrit que le panorama militant actuel « ressemble [de plus en plus] à un syndicat mondial », basé sur l'idéologie, la logistique, la consultation et la spécialisation transfrontalière alimentée par les SMP djihadistes.

« Le résultat est un monde où un attentat à la bombe au Burkina Faso pourrait refléter des tactiques affinées à Idlib [Syrie], ou un technicien de drone somalien duplique le ciblage maritime houthiste, écrit-il. Ce n'est pas une adaptation au hasard, c'est l'émergence d'une économie des connaissances de combat, où les combattants échangent la doctrine, pas seulement l'idéologie. » □



La Mauritanie fusionne les méthodes modernes et anciennes pour la sécurité

PHOTOS PAR ADF/GETTY IMAGES



Un membre de la Garde nationale mauritanienne démontre l'image thermique d'une caméra montée sur un drone près d'Oualata en avril 2025. Ces cavaliers du désert appelés méharistes parcourent le Sahara à dos de chameau. Au cours des dernières années, ils ont repris un rôle central dans la stratégie de sécurité du pays. Leurs patrouilles sont cruciales sur un vaste territoire qui a une frontière peu peuplée de 2.200 km avec le Mali, pays tourmenté depuis des années par le terrorisme et l'insurrection. Les chameaux peuvent se déplacer dans les lieux où même les véhicules à quatre roues motrices deviennent immobilisés. Il y a quelques années, la Garde avait été réduite à environ 50 personnes à cause du manque de ressources, mais depuis 2019 elle est passée à environ 150, avec un troupeau de 400 chameaux. Elle a aidé le pays à défendre ses frontières et joue un rôle de soutien clé pour les communautés isolées.



LA TERREUR DES DRONES EST EN HAUSSE

PERSONNEL D'ADF

Les terroristes découvrent de nouveaux moyens de militariser les drones

ILLUSTRATION D'ADF

Lorsque les extrémistes de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI) ont lancé simultanément quatre attaques meurtrières contre les forces militaires nigérianes à la fin octobre 2025, les drones armés ont joué un rôle clé.

Les attaques contre des positions dans les localités de Dikwa, Gajibo, Mafa et Katarko ont tué cinq soldats et incendié une base militaire.

En fin de compte, les soldats nigériens ont repoussé les attaques, en tuant 50 combattants de la PAOEI. Toutefois, l'assaut illustre comment les drones sont devenus une partie intégrante des opérations terroristes en Afrique.

Bien que les gouvernements africains aient dépensé des millions de dollars pour acheter des drones de qualité militaire, par exemple le Bayraktar TB2 et l'Akinci turcs, les groupes terroristes ont dépensé

beaucoup moins pour acheter des drones quadrirotors disponibles sur le marché, qui peuvent être facilement équipés d'explosifs, en les transformant en engins explosifs improvisés (EEI) volants. Les quadrirotors sont utilisés contre les forces gouvernementales au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigeria et en Somalie. Les frontières poreuses et les connexions familiales ou ethniques dans la région encouragent le mouvement de la technologie et du savoir-faire technique qui soutiennent les opérations terroristes des drones, selon les experts.

Les attaques par drone se sont accélérées rapidement depuis que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) a lancé sa première attaque par drone kamikaze en 2023. Dans l'intervalle, le GSIM a fait des attaques par drone kamikaze un élément crucial de sa stratégie de combat, en lançant des dizaines de ces drones contre des cibles civiles et

militaires au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Le Policy Center for the New South du Maroc a signalé plus de 30 attaques de drone au Sahel entre septembre 2023 et juin 2025. La majorité, soit 82 %, se sont produites entre mars et juin 2025. Parmi celles-ci, on note une attaque par le GSIM contre une base militaire malienne à Bouliekessi, dans laquelle plus de 100 soldats ont trouvé la mort.

À mesure que les groupes terroristes s'appuient de plus en plus sur les drones pour les attaques de type kamikaze contre les positions au sol, ils sont aussi capables de garder leurs propres combattants éloignés des combats directs avec les forces militaires. De ce fait, les stratégies axées sur les drones qui émergent aujourd'hui au Sahel pourraient donner un aperçu des batailles futures, selon l'associé de recherche John Sunday Ojo de l'Institute of Security and Global Affairs.



AFP/GETTY IMAGES

Le Dr Ojo déclare à ADF :
« Plusieurs attaques récentes ont réussi à cause de l'adoption des drones par la PAOEL. Dans cette région, nous nous dirigeons vers un type d'environnement où les combats terrestres ne seront pas capables de mettre fin à la guerre contre le terrorisme. Ce sera une sorte de guerre à distance dans laquelle les terroristes n'auront même pas besoin de lutter pour atteindre leurs objectifs. »

UN PHÉNOMÈNE MONDIAL

Les troupes ukrainiennes ont monté la voie en déployant des drones armés et des drones non armés de type civil contre l'invasion des forces russes.

« Ils sont bagarreurs tout comme les gens qui construisent ces choses dans leur garage en Ukraine », a déclaré l'analyste Niccola Milnes à ADF. Mme Milnes est co-auteur

d'une étude publiée par le Policy Center for the New South.

Alors que l'Ukraine utilise la technologie de drone commercialement disponible pour repousser l'invasion des forces russes, des groupes du monde entier observent et pourraient essayer de dupliquer son succès, déclare à ADF Don Rassler du Combating Terrorism Center à West Point.

« Le conflit en Ukraine est un laboratoire d'apprentissage crucial », dit-il.

DES INNOVATIONS DÉVELOPPÉES LOCALEMENT

En Somalie, les autorités du Pount ont intercepté en 2024 cinq drones commerciaux militarisés, envoyés par les rebelles houthistes du Yémen aux terroristes somaliens.

Les Chebabs continuent à utiliser les drones principalement à des fins de reconnaissance, mais l'État



Ce sera une sorte de guerre à distance dans laquelle les terroristes n'auront même pas besoin de lutter pour atteindre leurs objectifs. »

— John Sunday Ojo, associé de recherche à l'Institute of Security and Global Affairs

La technologie anti-drone est conçue pour brouiller les signaux entre les drones et leurs opérateurs. Les brouilleurs peuvent être maîtrisés en utilisant ce qu'on appelle des drones hors ligne propulsés par l'IA et programmés pour attaquer une cible spécifique. AFP/GETTY IMAGES



islamique en Somalie, un groupe rival dans le Nord du pays, les a déployés dans les combats contre les forces régionales.

L'analyste Clara Broekaert du Soufan Center a déclaré à ADF : « L'État islamique en Somalie est l'un des groupes qui suscitent des préoccupations. Ils ont les ressources, ils deviennent un point sensible pour les combattants étrangers et ils recrutent des gens qui ont des aptitudes. »

Les liens croissants entre les Chebabs et les rebelles houthistes du Yémen sont aussi préoccupants, déclare Don Ressler. Les Houthis ont œuvré pour accroître la portée de leurs propres drones commerciaux kamikazes.

« Les Houthis ont recherché et expérimenté avec des formes uniques de technologie, par exemple les piles à hydrogène. Il y a des signaux d'avertissement concernant les lieux où les conflits pourraient émerger au Sahel. »

Au Mali, le GSIM et le Front de libération de l'Azawad (FLA)

semblent effectuer un transfert de connaissances similaire. Vers la mi-2024, le colonel Houssein Ghulam du FLA s'est rangé aux côtés du GSIM et peu après, il a été lié à la frappe de drone de mai 2025 conduite par le GSIM à Dioura, où 41 soldats maliens ont trouvé la mort.

« Bien qu'il ne soit pas possible de confirmer une coordination directe entre les deux groupes, l'échéancier et le recoupement géographique suggèrent la possibilité d'un transfert de connaissances ou d'une observation mutuelle », écrit Mme Milnes et Rida Lyammouri pour le Policy Center for the New South.

Le GSIM et les autres groupes terroristes africains ont reçu peu d'assistance directe de la part d'Al-Qaïda ou de l'État islamique, ou n'en ont pas reçu du tout. Ces organisations affrontent une forte pression exercée par les gouvernements de leur pays d'origine, selon les analystes.

Don Ressler qualifie les innovations de drone des extrémistes africains comme étant « surtout

développées localement ». « Ils n'ont pas besoin de s'appuyer sur l'organisation-mère de l'État islamique pour obtenir une bonne orientation. Ils ont simplement besoin d'aller sur YouTube ou Instagram pour extraire des données sur ce qui se passe en Ukraine. »

L'expansion rapide de l'intelligence artificielle pourrait même faciliter la militarisation par les extrémistes des drones commerciaux.

« C'est là que l'IA change tout, déclare Mme Milnes. Vous n'avez pas besoin d'être un expert de la technologie. Vous utilisez l'IA pour vous enseigner comment utiliser l'IA. »

Dans certaines attaques récentes, les groupes terroristes ont déployé des drones axés sur l'IA capables de localiser et d'attaquer leurs cibles sans opérateur humain. Les drones dits « hors ligne » ne peuvent pas être brouillés ou redirigés comme peuvent l'être les drones pilotés par des opérateurs, ce qui les rend plus difficiles à contrer.



Des écolières de primaire au Burkina Faso sont allongées sur le sol de leur salle de classe pendant une simulation d'attaque urgente. Des milliers d'écoles du pays ont fermé leurs portes à cause de la violence terroriste. AFP/GETTY IMAGES

« Si ces tendances continuent, d'autres adaptations, par exemple une plus grande autonomie embarquée ou une coordination étendue, pourraient apparaître au fil du temps. »

— **Niccola Milnes** et **Rida Lyammouri**, dans une étude pour le Policy Center for the New South intitulée « Contre la prolifération de drones du GSIM au Sahel »



Un homme regarde la fumée monter après une frappe de drone à Port-Soudan le 6 mai 2025. AFP/GETTY IMAGES



« Si ces tendances continuent, d'autres adaptations, par exemple une plus grande autonomie embarquée ou une coordination étendue, pourraient apparaître au fil du temps », écrivent Niccola Milnes et Rida Lyammouri.

Il existe un aspect de la guerre des drones qui jusqu'à présent reste hors de portée des extrémistes et des armées : les essaims. Les experts sont préoccupés par la possibilité que le GSIM, la PAOEI ou d'autres groupes terroristes ne puissent un jour lancer une attaque massive contre une communauté ou un avant-poste militaire en employant des dizaines de drones autonomes coordonnés par l'IA.

« C'est un domaine de vigilance », déclare M. Rassler.

LE COÛT DE L'ASYMÉTRIE

Malgré tout ce qu'elles dépensent pour la technologie de marque, notamment les drones Bayraktar TB2, les forces armées du Sahel n'ont pas de mécanisme opérationnel spécifique pour combattre les drones déployés par les groupes terroristes, selon le Dr Ojo.

« L'asymétrie des coûts est incroyablement élevée pour la guerre des drones, déclare Mme Broekaert à ADF. [Les gouvernements] dépensent des millions pour des systèmes qui peuvent être facilement contrecarrés. »

Par exemple, les forces militaires qui utilisent des brouilleurs tels

que le système anti-drone lituanien EDM4S SkyWiper pour perturber le signal entre le drone et l'opérateur peuvent être vaincues par des extrémistes utilisant des drones qui sont propulsés par des systèmes IA hors ligne.

La technologie du brouillage peut aussi être contrée en déployant des drones avec de longues attaches en fibre optique, technologie qui est devenue courante en Ukraine mais qui reste inexplorée au Sahel ou en Somalie.

« C'est un développement effrayant que nous devons continuer à surveiller », déclare M. Rassler.

En fin de compte, à mesure que les groupes terroristes améliorent leurs capacités de drone, ils devancent les forces armées chargées de les contrôler, selon les observateurs. Les efforts directs entrepris par les forces armées pour perturber les drones sur les champs de bataille ou pour les retirer des mains des civils ont eu peu d'effet, ce qui laisse ces forces en arrière.

Il est probable que l'évolution rapide des technologies telles que l'IA et l'impression 3D compliquera encore plus les efforts des gouvernements pour suivre les innovations de drone des terroristes.

« Ces groupes devancent en ce moment [les forces armées] avec des drones commerciaux qui ne sont pas très chers et qui sont développés localement et faciles à modifier, déclare Mme Milnes. Et ils les mettent à l'échelle très rapidement. » □

QUITTER LE COMBAT

**Les programmes DDR peuvent
empêcher le retour à la guerre mais
ils font face à des obstacles**

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS DE LA MINUSCA

ILLUSTRATION D'ADF

Lorsque les combattants qui inspiraient jadis la peur ont fait la file pour déposer leurs armes, le village de Sanguéré-Lim en République centrafricaine a ressenti un rare moment d'allégresse.

Parmi les combattants de la milice Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) se trouvaient des adolescents portant un maillot de foot et des hommes grisonnants avec une casquette tricotée. Les haut-parleurs faisaient retentir une musique entraînante alors qu'un homme brandissant un lance-grenades se tenait à côté d'un ado saisissant deux poignées de balles.

Adama Yaouba, résident du village, a déclaré aux Nations unies : « Aujourd'hui, les groupes armés ont déposé leurs armes et tout a changé. Avant, nous ne dormions jamais tranquillement, nous étions toujours sur nos gardes. Mais maintenant, je peux dormir en paix, sans préoccupation. Mes enfants se sentent aussi en sécurité, et c'est ce qui est le plus important pour moi. »

Pour un pays en conflit depuis plus de dix ans, avec quatorze groupes armés se disputant le contrôle, cet événement était une bonne raison de célébrer. Il s'inscrit dans le cadre d'un accord de paix signé en 2019, la toute dernière réussite d'un processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) qui a aidé 5.540 combattants à déposer leurs armes.

Wilfried Sawadogo de la MINUSCA (mission de l'ONU en Centrafrique) déclare : « Le désarmement des groupes armés améliore la protection des civils. Il aide la population à vivre dans un environnement sécurisé et pacifique, en lui permettant d'effectuer des activités économiques et sociales. »

Le programme mis en œuvre par la MINUSCA, le gouvernement de Centrafrique et autres offre des encouragements et une formation professionnelle aux combattants désireux de retourner dans la vie civile. Il fournit un moyen de s'enrôler dans les forces armées pour ceux qui sont qualifiés. Il aide les communautés à accepter les ex-combattants qui rentrent chez eux et il



Les membres de la milice Retour, Réclamation et Réhabilitation arrivent à Sanguéré-Lim (République centrafricaine) en septembre 2025 pour déposer leurs armes et rejoindre le programme de désarmement, démobilisation et réintégration du pays.

offre un counseling pour affronter les traumatismes mentaux de la guerre.

À mesure que le panorama des conflits évolue en Afrique, les sympathisants pensent que le DDR reste une stratégie vitale pour la restauration de la paix. Toutefois, les critiques se demandent s'il peut réussir dans les environnements de plus en plus fracturés, sans accord de paix et avec une grande diversité de combattants qui sont actifs dans des territoires qui franchissent les frontières.

Les stratégies DDR évoluent pour maintenir leur cadence, et les experts savent qu'il y a plus à faire. Le Dr Ibrahim Bangura est un praticien, formateur et chercheur sur le DDR au collège de Fourah Bay, université de Sierra Leone. Il est l'éditeur du livre intitulé « Désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants en Afrique ».

« Les guerres ont évolué, déclare le Dr Bangura à ADF, et le DDR a lui-même évolué. Le DDR doit être adapté au contexte dans lequel il est employé. Il doit être spécifique pour le contexte, sinon vous échouerez. »

Les phases du DDR

Le désarmement concerne la collecte, la documentation, le contrôle et l'élimination des munitions, des armes de petit calibre, des explosifs, des armes légères et des armes lourdes. Il inclut aussi des programmes pour gérer, entreposer et éliminer les armes.

La démobilisation est la libération officielle et contrôlée des combattants actifs des forces armées ou d'autres groupes armés. Dans une première étape, elle pourrait inclure l'admission des combattants dans des centres temporaires ou le groupement en masse des troupes dans des campements, des sites de cantonnement, des casernes ou des zones de rassemblement.

La réinsertion est l'assistance transitionnelle à court terme, durant jusqu'à un an, offerte aux ex-combattants pour satisfaire à leurs besoins immédiats de base. Une fois démobilisés, les combattants sont souvent incapables de gagner leur vie pendant qu'ils suivent une formation professionnelle. La réinsertion peut inclure une indemnité, des vêtements, des services médicaux, de la nourriture, un emploi, une éducation et une formation à court terme.

La réintégration est le processus selon lequel les ex-combattants gagnent un statut civil et commencent à subvenir à leurs besoins grâce à un emploi. La réintégration est un processus social sans horizon déterminé qui a lieu au niveau de la communauté. Elle nécessite souvent un soutien à long terme.



LE DDE « SIGNIFIE LA STABILITÉ ET LA PAIX DURABLE »

Une conversation avec Pierre Ubalijoro, directeur de la section DDR pour la mission de l'ONU en République centrafricaine

PERSONNEL D'ADF

ADF : Une fois que les combattants déposent les armes, quelles sont les étapes suivantes ?

M. Ubalijoro : Après avoir été démobilisés, certains sont enrôlés dans des programmes de réintégration financés par la Banque mondiale, qui incluent une éducation civique pendant le premier mois, puis une formation professionnelle au cours des cinq mois suivants dans des secteurs tels que l'agriculture, la menuiserie et d'autres activités rémunératives. Ils reçoivent aussi un soutien psychologique, un dépistage médical et un kit de réintégration. Certaines personnes qualifiées pourraient être intégrées dans les forces nationales de sécurité. En date de la mi-2025, nous avons soutenu le gouvernement pour désarmer et démobiliser plus de 5.600 combattants.

ADF : Pour les civils de la République centrafricaine, que signifie l'abandon des combats par les combattants ?

M. Ubalijoro : Cela signifie beaucoup parce que, lorsque les combattants rendent leurs armes, la reprise économique est possible. C'est à ce moment que les autres partenaires internationaux dotés d'un programme de développement commencent à arriver. Cela constitue une forme d'assistance. En tant que mission, nous soutenons les communautés grâce à un projet appelé Réduction de la violence communautaire [RVC], qui améliore la résilience de la communauté. Nous construisons des écoles, nous creusons des puits artésiens et nous versons une rémunération en échange d'un travail. Nous montrons la voie pour que d'autres partenaires possédant d'importantes ressources de développement viennent et assistent les communautés afin qu'elles vivent une vie plus pacifique, non perturbée par la violence armée et les assassinats extrajudiciaires.

ADF : En Centrafrique, il y avait à un moment quatorze groupes armés actifs. Comment cela fait-il accroître la complexité d'un programme DDR ?

M. Ubalijoro : Le processus DDR en Centrafrique est compliqué par la fragmentation des groupes armés. Bien que les quatorze groupes armés aient signé le processus de paix APPR-RCA [Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine] en 2019, trois d'entre eux se sont ultérieurement retirés et ont formé ce que l'on appelle la Coalition des patriotes pour le changement. La présence des factions non signataires toujours actives dans les zones d'extraction minière et les corridors de transhumance accroît la complexité. Malgré ces défis, onze des quatorze groupes signataires initiaux se sont officiellement dissous et le retour de l'UPC et de 3R [groupes armés] au sein du processus APPR a ravivé les efforts DDR. Dans le cadre de son mandat, la MINUSCA [mission de l'ONU en République centrafricaine] a augmenté son soutien aux autorités de la RCA pour conduire des opérations de désarmement et de démobilisation dans de nombreuses régions. En ce moment-même, nous avons environ huit opérations prévues avant la tenue des élections [de décembre 2025].

ADF : À mesure qu'un programme DDR avance, comment déterminez-vous si c'est un succès ?

M. Ubalijoro : C'est un processus politiquement géré. Parfois, cela peut prendre beaucoup de temps, parfois cela peut être rapide, selon la volonté politique. Le succès est mesuré par la démobilisation et la réintégration durable des ex-combattants dans la vie civile ou les institutions nationales, sans retour vers la violence. Les indicateurs clés incluent la sécurité améliorée des communautés les plus affectées par les groupes armés, la réduction de la violence armée, l'intégration socio-économique et, ce qui est le plus important, l'acceptation par les communautés hôtes.

ADF : Lorsque vous parlez des communautés hôtes, il est naturel que certains civils soient nerveux et résistent le retour des ex-combattants. Qu'est-ce qui peut être fait pour faciliter ce processus ?

M. Ubalijoro : C'est un processus complexe. Les projets RVC sont essentiels parce qu'ils ont pour objet d'encourager l'acceptation. Ces projets incluent la reconstruction des écoles, des centres de santé et des puits artésiens, ainsi que la promotion du dialogue et des activités économiques conjointes. Dans la localité de Sam-Ouandja par exemple, les projets RVC ont conduit à la réduction du nombre d'armes en circulation et à la reprise de l'agriculture. Si vous allez là-bas aujourd'hui, vous pourrez voir qu'il existe une époque de renaissance et une amélioration du commerce grâce à la réparation des routes. Ces initiatives aident les communautés à constater des avantages tangibles et réduisent la stigmatisation envers les ex-combattants.

ADF : Les deux tiers des pays africains ont eu un processus DDR à un certain moment de leur histoire. Dans l'histoire récente, pouvez-vous indiquer le cas échéant des exemples de succès du DDR, où le processus a joué un rôle important pour mettre fin à un conflit ?

M. Ubalijoro : Plusieurs pays africains ont enregistré des succès dans la mise en œuvre des programmes DDR. Par exemple, le Liberia a désarmé plus de 100.000 combattants après sa guerre civile. Le Rwanda a réintégré des enfants soldats par le biais de ce que l'on a appelé les écoles Kadogo. La Sierra Leone a lié le DDR à la réconciliation nationale et à l'emploi des jeunes. En Centrafrique, le programme DDR suit une voie similaire pour des milliers de combattants qui ont été désarmés, démobilisés et réintégrés avec succès et qui mènent aujourd'hui une vie pleine de sens.

ADF : Dans une perspective d'avenir, quelles sont selon vous les possibilités du DDR en RCA et qu'est-ce que cela pourrait signifier à long terme ?

M. Ubalijoro : Un programme DDR fructueux permettrait au gouvernement de la RCA non seulement de reprendre le contrôle du territoire du pays mais aussi de réduire la violence et d'ouvrir des corridors commerciaux et agricoles, des corridors de transhumance. Il établirait la fondation de la reprise économique et de la gouvernance décentralisée. En outre, avec le mandat de la MINUSCA prolongé jusqu'en novembre 2026, le DDR est au cœur de la stratégie de paix et de développement de la RCA. Selon moi, un programme DDR réussi se traduira par la stabilité et la paix durable pour la RCA.

« Une génération perdue »

Il est évident depuis des siècles que les combattants qui ne connaissent rien d'autre que la guerre nécessitent un soutien et une orientation lorsqu'ils retournent à la vie civile. Dans la Rome antique, les soldats démobilisés ont commencé à recevoir des terres arables lorsque leurs chefs ont constaté que beaucoup d'entre eux se retrouvaient sans but et avaient recours au crime.

L'ONU avertit que, sans assistance, les ex-combattants risquent de devenir une « génération perdue » qui « souffrent des traumatismes de la guerre, en devenant dépendants de l'alcool et des drogues, des armes et de la violence comme seul moyen d'affronter le monde. »

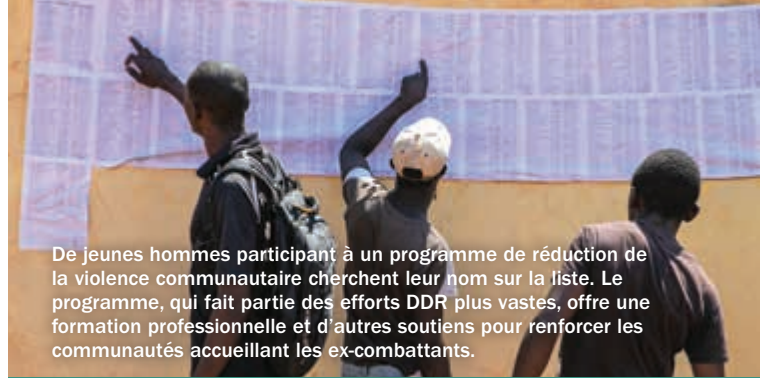
C'est une raison cruciale pour laquelle plus de la moitié des guerres civiles qui se terminent par la négociation d'une trêve reprennent rapidement le chemin de la guerre.

L'un des premiers efforts modernes de DDR s'est produit en Colombie, à la suite d'un conflit appelé La Violencia qui avait duré dix ans et qui avait pris fin en 1957. Le programme a eu seulement un succès limité : environ 3.500 personnes ont été démobilisées alors que certains groupes armés ont refusé d'y participer. Mais il a offert un modèle qui pouvait être dupliqué.

Entre 1953 et 2020, il y a eu 149 programmes et processus DDR dans 54 nations. Les pays ont utilisé les programmes après les cessez-le-feu et les accords de paix, et pendant les guerres actives. Ils ont essayé de désarmer les milices, les groupes paramilitaires, les terroristes, les armées axées sur l'ethnie et beaucoup d'autres groupes.

En 2005, l'ONU a officialisé son approche par le biais d'un Groupe de travail inter-agences sur le DDR. Depuis lors, le programme est une composante centrale des interventions dans les régions tourmentées par les conflits. L'ONU actualise régulièrement son orientation ; désormais, elle inclut des modèles DDR de deuxième et troisième génération qui élargissent la portée des programmes en incluant un groupe plus vaste de combattants et un meilleur soutien pour aider la communauté au sens large à accepter les combattants réintégrés.

Un homme participe à un programme de réduction de la violence communautaire en RCA.



De jeunes hommes participant à un programme de réduction de la violence communautaire cherchent leur nom sur la liste. Le programme, qui fait partie des efforts DDR plus vastes, offre une formation professionnelle et d'autres soutiens pour renforcer les communautés accueillant les ex-combattants.

De nouveaux défis

Le DDR aujourd'hui est plus que jamais une entreprise difficile. Ses adeptes affrontent souvent un panorama complexe avec de multiples groupes, une absence de déclarations de paix et des conflits qui franchissent les frontières. Voici les plus grands défis affectant les programmes DDR au 21^{ème} siècle.

L'absence de paix

Les conflits modernes ont une probabilité plus faible de prendre fin avec un règlement politique ou un accord de paix. Une situation d'hostilité frémissante rend difficile le lancement du DDR parce que les combattants sont peu disposés à se désarmer s'ils ressentent le besoin de se protéger.

De nombreux acteurs

Les adeptes du DDR traitent aujourd'hui avec toute une série de parties impliquées, notamment des milices, des terroristes, des groupes du crime organisé et des « gâcheurs » qui pourraient ne pas participer au conflit ou à l'accord de paix. Tous ces groupes ont leurs propres motivations et structures. La nature fracturée d'un grand nombre de conflits rend difficile le développement d'un programme qui attire tous les groupes armés et tienne compte de leurs intérêts.

Des conflits régionalisés

Un grand nombre de conflits sont aujourd'hui transfrontaliers. Les groupes armés peuvent inclure des sympathisants et des alliés étrangers et nationaux. Certains sont aussi liés au réseaux de crime internationaux.

L'hostilité des communautés

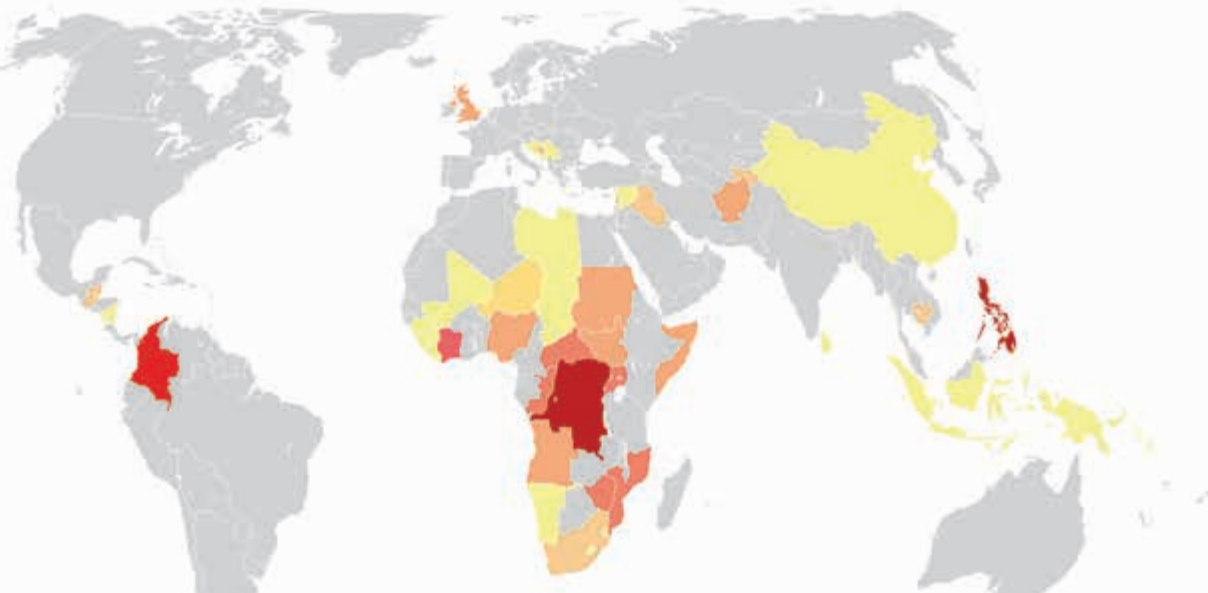
Comme on peut le comprendre, les civils craignent le retour des ex-combattants dans leur communauté. Ils pourraient ressentir les combattants qui reçoivent des avantages après avoir commis des atrocités. Les ex-combattants participant aux programmes DDR ont typiquement un choix à faire : retourner dans leur communauté d'origine ou trouver une nouvelle communauté où ils ne seront pas reconnus. Ces deux options s'accompagnent d'un défi.

Le manque de financement et de volonté politique

Les programmes DDR coûtent cher et prennent du temps. La durée de la phase de désarmement d'un programme est généralement un ou deux ans, mais elle peut durer plus de dix ans. Par exemple, le programme DDR de Bosnie-Herzégovine a duré douze ans. Les carences de financement ou de volonté politique saperont les efforts. Le Dr Ibrahim Bangura, expert du DDR, déclare : « Dans le sens traditionnel, le DDR est un règlement politique. Lorsqu'il existe une volonté et un intérêt politique, il réussira ; lorsqu'il n'y a ni volonté ni intérêt politique, il ne réussira pas. »

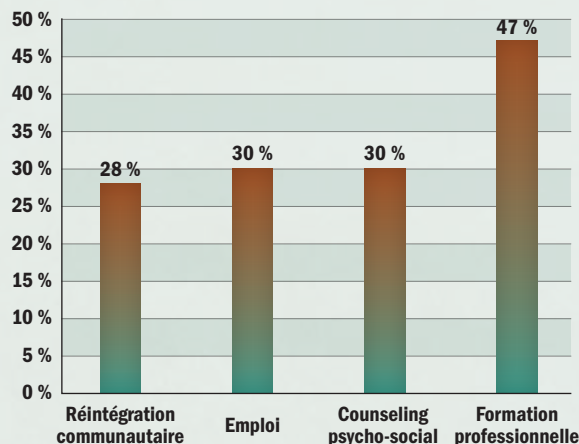
Programmes DDR de 1953 à 2020

1 13



Source : Jeu de données des programmes DDR, Académie Folke Bernadotte

Services les plus fréquents offerts dans les programmes DDR



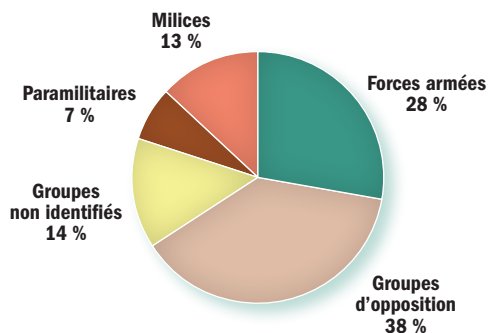
Source : Jeu de données des programmes DDR, Académie Folke Bernadotte

Sur l'ensemble du continent, les deux tiers des pays ont mis en œuvre des programmes DDR. Certains ont enregistré des succès. La Côte d'Ivoire a désarmé et démobilisé 69.505 combattants entre 2012 et 2015. Au Liberia, 101.495 combattants ont été démobilisés entre 2003 et 2008. La Sierra Leone a démobilisé 71.043 ex-combattants au cours de trois phases, allant de 1998 à 2004.

Mais le continent a aussi enregistré certains des plus grands échecs du DDR. Un programme DDR s'étendant sur une dizaine d'années et affectant sept pays dans la région des Grands Lacs a coûté 500 millions de dollars et désarmés 300.000 combattants, pour être finalement suivi par une éruption de violence atteignant de nouveaux sommets dans des lieux tels que l'Est de la République démocratique du Congo.

Pendant trente ans, l'Afrique a été un « laboratoire vivant », mettant à l'essai ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans le DDR, écrit Anatole Ayissi du bureau régional de l'ONU pour l'Afrique centrale au Gabon. « La bonne nouvelle est que la réflexion sur le DDR à l'ONU et dans les autres institutions n'est pas statique. En fait, elle est presque constamment examinée et une attention considérable est accordée à la réforme des pratiques pour qu'elles s'alignent sur la dynamique africaine des conflits, en évolution rapide. »

Types de groupes armés qui participent au DDR



Source : Jeu de données des programmes DDR, Académie Folke Bernadotte

Des approches innovantes

Les meilleures pratiques de DDR ont été mises à jour en réponse à un paysage difficile. Lorsqu'il réussit, le DDR est un effort interconnecté et pansociétal qui réunit l'armée, la police, les dirigeants politiques, les groupes humanitaires et les acteurs économiques. L'expérience montre que ces programmes ont tendance



Un ex-combattant du Nord-Est de la RCA façonne des vêtements après avoir reçu une formation professionnelle.



Le programme DDR de la RCA fonctionne dans un paysage complexe incluant quatorze groupes armés.

à fonctionner au mieux lorsqu'ils font partie d'un plan de paix plus vaste, mis en œuvre par une tierce partie de confiance et soutenu avec des fonds suffisants pendant une longue durée.

Le Dr Bangura déclare que les programmes qui réussissent le mieux sont ceux conçus pour satisfaire aux besoins spécifiques du pays où ils se déroulent.

« Il n'existe pas de panacée, dit-il. C'est simplement une question d'adaptabilité, pour assurer que tout ce que vous faites soit spécifique au contexte. »

Des approches innovantes sont employées dans les programmes DDR pour améliorer leur efficacité :

Un effort communautaire : Une innovation consiste à réduire la violence dans la communauté. Cette pratique utilisée en Centrafrique suit une approche pan-communautaire pour mettre fin aux conflits. Par le biais de programmes tels que la formation professionnelle à court terme, l'enseignement des valeurs civiques et le soutien aux startups, elle essaie de faire en sorte que toute la communauté assume la titularité du DDR.

Le Dr Bangura déclare que les projets à impact rapide tels que la construction des puits, des écoles et des cliniques de santé qui améliorent la vie de tous les habitants peuvent les aider à surmonter la peur ou le ressentiment à l'égard des ex-combattants et à accepter le DDR au long terme. Il existe aussi un besoin de justice transitionnelle pour que les membres de la communauté constatent que les ex-combattants se repentissent et paient pour leurs actes.

« Ce genre de chose aide, et l'utilisation du capital social au sein des communautés aide aussi, dit-il. Les chefs religieux, traditionnels ou autres qui s'approprient ces projets facilitent votre succès, mais s'ils se sentent marginalisés ou ostracisés, ils rejeteront les combattants. »

Il déclare aussi que des efforts précoces doivent être entrepris pour préparer les communautés avant que les ex-combattants ne soient réintégrés. Certains membres des communautés se révoltent à l'idée d'accueillir les

combattants qui reviennent, et ils menacent même de prendre les armes comme moyen de régler des comptes. « Vous n'envoyez pas simplement les ex-combattants dans les communautés, vous devez faire au préalable le travail préparatoire. »

Un focus sur le rétablissement : Les programmes DDR devraient mettre l'accent sur les traitements psychologiques et émotionnels, déclare le Dr Bangura. Selon des estimations, 80 % des gens souffrant de troubles mentaux liés aux conflits ne reçoivent pas de traitement. Ces blessures persistantes peuvent jouer un rôle majeur pour faire perdurer le cycle de violence. « Ce sont des gens traumatisés, profondément blessés par la guerre. Oui, ils ont pu prendre les armes, mais ils étaient aussi des victimes de la société. »

On prend de plus en plus conscience que ceci doit être un processus à long terme, en particulier avec des combattants qui faisaient partie d'un mouvement idéologique ou qui utilisent un fusil depuis leur enfance. « Le soutien est habituellement à court terme, dit le Dr Bangura. Ils viennent, ils leur donnent trois mois ou six mois de formation, ils leur donnent un peu d'argent, puis ils leur disent "OK, au revoir" et en quelques semaines il faut repartir à zéro. »

Un modèle africain : On commence à reconnaître que les pays africains dirigeront l'avenir des programmes DDR. L'ONU réduit sa présence de maintien de la paix dans le monde, et les groupes internationaux semblent moins intéressés à soutenir les programmes DDR. Ceci pourrait offrir aux professionnels africains l'opportunité de concevoir des programmes qui satisfont aux besoins et aux contextes uniques de leur pays, selon le Dr Bangura.

« Plus ces pays commencent à comprendre qu'ils ne peuvent plus se permettre d'attendre l'ONU, et qu'ils doivent s'appropriier la résolution de leurs problèmes, mieux ce sera pour eux. Les solutions locales aident à promouvoir la confiance, la cicatrization et la réconciliation. » □

LES FRANCHISES DE LA PEUR

Un nombre croissant d'affiliés de l'État islamique et d'Al-Qaïda ont fait de l'Afrique le point sensible mondial du terrorisme

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda a conduit une attaque coordonnée importante de sept emplacements militaires dans l'Ouest du Mali, y compris près des frontières avec le Sénégal et la Mauritanie, vers la mi-2025.

Ce groupe terroriste était à l'époque responsable d'une hausse du nombre d'attaques dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Le groupe est devenu un agent principal de l'instabilité régionale et a été utilisé comme justification des coups d'État militaires dans ces trois pays sahéliens au cours des cinq dernières années.

Le GSIM est simplement l'une des franchises terroristes africaines de l'organisation Al-Qaïda basée au Moyen-Orient. Son rival est l'État islamique ou Daech, aussi basé au Moyen-Orient et similairement doté de franchises.

Le GSIM a été fondé en mars 2017 lorsque quatre groupes terroristes du Mali ont fusionné et se sont rangés

aux côtés d'Al-Qaïda. Les autorités hésitent de spéculer sur le nombre de combattants dans les rangs du GSIM, mais elles déclarent qu'il pourrait s'élever à plusieurs milliers, selon la BBC.

Bien que de telles franchises proviennent du Moyen-Orient, cette région n'est plus le refuge terroriste qu'elle était auparavant. À un certain moment, Al-Qaïda et Daech dominaient la région ; en son point culminant, Daech avait environ 80.000 terroristes, y compris plus de 42.000 combattants étrangers provenant de 120 pays, selon le consultant du terrorisme Adrian Shtuni. Les chercheurs estiment que seulement 1.500 à 3.000 combattants de Daech restent présents au Moyen-Orient, notamment dans des îlots de combattants en Syrie et en Irak.

Depuis qu'ils ont perdu du terrain au Moyen-Orient, les deux réseaux terroristes ont tourné leur attention vers l'Afrique. Le terrorisme est considéré aujourd'hui comme la menace la plus importante pesant sur la paix, la sécurité et le développement durable sur le continent, et l'Afrique

subsaharienne est aujourd'hui responsable pour près de 60 % de tous les décès dus au terrorisme dans le monde. Le Sahel est le « point zéro » de la violence terroriste, avec plus de 6.000 morts sur trois années consécutives.

Le fanatisme religieux, l'instabilité politique chronique, les doléances locales, la pauvreté et la gouvernance inefficace ont poussé la création des franchises africaines, selon les experts.

Le terrain difficile et l'éloignement des centres de population permettent aux opérations terroristes de prospérer. Le Nigeria est tourmenté par des groupes qui attaquent les villes et les villages, puis battent en retraite vers la forêt de Sambisa. Les zones reculées du Sahara et du Sahel, du lac Tchad, de la République démocratique du Congo et de la province mozambicaine du Cabo Delgado offrent des cachettes aux terroristes, selon les Nations unies. Certaines régions africaines sont pratiquement inaccessibles pendant la saison des pluies.

Certaines franchises émergent lorsque des groupes d'insurgés locaux attirent l'attention de Daech ou d'Al-Qaïda. Les groupes les rejoignent pour le prestige apparent, la formation et les ressources que les deux organisations peuvent offrir. La fidélité des groupes extrémistes fluctue ; certains groupes changent de camp à cause de l'excès de violence ou du manque de soutien et d'argent.

Al-Qaïda et Daech utilisent un « modèle de franchise décentralisé » pour gagner des sympathisants et transformer les doléances locales « en projets djihadistes régionaux, en misant plus ou moins sur la légitimité de la marque », déclare à ADF le Dr Sergio Altuna, associé de recherche principal pour le programme sur l'extrémisme à l'université George Washington. « Les chefs locaux disent qu'ils reçoivent ce capital symbolique, un nom mondial, une marque mondiale. »

Dans les deux organisations, les franchises ont une

Les forces de police maritime du Pount patrouillent le littoral de la mer Rouge pour détecter les terroristes de l'État islamique. REUTERS

latitude considérable dans la façon dont elles agissent. Bien qu'ils emploient le nom de l'organisation-mère pour se donner une certaine légitimité, les affiliés s'adaptent aux conditions locales, notamment la politique ethnique et les doléances. Sans structure centrale, ils sont moins vulnérables aux attaques par les forces anti-insurrectionnelles.

Les groupes de recherche tels que la Hoover Institution déclarent que les marques Al-Qaïda et Daech ont une valeur pratique et symbolique pour leurs affiliés. Mais les groupes individuels ont des objectifs et des stratégies différents.



La police nigérienne garde l'entrée d'une ambassade à Lagos. Le Nigeria a averti les ambassades des risques d'attaque terroriste.

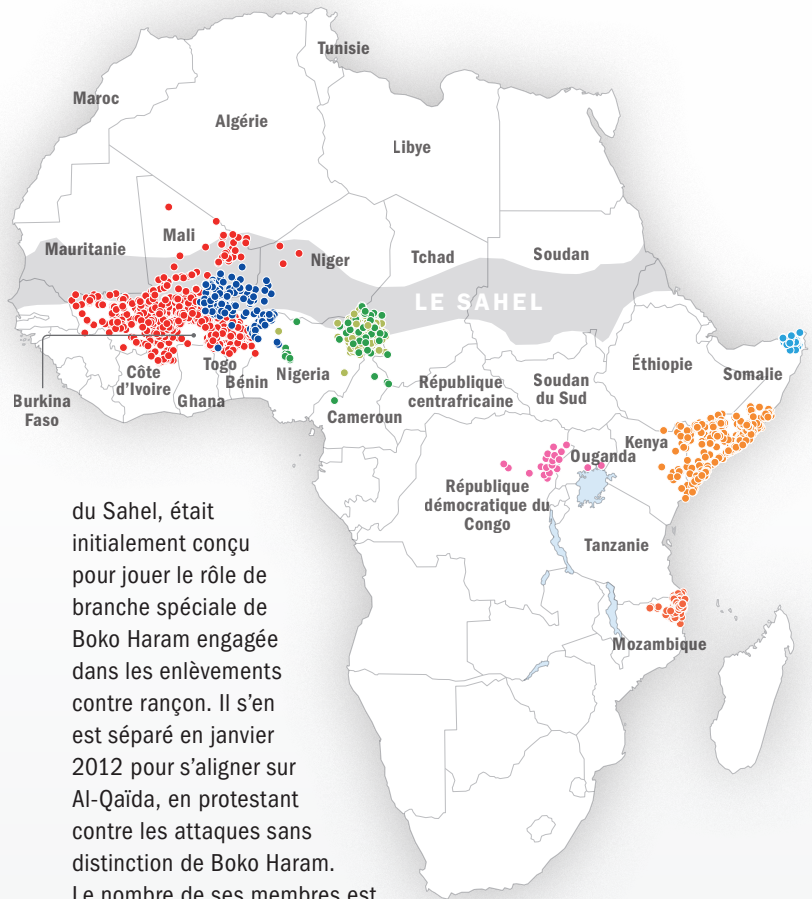
REUTERS

Un examen des conflits armés de 2023 conduit par l'International Institute for Strategic Studies conclut : « Les revendications de fidélité à Al-Qaïda ou Daech cachent le fait que les groupes d'insurgés en Afrique subsaharienne sont essentiellement des insurrections locales, qui reçoivent peu de soutien externe, ou pas du tout. Il existe peu d'indications qu'Al-Qaïda ou Daech ait une capacité quelconque de fournir un soutien important à ces franchises auto-proclamées. Au contraire, ces groupes



GROUPES ACTUELS

Le suivi des groupes terroristes est difficile. Les loyautés changent constamment et les groupes changent régulièrement de nom et de tactiques. L'ONU, les groupes de recherche sur le terrorisme et des organisations telles que le Centre national de lutte contre le terrorisme des États-Unis pensent que les groupes suivants restent actifs sur le continent :



- **Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)** est basé au Mali et actif dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, notamment certaines régions du Burkina Faso et du Niger.

Il exploite les doléances et les différences locales pour accroître son soutien dans la région. Il finance ses opérations en exigeant des rançons d'otage, en taxant les habitants, en pratiquant la contrebande des armes et en extorquant les trafiquants de personnes et de drogues.

À la fin 2025, il a lancé ses premières attaques au Nigeria.

- **Les Chebabs** ont affirmé leur loyauté à Al-Qaïda en 2012. Le groupe veut renverser le gouvernement somalien et expulser les forces étrangères. En date de 2025, le groupe est la composante la plus riche d'Al-Qaïda.

On estime qu'il a entre 7.000 et 12.000 membres. Il est devenu particulièrement habile à utiliser les émissions de radio, les sites web et les réseaux sociaux pour diffuser sa propagande aux auditoires locaux et mondiaux. Les Chebabs maintiennent un bastion au Sud de la Somalie et y conduisent principalement leurs opérations, mais parfois ils attaquent aussi le Kenya et l'Éthiopie.

Ansaru, appelé aussi Al-Qaïda dans les terres au-delà

du Sahel, était initialement conçu pour jouer le rôle de branche spéciale de Boko Haram engagée dans les enlèvements contre rançon. Il s'en est séparé en janvier 2012 pour s'aligner sur Al-Qaïda, en protestant contre les attaques sans distinction de Boko Haram. Le nombre de ses membres est inconnu.

Il est actif dans le Nord-Ouest du Nigeria et la région des trois frontières entre le Bénin, le Niger et le Nigeria. Il recrute auprès des populations locales en fournissant des services et une protection dans les zones mal servies par les gouvernements nationaux.

- **Boko Haram** veut établir un État islamiste au Nigeria, dépourvu d'éducation et d'influence occidentale. Depuis sa fondation en 2002, il a été associé parfois à Al-Qaïda et parfois à Daech, mais il n'est pas affilié à ces groupes, selon les chercheurs.

Il est principalement actif au Nord-Est du Nigeria mais conduit

Données cartographiques du Centre d'études stratégiques de l'Afrique montrant les événements violents impliquant les groupes énumérés, du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, et de l'ACLED montrant d'autres attaques. Les attaques du GSIM incluent aussi des assauts attribués à des groupes terroristes liés.

djihadistes sont en grande mesure auto-financés. »

Bien que les deux groupes utilisent la violence pour renverser les gouvernements et contrôler la société en utilisant une interprétation stricte de la charia, leurs méthodes et leurs tactiques peuvent diverger. Contrairement à Daech, Al-Qaïda met l'accent sur une insurrection à long terme avec des alliances locales et des lieux de refuge, selon la Brookings Institution.

DES GROUPES FRAGMENTÉS

À mesure que les franchises des groupes terroristes évoluent, leur programme peut changer, selon l'examen des conflits armés de 2023.

L'éditrice Irene Mia a écrit sur le site web de l'institut à l'occasion de la publication de la revue : « Les groupes

djihadistes de la région ont évolué, ils sont devenus beaucoup plus localisés et imbriqués dans les conflits communautaires et ethniques. Leurs liens internationaux à l'État islamique et Al-Qaïda se sont affaiblis et les contacts entre les groupes d'insurgés semblent aujourd'hui être limités à des collaborations intrarégionales. »

Malgré les différences et les rivalités entre Daech et Al-Qaïda, les deux organisations veulent établir des gouvernements avec « un régime religieux inébranlable et [où] tout ce qui est moderne et libéral est interdit », déclare le Dr David Doukhan dans un rapport de 2025 intitulé « La naissance d'un État djihadiste est plus proche que jamais en Afrique de l'Ouest ».

Il dit qu'en Afrique de l'Ouest, les organisations ne sont pas satisfaites par les zones qu'elles contrôlent déjà,

aussi des attaques au Cameroun, au Niger et au Tchad. Depuis 2021, Boko Haram a perdu un grand nombre de ses combattants et une partie de son territoire au profit d'un groupe rival de Daech, mais il continue à conduire des assauts dans la région du lac Tchad. Il a environ 1.500 membres.

● **L'État islamique en Afrique centrale (IS-CA)** était initialement un groupe insurrectionnel anti-gouvernemental en Ouganda. Il est devenu une branche de Daech en 2019. C'est l'un des groupes terroristes les plus meurtriers en Afrique, avec des milliers de civils assassinés. Daech vante les attaques de la branche dans sa propagande.

Il est actif principalement dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri de la République démocratique du Congo et il conduit aussi des attaques dans l'Ouganda. On pense qu'il a entre 1.000 et 1.500 membres.

L'EI en Libye est l'un de plusieurs groupes terroristes qui se sont manifestés dans le sillage des deux guerres civiles libyennes, pour essayer d'établir un califat anti-occidental. Le groupe a conduit des attaques, des enlèvements et des exécutions contre une grande variété de cibles en Afrique du Nord. Il a aussi essayé de propager Daech vers d'autres pays africains.

Il avait jadis jusqu'à 6.000 membres, dont la plupart avaient été des combattants étrangers en Syrie. On signale qu'il a aujourd'hui entre 100 et 500 combattants, actifs dans des brigades de désert décentralisées de type guérilla et des cellules réseautées. Certains chercheurs disent que l'organisation est inactive depuis un certain temps.

● **Ansar al-Sunna (Daech au Mozambique)** veut renverser le gouvernement mozambicain et expulser les influences étrangères. Le Dr Altuna déclare que le groupe avait commencé « simplement comme une insurrection islamiste non liée à une organisation djihadiste mondiale quelconque », mais qu'il est devenu suffisamment important pour être « plus ou moins accepté sous l'égide du califat ». Daech a reconnu officiellement la branche en 2019 et lui fournit une assistance technique et un soutien financier, et met en avant ses

attaques dans sa propagande.

Il a environ 300 combattants et il est principalement actif dans la province du Cabo Delgado au Nord du pays. Depuis 2021, il menace les projets de gaz naturel liquéfié dans la région, ce qui a forcé certaines sociétés à cesser leurs opérations.

● **L'État islamique dans le Grand Sahara** est principalement actif au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il était initialement associé à un groupe lié à Al-Qaïda et s'en est séparé en 2015 pour se ranger aux côtés de Daech, lequel l'a reconnu comme branche en 2022. Il a considérablement élargi son domaine territorial dans certaines zones rurales, notamment la région du Liptako-Gourma aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

M. Shtuni déclare qu'il possède 2.000 à 3.000 combattants. « À titre de comparaison, les effectifs de cet affilié étaient estimés à 425 combattants à la fin 2018 », déclare-t-il.

● **L'État islamique en Somalie** soutient les opérations mondiales de Daech en collectant des fonds, en recrutant des combattants internationalement et en planifiant des attaques hors de l'Afrique. Il a été fondé par des transfuges des Chebabs, s'est rangé au côté de Daech en 2015 et a gagné sa reconnaissance en tant que branche en 2018.

C'est l'une des branches de Daech les plus rentables, qui gagne des millions de dollars chaque année grâce aux extorsions. Il possède entre 700 et 1.500 combattants et il est principalement actif dans les monts Golis de la région de Bari, dans l'État somalien semi-autonome du Pount.

● **La Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI)** est l'une des branches les plus grandes et les plus meurtrières de Daech. Elle contrôle de vastes territoires et a tué ou déplacé des milliers de personnes au Nigeria et dans les pays voisins. La branche a été créée en 2015 après s'être séparée de Boko Haram. Elle collabore avec l'État islamique dans le Grand Sahara.

On estime qu'elle a entre 4.000 et 7.000 combattants. Elle est principalement active au Nord-Est du Nigeria, avec des îlots dans la région du lac Tchad à la frontière du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad.

et qu'elles « s'orientent vers les pays du golfe de Guinée ».

La Coalition mondiale contre Daesh a été créée en 2014 pour combattre Daech et ses affiliés. Cette coalition de 85 pays a affaibli considérablement Daech en Irak et en Syrie, déclare le Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT), et elle tourne aujourd'hui son attention vers les groupes terroristes d'Afrique. Elle qualifie ces groupes de « menace en évolution ».

La coalition dit qu'il existe cinq approches bien établies pour prendre des mesures anti-terroristes :

1. Vaincre et détruire Daech par l'action militaire.
2. Confronter les infrastructures financières et économiques du groupe.
3. Empêcher les combattants terroristes étrangers de

franchir les frontières.

4. Soutenir la stabilisation et la restauration des services publics essentiels.
5. Contrecarrer la propagande des groupes.

L'ICCT a signalé en 2022 : « Avec la propagation sans précédent du djihadisme violent sur le continent africain, la coalition est justifiée pour faire de l'Afrique sa nouvelle priorité. Mais, d'une façon importante, les efforts de la coalition visant à dégrader l'État islamique en Afrique ne peuvent pas être une simple répétition de ses activités précédentes dans d'autres régions du monde. Les objectifs, les capacités et les modes de violence des affiliés de l'État islamique en Afrique présentent de nouveaux défis qui doivent faire l'objet de nouvelles perspectives stratégiques. » □



LA CONNEXION
ENTRE
LE CRIME
ET
LE
TERRORISME

LES TERRORISTES S'ASSOCIENT AUX GROUPES CRIMINELS ORGANISÉS POUR LE PROFIT ET L'ACCÈS AU TERRITOIRE

PERSONNEL D'ADF

Dans ce qui a été décrit comme la première opération de ce type ciblant la façon dont le crime finance le terrorisme, les autorités œuvrant avec Interpol et Afripol ont arrêté 83 personnes dans 6 pays africains.

Les responsables ont conçu l'opération Catalyst, révélée à la fin 2025, pour identifier et perturber les réseaux financiers liés au terrorisme. Interpol a procédé à 21 arrestations pour des crimes connectés au terrorisme, 28 arrestations pour fraude financière et blanchiment d'argent, 16 pour des arnaques cyber et 18 pour l'emploi illégal des cryptomonnaies.

Interpol a noté que le suivi du financement terroriste est une tâche particulièrement complexe concernant des crimes tels que la fraude, les enlèvements contre rançon, le commerce illégal, les arnaques en ligne, les systèmes de Ponzi et le mauvais usage des biens crypto.

Selon Interpol, « ces activités illégales peuvent être liées au financement du terrorisme directement, lorsque les groupes terroristes reçoivent des fonds par ces combines, ou indirectement par le biais du blanchiment d'argent ou des réseaux intermédiaires. Ces connexions mettent en lumière comment des formes différentes de crime sont de plus en plus imbriquées. »

Les chercheurs étudient depuis des années les liens entre le terrorisme et le crime organisé. En principe, ils ne semblent pas avoir d'objectifs communs. En général, les groupes terroristes revendiquent un raisonnement idéologique, religieux ou politique pour justifier leurs attaques. Les groupes criminels organisés trafiquent les drogues, enlèvent les personnes et conduisent des opérations d'extorsion et de contrebande pour gagner de l'argent, sans idéologie sous-jacente. Mais les autorités et les experts déclarent que les terroristes et les criminels africains travaillent ensemble en « connexion ».

Des tranchées entourent Monguno (Nigeria) pour le protéger contre les incursions terroristes de Boko Haram. L'armée nigériane régit 12 points de contrôle à Monguno.

AFP/GETTY IMAGES



Un journal britannique appelé Stability déclare que la connexion entre le crime et le terrorisme possède trois étapes : la coexistence, lorsque les deux groupes sont actifs dans le même lieu mais avec des interactions limitées ; la coopération, lorsqu'ils collaborent grâce à des intérêts alignés ; et la convergence, lorsque les deux groupes fusionnent.

La connexion crime-terreur peut évoluer au point où chaque groupe commence à employer les méthodes, le personnel et les routes de déplacement de l'autre, selon un rapport de 2025 publié dans l'International Journal of Police Science par les Drs John Sullivan et Irina Chindea.

L'étude montre qu'au cours du temps les relations entre les terroristes et les criminels ont évolué depuis la simple coexistence jusqu'à la coopération active, avec des tactiques, un financement et des réseaux communs. Les pays découvrent que leurs stratégies de collecte de renseignement ne peuvent plus s'inscrire dans les catégories traditionnelles de crime et de terrorisme.

Les Nations unies font le suivi des liens entre le crime organisé et le terrorisme par l'intermédiaire de l'Institut interrégional des Nations unies sur la criminalité et la justice. Cet institut fondé en 1968 avait pour objectif initial de rechercher la prévention des crimes et la justice criminelle. L'institut note : « En Afrique, une menace croissante apparaît : les liens complexes entre le crime organisé et le terrorisme. Les interconnexions néfastes entre ces phénomènes mettent en péril la paix, la sécurité et le développement socio-économique, en sapant la

stabilité politique et la résilience communautaire. »

Dans les pays africains, les extrémistes prennent le contrôle des zones rurales distantes et non protégées, en extorquant des impôts en échange de la protection et des services de base tels que les routes et l'accès à la nourriture. Ces terroristes ont appris à travailler avec les criminels pour obtenir ce qu'ils veulent.

La coopération entre les groupes terroristes tels que Boko Haram et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et le crime organisé en Afrique « a tendance à être pragmatique et asymétrique, et elle prend certainement des formes différentes, déclare à ADF le Dr Sergio Altuna, associé de recherche principal pour le Programme sur l'extrémisme à l'université George Washington.

« Boko Haram et le GSIM sont les deux organisations terroristes principales présentes. Elles emploient toutes les deux des tactiques de contrôle rural, ce qui veut dire qu'elles remplacent le gouvernement dans les lieux où le gouvernement n'a pas de légitimité ou de présence. Il s'agit de vastes étendues de territoire. »

Le Dr Altuna déclare que ces terroristes perçoivent des impôts et des droits de protection dans les zones qui sont distantes et en grande mesure non gouvernées.

Les extrémistes et les criminels ont développé « une

Les victimes déplacées par Boko Haram dans un campement de Maiduguri (Nigeria) participent à un atelier de formation de sécurité sur la façon d'identifier les engins explosifs improvisés. REUTERS



capacité croissante de perturbation économique transfrontalière, qui inclut les enlèvements pour obtenir directement des fonds », déclare le Dr Altuna.

Le résultat de cette connexion terreur-crime n'est pas un substitut pour une gouvernance réelle, dit-il. « Elle n'est pas un représentant légitime de la population, elle est religieusement illégitime et elle est incapable de fournir les nécessités les plus basiques de la population, y compris bien sûr le carburant, et elle perturbe le fonctionnement normal des écoles ou des systèmes publics. »

Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) qualifie les cartels et autres groupes criminels d'organisations criminelles transnationales (TCO). Le CSIS classifie les extrémistes politiques et religieux d'organisations terroristes étrangères (FTO).

Le CSIS a déclaré dans un rapport d'octobre 2025 : « La principale différence entre les FTO et les TCO est le fait que les FTO poursuivent par définition des objectifs politiques, tandis que les TCO sont idéologiquement plus agnostiques et principalement motivées par les profits. » Il note que dans certaines régions du monde, au cours des vingt dernières années, les « réalités opérationnelles » des organisations terroristes et des organisations criminelles transnationales ont fusionné « au point de perdre leur distinction ».

L'ONU déclare que les criminels et les terroristes s'enseignent mutuellement. Les terroristes utilisent les groupes criminels organisés comme source d'argent et profitent de l'expérience criminelle des gens qu'ils recrutent. Les

groupes du crime organisé peuvent adopter les techniques, tactiques et chaînes d'approvisionnement des terroristes.

« La violence extrême est l'un des mécanismes visant à affaiblir l'état et préparer l'habilitation des divers réseaux criminels », indiquent les Drs Sullivan et Chindea. Ils disent que les activités quotidiennes de certains groupes terroristes « ressemblent étroitement aux activités couramment liées au crime organisé ». Les terroristes sont connus pour enlever les gens, pratiquer le commerce des artefacts, passer les armes en contrebande, prendre d'assaut les banques, usines et autres structures, extorquer et intimider, et participer à la prostitution et la traite humaine.

Le reportage du Journal montre que les racines de la connexion incluent l'interaction des réseaux criminels et terroristes dans les prisons. Les criminels sont attirés par les récits des terroristes pour justifier leurs crimes et peuvent trouver utiles les aptitudes des terroristes. Les stigmates des antécédents terroristes peuvent compliquer la réintégration sociale et faire de la criminalité une entreprise alternative pour les ex-prisonniers, selon les auteurs.

LA TOXICOMANIE AUGMENTE

De même que dans d'autres régions du monde, les problèmes du Sahel concernant la gouvernance, la

Un membre de la famille pleure la mort des victimes de l'attaque terroriste de Boko Haram à Babban Gide (Nigeria). Environ 150 terroristes montés sur moto et armés de fusils et de roquettes ont attaqué. AFP/GETTY IMAGES



sécurité et la pauvreté l'ont rendu vulnérable aux drogues. Les jeunes gens désillusionnés se sont tournés vers les drogues peu coûteuses telles que le tramadol et autres opioïdes synthétiques, selon l'Institut pour les études de sécurité (ISS). Les drogues sont une filière de revenu pour le crime organisé tout en rendant les jeunes vulnérables au recrutement par les réseaux criminels. À leur tour, les terroristes tels que ceux de Boko Haram et du GSIM taxent les routes de contrebande de drogue pour financer leurs activités. Puisque les réseaux terroristes et criminels partagent les routes de contrebande, la démarcation entre les motivations idéologiques et celles poussées par les profits ne fait que disparaître.

L'Atlantic Council avertit que les liens de distribution de drogue entre le crime organisé et les terroristes peuvent provoquer un « narcoterrorisme à une échelle jusqu'alors inconnue et l'enracinement des partenariats entre les contrebandiers de drogue et les groupes terroristes de mieux en mieux financés ». Le Council note que, même lorsque les groupes terroristes ne gèrent pas directement le trafic de drogue, « ils peuvent être bénéficiaires des routes et en facilitant les opérations des contrebandiers dans les territoires qu'ils contrôlent ».

Une autre conséquence sinistre de la connexion entre le terrorisme et la criminalité est la prolifération des armes en Afrique. Le terrorisme dépend des armes, aussi l'interaction entre les deux groupes serait presque inévitable. Initialement utilisateurs d'armes, les terroristes sont devenus de vrais partenaires pour les revendre. Les armes légères et de petit calibre sont devenues « une marchandise de trafic lucrative soulignant la connexion entre le terrorisme et le crime transnational organisé », selon le Global Counterterrorism Forum. Les terroristes et les marchands d'armes d'Afrique tirent profit des frontières poreuses et d'une présence policière limitée pour transporter les armes à travers les frontières.

Adedeji Ebo, chef adjoint du désarmement de l'ONU, déclare que, malgré les mesures visant à renforcer le contrôle des armes, plus d'un milliard d'armes à feu circulent dans le monde, pour soutenir les conflits, le terrorisme et les réseaux criminels dans de multiples régions. « Les armes détournées des entrepôts

nationaux, ou en tout point de la chaîne d'approvisionnement, pourraient se retrouver entre les mains des groupes armés non étatiques. »

« Le commerce illicite et la mauvaise utilisation des armes légères et de petit calibre alimentent la violence, le terrorisme et le crime organisé », a-t-il dit, selon un rapport onusien de novembre 2025. Une base de données d'Interpol contient plus de 2 millions d'archives d'armes perdues, volées ou trafiquées, à l'appui des opérations multinationales « qui ont saisi des milliers d'armes à feu et démantelé des réseaux liés au terrorisme, au trafic et à l'extraction minière illégale », selon le rapport.

DES RESSOURCES, PAS DES LOIS

La crise du crime organisé et du terrorisme au Sahel n'est pas le produit d'une insuffisance de loi ou de législation ; elle est due à la capacité limitée de la région pour mettre en application ses propres règles, selon l'ISS.

« Les vastes aires non gouvernées, les conditions socio-économiques qui engendrent la corruption et l'insécurité prolongée permettent aux économies illicites de prospérer. »

Le processus de Nouakchott de 2013 de l'Union africaine a établi un mécanisme de coopération pour améliorer la mise en commun du renseignement et la coopération en matière de sécurité au Sahel et dans d'autres régions afin de contrecarrer le terrorisme et le crime transnational organisé. Le processus inclut l'Algérie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad, diverses structures de l'UA, les communautés économiques régionales et l'ONU.

L'ISS déclare que la réactivation du processus de Nouakchott pourrait être un outil utile, mais seulement si l'UA le met en application. Selon l'institut, le succès dépend de « la maîtrise du manque de confiance, la mise en commun du renseignement, la mise en œuvre des patrouilles frontalières jointes et la focalisation sur les enclaves criminelles et extrémistes. »

Pour encourager la coopération policière internationale, Interpol fusionne les combats contre le terrorisme et le crime organisé. Dans un résumé de 2025 des recommandations de police, Interpol inclut « le renforcement des contrôles frontaliers avec les partenaires régionaux et



Le Bureau national du renseignement et la Commission de contrôle des narcotiques du Ghana détruisent la cocaïne saisie, d'une valeur de plusieurs millions de dollars, à Accra en juin 2025. REUTERS



internationaux pour perturber les mouvements des biens illicites, des clandestins et des terroristes présumés ».

Le Conseil de sécurité de l'ONU joue un rôle critique pour soutenir les initiatives de contre-terrorisme de l'UA. La vice-secrétaire générale Amina Mohammed déclare que les terroristes essaient d'accroître leur influence dans d'autres régions du continent, notamment au Togo et en Côte d'Ivoire.

Elle a dit lors d'une réunion de l'ONU au début 2025 : « Ne soyons pas dupes. À cette allure, l'avenir est en jeu en Afrique de l'Ouest. La marginalisation des jeunes, à laquelle s'ajoute un taux de chômage qui monte en flèche, a laissé toute une génération vulnérable face aux groupes extrémistes. Si nous n'agissons pas, nous risquons de perdre cette génération aux horreurs du terrorisme, leur avenir dérobé avant même qu'ils aient une chance de commencer. »

Les menaces modernes sur la sécurité incluent « les cartels criminels, les bandes, les mafias, les insurgés et les terroristes » actifs à l'échelle mondiale avec des

caractéristiques locales distinctes, déclarent les Drs Sullivan et Chindea dans leur rapport de 2025. Réunir et partager les informations est crucial pour stopper la connexion entre le terrorisme et la criminalité. Ces informations doivent être distribuées auprès d'une série d'acteurs mondiaux, notamment les polices métropolitaines, les polices nationales et les agences de renseignement, les autorités de santé pour les événements biologiques, et les agences de défense civile, en particulier les services d'incendie et de santé.

Ils concluent que le renseignement sur le contre-terrorisme doit être élargi pour inclure les efforts visant à « adresser le crime transnational organisé et les bandes afin d'obtenir un soutien de renseignement efficace pour la connexion entre la criminalité et la terreur ». □

Les soldats nigériens assemblent leur fusil d'assaut lors d'une formation à Monguno, dans l'État de Borno. Le Nigeria a été sujet récemment à une hausse du nombre d'attaques contre les bases militaires par les terroristes. AFP/GETTY IMAGES

Le Kenya met en service des véhicules blindés



Le transporteur de troupes blindé Springback
SERVICE DE POLICE NATIONALE

PERSONNEL D'ADF

L'inventaire de véhicules blindés du Kenya continue à croître avec l'acquisition de nouveaux transports de troupes blindés Springback d'Afrique du Sud et de véhicules de sécurité blindés M1117 des États-Unis.

Le secrétaire de cabinet à la défense Onesimus Kipchumba Murkomen a mis en service les véhicules au quartier général de l'unité de service générale à Ruaraka. M. Murkomen a déclaré que les véhicules faisaient partie du programme de modernisation du gouvernement, qui a constaté une réduction majeure de la criminalité, en particulier dans les régions Nord du pays où le banditisme a chuté de 70 %, selon un reportage de defenceWeb. Les nouveaux véhicules seront déployés pour contrer le vol de bétail, le banditisme et le terrorisme.

Les modèles Springback standards sont dotés d'une protection balistique et peuvent résister à l'explosion d'une mine terrestre TM57 placée directement sous le châssis ou deux mines sous une roue quelconque. La société sud-africaine DCD Protected Mobility a développé les véhicules, selon Military Africa. L'armée kényane utilise les Springback depuis au moins cinq ans, et plusieurs ont survécu à l'explosion d'engins explosifs improvisés (EEI) dans des opérations sur la frontière avec la Somalie.

Les transports de troupes M1117 protègent les équipages avec plusieurs couches de blindage. Ils sont construits pour assurer la défense contre les tirs d'armes de petit calibre, les fragments de projectile d'artillerie, les EEI et les mines terrestres, selon le groupe de reconnaissance de l'Armée de terre.

Les véhicules M1117 proviennent des entrepôts de



Le véhicule de sécurité blindé M1117 Guardian

surplus de matériel militaire américain. La Garde nationale du Massachusetts (États-Unis) aide le Kenya pour la remise en état et la formation, en collaboration avec le Corps du génie électrique et mécanique de l'Armée de terre du Kenya. Des experts de maintenance des États-Unis ont partagé les meilleures pratiques des M1117 avec les ingénieurs kényans à la caserne Kahawa vers la mi-2025.

En 2024, les États-Unis ont révélé des plans pour le transfert de huit hélicoptères UH-1 Huey et huit MD500 au Kenya avec environ 150 véhicules blindés M1117. L'intention est d'aider le Kenya à assurer la sécurité et la paix régionales, et à participer aux missions de maintien de la paix. En juillet 2024, le Kenya a réceptionné les deux premiers hélicoptères UH-1. Ils pourront aussi être utilisés dans les assauts aériens, pour déployer et évacuer les troupes et pour livrer les approvisionnements.

La Marine royale du Maroc va obtenir un autre vaisseau patrouilleur

DEFENCEWEB

Le constructeur espagnol Navantia a lancé un nouveau vaisseau patrouilleur côtier pour la Marine royale du Maroc. Sa livraison est prévue pour 2026.

Le navire Avante 1800 a été lancé vers la mi-2025 aux chantiers navals San Fernando de Navantia à Cadix (Espagne). Il a été construit dans le cadre d'un contrat annoncé en janvier 2021 et financé par un prêt de 92 millions de dollars accordé par un groupe financier espagnol. Le contrat a nécessité plusieurs années pour être signé ; le Maroc avait exprimé son intérêt pour deux vaisseaux patrouilleurs au début 2020 mais les négociations ont été ralenties par des problèmes diplomatiques.

Navantia a commencé à fabriquer la coque du vaisseau en juillet 2023 et a bâti la quille en septembre 2024. La construction de ce vaisseau patrouilleur de 87 mètres a nécessité plus d'un million d'heures de travail et créé environ 1.100 emplois au cours de trois ans.

Au lancement, le capitaine Mohammed El Fadili représentant la Marine royale marocaine a désigné le projet comme « une expression des liens profonds d'amitié et de coopération qui unissent les royaumes du Maroc et d'Espagne en général, et la Marine royale et les chantiers navals de Navantia en particulier ».

Il a mis en lumière les caractéristiques de pointe du vaisseau, « qui incarnent complètement l'ambition de la Marine royale pour acquérir une flotte efficace, polyvalente et durable dans le cadre de la modernisation de toutes les Forces armées royales ».

Les navires peuvent conduire la surveillance et la défense côtières, la protection du trafic maritime, l'assistance santé pour les autres vaisseaux, la lutte contre les incendies externes, le contrôle de la pollution marine, les opérations de transport, fouille et sauvetage, l'intervention rapide, le soutien aux hommes grenouilles, la défense de surface et la guerre électronique passive.

La conception originale inclut un canon de 76 mm, un système lance-missiles, des capteurs et des radars modernes, et un hélisurface.

Un vaisseau de la Marine marocaine en patrouille près de la frontière avec l'enclave espagnole de Ceuta. THE ASSOCIATED PRESS



Le Botswana agrandit sa flotte de transport aérien

DEFENCEWEB

Le Botswana projette d'acquiescer auprès des États-Unis deux avions de transport C-130H Hercules d'une valeur unitaire de 12 millions de dollars.

Sous réserve des inspections d'aéronef et des négociations liées à des investissements supplémentaires par les deux pays, les aéronefs rejoindront finalement le C-130H livré en juin 2024, qui fait partie de l'aile aérienne des Forces de défense botswanaises (FDB). L'ambassade des États-Unis a déclaré que la donation proposée renforcerait davantage les capacités de transport aérien stratégiques du Botswana pour les missions de réponse humanitaire, de maintien de la paix et de sécurité régionale.

« Ces aéronefs démontrent le partenariat performant entre les États-Unis et le Botswana et notre engagement commun pour faire avancer la paix et la sécurité en Afrique », a déclaré l'ambassade.

Le C-130H que le Botswana avait acquis en 2024 a été livré en vertu du programme de matériel de surplus de défense de l'Armée de l'air des États-Unis. Au moment du transfert, les États-Unis ont dit qu'il améliorerait la capacité du Botswana pour soutenir les missions de réponse militaires, humanitaires et d'urgence, localement et dans la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA).

Les FDB utilisent les C-130 depuis de nombreuses années. Elles ont acquis trois C-130B Hercules pour l'escadrille Z10 par le biais du programme de partenariat d'état du bureau de la Garde nationale des États-Unis.

Depuis 1997, la flotte des C-130B est l'épine dorsale des opérations aériennes militaires du Botswana. Les Forces armées les ont employés comme instruments de la puissance nationale du pays. Au fil des ans, les missions des C-130 ont inclus le soutien à la mission des Nations unies au Soudan, aux missions de l'Union africaine, aux opérations de la mission de la CDA au Mozambique, aux exercices de coopération en matière de sécurité tels que les exercices de puissance aérienne de la CDA, et aux exercices des forces spéciales avec les forces internationales.

Les C-130 sont entrés en service aux États-Unis en 1956 et sont en production depuis 70 ans. Les experts ont estimé qu'ils continueraient à être construits pendant encore dix ans au moins.

Les responsables des États-Unis participent à la cérémonie de transfert d'un aéronef C-130H aux Forces de défense botswanaises en juin 2024.

CAPORAL MARY LINNIMAN/CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS



LE KENYA RECOMMANDE UNE IA QUI **AMÉLIORE LA SÉCURITÉ COLLECTIVE**

PERSONNEL D'ADF

Soipan Tuya, secrétaire de cabinet du Kenya pour la Défense, fait appel aux pays africains pour qu'ils prennent l'initiative afin d'assurer que l'intelligence artificielle améliore la vie des citoyens et ne les mette pas en danger.

Elle s'est exprimé à l'atelier régional 2025 pour l'Afrique sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire (REAIM) à Nairobi, qui a réuni les délégués et le personnel militaire de 17 pays.

« Nous devons assurer que l'IA améliore notre sécurité collective tout en soutenant le droit humanitaire international et protégeant les populations civiles », a-t-elle déclaré aux participants.

Le but de la réunion était de consolider les meilleures pratiques, faire avancer les structures réglementaires et éthiques pour l'IA dans la défense, et renforcer les partenariats entre les gouvernements et les organisations de recherche. Les participants ont cherché à identifier des priorités IA africaines spécifiques pour la paix, la sécurité et les droits de l'homme.

Le Kenya est devenu un chef de file mondial dans l'effort d'assurer l'emploi responsable et éthique de l'IA. En 2024, il a co-accueilli la conférence REAIM inaugurale en Corée du Sud et a été l'un des 60 signataires d'un plan directeur pour l'utilisation productive de l'IA dans le secteur militaire.

Le major-général Joyce Sitienei du Centre pour la sécurité et les études stratégiques à l'université nationale de la défense du Kenya (NDU-K) a déclaré aux participants de Nairobi que les institutions d'enseignement militaire doivent aider à répondre aux questions d'éthique concernant l'IA et devraient être des incubateurs pour l'innovation et le leadership IA.

« L'engagement de NDU-K envers une IA responsable assure que l'innovation renforce notre sécurité tout en protégeant l'humanité, a-t-elle dit. C'est la vraie mesure du leadership. »

Mme Tuya a aussi exhorté les chefs de file du secteur de l'IA d'inclure des jeunes dans le processus de planification, car ils seront les plus affectés par la croissance rapide de l'IA et seront bientôt chargés de projeter son orientation.

« Si nous ne les faisons pas participer aux discussions concernant l'emploi responsable de l'IA, en mettant en avant la question des structures d'éthique, des droits de l'homme et de la dignité humaine, nous continuerons alors à constater l'utilisation irresponsable de l'IA et de la technologie, ce qui est très préoccupant. »

La secrétaire de cabinet du Kenya pour la défense Soipan Tuya s'exprime lors de l'atelier régional 2025 pour l'Afrique sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire.

FORCES DE DÉFENSE DU KENYA

Le Sénégal commence la construction du premier observatoire astronomique en Afrique de l'Ouest

PERSONNEL D'ADF

Le Sénégal a commencé à construire le premier observatoire astronomique optique d'Afrique de l'Ouest près de Thiès.

Cet observatoire supervisé par l'Agence sénégalaise pour les études spatiales renforcera la réputation croissante du pays comme chef de file de la recherche spatiale, l'innovation et la formation. Il inclura un télescope optique de 600 mm conçu pour l'observation précise et l'étude des phénomènes célestes, et quatre télescopes Celestron avec capacité de recherche et astrophotographie du ciel profond.

Les responsables du secteur sénégalais de l'espace déclarent qu'il fait partie d'un effort national pour ouvrir de nouvelles possibilités et placer le pays dans une position concurrentielle de l'économie mondiale haute technologie.

Maram Kairé, directeur général de l'agence, a déclaré : « Nous voulons que les jeunes générations non seulement rêvent des étoiles mais aussi envisagent une carrière dans l'espace. L'espace doit devenir un levier de croissance et de développement pour notre pays. Nous devons rattraper 50 années, mais avec détermination et anticipation nous pouvons y arriver. »



Les responsables sénégalais lancent la construction de l'observatoire astronomique du Sénégal le 13 novembre 2025 à Khombole.

AGENCE SÉNÉGALE POUR LES ÉTUDES SPATIALES

En plus des télescopes, l'observatoire inclura un institut de formation en astronomie et astrophysique et des installations de recherche. Ses appareils d'observation peuvent être entièrement télécommandés et recueilleront des données qui s'intégreront harmonieusement aux réseaux internationaux de recherche.

Le Sénégal a achevé une année importante de développement de l'espace en 2025, y compris la signature d'un protocole d'accord avec Axiom Space en octobre pour collaborer sur des efforts visant à faire avancer le vol spatial humain, la recherche en microgravité et le développement de l'infrastructure en orbite terrestre basse. En juillet, le Sénégal est devenu le 56ème signataire mondial des accords Artemis, qui encouragent la transparence, l'exploration pacifique et la collaboration mondiale sur l'espace extra-atmosphérique.



L'ÉTHIOPIE ET LE NIGERIA COLLABORENT

— *sur les drones fabriqués en Afrique* PERSONNEL D'ADF —

L'Éthiopie et le Nigeria unissent leurs forces pour développer une flotte de drones aériens fabriqués en Afrique pour les applications civiles et militaires.

En juillet 2025, les responsables éthiopiens ont accueilli des membres de l'Armée de l'air nigériane pour leur visite des installations éthiopiennes de fabrication et de maintenance des aéronefs. Le Nigeria a promis aux Éthiopiens d'organiser une visite de réciprocité focalisée sur les institutions de formation militaire au Nigeria.

Les visites sont la plus récente étape en vue d'accroître le nombre de véhicules aériens sans humain à bord (UAV) d'origine africaine dans un marché inondé par la technologie importée de Chine, d'Iran et de Turquie.

En mettant en commun leurs ressources, deux des fabricants et utilisateurs de drones les plus expérimentés du continent peuvent développer une solution locale pour la demande de technologie de drone des pays africains, selon les analystes Ekene Lionel et Patrick Kenyette. Ils pourraient aussi inspirer d'autres pays africains à développer des co-entreprises similaires.

Les deux analystes écrivent pour Military Africa : « Ce partenariat s'accompagne d'implications bien au-delà de l'objectif immédiat de co-production des

UAV. Il représente un modèle de la façon dont les pays africains peuvent relever les défis communs par la coopération, en profitant de leurs points forts pour réaliser des progrès collectifs. »

Le Nigeria s'est établi comme centre pour la construction des drones. Le Tsaigumi, premier drone du pays, a été dévoilé en 2018 à des fins de renseignement, surveillance et reconnaissance. Plus récemment, le Nigeria a développé un drone kamikaze appelé Damisa dans le cadre d'un partenariat avec la société de technologie Briech UAS. L'usine de drones TerraHaptix, la plus grande d'Afrique, a la capacité de produire 10.000 unités par an dans la capitale nigériane d'Abuja.

L'Éthiopie a inauguré la société d'État SkyWin Aeronautics Industries en mars 2025 pour commencer à fabriquer des drones dans une usine d'Addis-Abeba. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a qualifié les nouvelles capacités de drone de son pays comme étant « inimaginables il y a seulement quelques années ».

L'Égypte, le Kenya, l'Afrique du Sud et le Soudan produisent aussi des drones. Le Maroc a créé une usine en 2024 pour assembler les drones WanderB et ThunderB de conception israélienne. Le Maroc les a utilisés pour des missions de reconnaissance, renseignement et acquisition des cibles.

Des membres de l'Armée de l'air nigériane rendent visite au quartier général de l'Armée de l'air éthiopienne en juillet 2025 dans le cadre d'une délégation pour renforcer les liens entre les deux pays.

QG DE L'ARMÉE DE L'AIR NIGÉRIANE

Le Sénégal et la Mauritanie entreprennent des patrouilles conjointes alors que la menace du terrorisme se profile



Les soldats sénégalais affectés aux patrouilles du fleuve à Bakel rencontrent leurs homologues mauritaniens pour améliorer la sécurité de la frontière.

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS DE DIRPA

Les forces armées sénégalaises et mauritaniennes ont intensifié les opérations conjointes de sécurité sur leur frontière commune en réponse à la montée du terrorisme dans la région.

Les deux forces armées ont patrouillé sur une rivière dans plusieurs localités entre Bakel-Aroundou et Diougountourou sur la frontière malienne en octobre 2025, selon la direction de l'information et des relations publiques des Forces armées (DIRPA). Ceci s'est produit à la suite d'une patrouille terrestre conjointe en septembre dans la même zone.

Les pays séparés par le fleuve Sénégal ont établi une collaboration étroite alors que les groupes terroristes de l'Ouest du Mali essaient d'exploiter les points faibles et d'avancer vers la côte. En juillet 2025, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une organisation terroriste, a attaqué les régions de Kaye, Nioro et Ségou près de la zone des trois frontières avant d'imposer un blocus des villes ayant des liens commerciaux avec le Sénégal et la Mauritanie. Le terrorisme a fait ralentir le commerce sur le corridor Kidira-Bamako, qui est vital pour l'économie régionale.

En avril 2025, le ministre sénégalais des Forces armées Birame Diop s'est rendu à Nouakchott et a rencontré le ministre mauritanien de la Défense Hanana Ould Sidi. Ils ont tous les deux souligné la nécessité d'augmenter les patrouilles conjointes, les échanges d'information et d'expertise et la coopération

pour stopper les mouvements des trafiquants et des terroristes.

Les observateurs pensent qu'il est vital pour les deux pays de collaborer afin que la menace n'atteigne pas leurs frontières.

Boubacar Ba, analyste politique sénégalais, a déclaré à Africa24 : « La prévention est préférable à la recherche d'une cure, et aujourd'hui les Sénégalais et les Mauritaniens ont tout intérêt à coopérer. Ceci non seulement pour assurer la sécurité sur leur frontière mais aussi pour mettre en commun le renseignement, parce que la guerre contre les djihadistes est aujourd'hui une guerre tout à fait externe. »



Les soldats sénégalais et mauritaniens patrouillent le fleuve Sénégal.

La stratégie anti-EEI de la SOMALIE est un effort « pan-sociétal »

PERSONNEL D'ADF



La Somalie a révélé une stratégie nationale conçue pour contre les engins explosifs improvisés (EEI), armes préférées du groupe terroriste des Chebabs.

L'effort a été lancé en 2023 lorsque les experts ont conduit une évaluation de base des capacités anti-EEI du pays. La nouvelle stratégie annoncée lors d'un événement de septembre 2025 à Mogadiscio offre une structure pour inclure des unités d'élimination des munitions explosives dans l'Armée nationale somalienne et pour améliorer la collaboration inter-agences.

Awes Hagi Yusuf Ahmed, conseiller à la sécurité nationale de Somalie, a déclaré : « C'est un jalon historique pour notre pays. Nous n'avions jamais eu de structure unifiée, appartenant à la nation, pour affronter la menace des EEI. Cette stratégie représente une évolution décisive pour passer des mesures réactives à une approche proactive axée sur le renseignement et ancrée dans la titularité nationale. »

Un démineur somalien s'entraîne pour localiser les munitions explosives et les mines près de la frontière avec l'Éthiopie.

SERVICE D'ACTION ANTI-MINES DES NATIONS UNIES

La stratégie aidera les responsables somaliens à mettre en œuvre rapidement de nouvelles lois et de nouveaux règlements, en particulier ceux nécessaires pour contrôler l'accès aux produits chimiques utilisés pour fabriquer les bombes. Elle établira un système électronique national de suivi pour les matériaux utilisés dans les bombes.

Elle fait aussi appel à un centre national anti-EEI et des stratégies pour améliorer la sécurité des frontières, perturber les réseaux financiers terroristes et éduquer le public sur la menace.

Le ministre somalien de la Défense Ahmed Moallim Fiqi a déclaré : « Ce n'est pas seulement un effort militaire. C'est une mission pan-gouvernementale et pansociétale pour protéger la vie des Somaliens et sécuriser notre avenir. »

Les explosifs ont fait payer un lourd tribut à la nation. En 2024, plus de 600 explosions d'EEI ont tué ou blessé plus de 1.400 personnes. Au cours des dix dernières années, 61 % des victimes ont été des civils somaliens, selon le groupe Action on Armed Violence. La Somalie était cinquième de la liste des pays les plus affectés par les EEI dans le monde en 2024.

Les Nations unies ont montré la voie en aidant la Somalie à améliorer son expertise anti-EEI. Le service d'action anti-mines des Nations unies a entraîné et équipé 61 équipes somaliennes d'élimination des munitions explosives et conduit des cours de formation des formateurs pour assurer que les connaissances soient réparties dans les forces armées. Le service a aussi formé 21 équipes d'élimination dans la Force de police somalienne.

Le musée des Forces armées du Nigeria sera « plus qu'un simple édifice »

PERSONNEL D'ADF

Le Nigeria a annoncé des plans pour ouvrir un musée des Forces armées qui, selon lui, honorera son héritage militaire en préservant le passé et encourageant des études pour guider son avenir.

Le général Christopher Musa, à l'époque chef d'état-major de la Défense du Nigeria, a décrit le projet comme initiative emblématique et déclaré qu'il ouvrirait ses portes en 2026 sur un terrain de 4 hectares à Abuja. « Il servira non seulement de recueil d'articles militaires et d'archives de service, mais aussi de centre pour les opportunités éducatives, touristiques et économiques. »

On anticipe que le musée va créer des emplois pour les anciens militaires et les civils et offrir des programmes d'éducation multilingue immersive, conçus pour les étudiants du pays.

Le général a dit : « Les musées sont des gardiens vitaux de la mémoire nationale. Nous voulons un musée qui rétablisse le Nigeria à une norme mondiale, qui soit une source de fierté pour les membres de nos services et leur famille, et qui assure que les sacrifices de nos héros ne soient jamais oubliés. »

Le contre-amiral Olu Bankole, président du comité directeur du musée, l'a qualifié de « jalon qui transformera la façon dont le Nigeria préserve son histoire militaire ».

« Ce musée est plus qu'un simple édifice. Il racontera l'histoire de nos héros, préservera des articles inestimables

et inspirera les générations futures, a-t-il dit. Le Nigeria a de riches antécédents de missions de maintien de la paix en Afrique et un héritage de défense de notre intégrité territoriale. Il est tout simplement approprié de créer un lieu pour préserver et célébrer cet héritage. »

Le musée national nigérian de la guerre à Unuahia a ouvert ses portes en 1985. Il abrite des objets utilisés par les guerriers de l'époque précoloniale, une exposition qui retrace l'histoire de l'Armée nigériane et des articles de l'époque de la guerre du Biafra, y compris des avions et des navires utilisés dans les combats.



La MINUSS remet un terrain à un aéroport sud-soudanais

MINUSS

Trois contingents du génie au sein de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud ont œuvré sept jours par semaine pendant huit mois pour dégager et améliorer des terrains avant qu'ils puissent être mis en service par l'aéroport international de Djouba.

Le gouvernement sud-soudanais a demandé à la mission de maintien de la paix appelée MINUSS de rendre les terrains qu'elle occupe à côté de l'aéroport pour améliorer la sécurité de l'aviation et aider à attirer les grandes compagnies aériennes. La mission a remis le premier terrain de 2,5 hectares le 14 novembre 2025.

Daffalla Habib Awongo, à l'époque directeur général par intérim de l'autorité aéronautique civile du Soudan du Sud, a déclaré au sujet du transfert : « D'importants investissements en argent et en énergie ont été mis en jeu ici, aussi je souhaite remercier la MINUSS pour avoir valorisé l'aéroport international de Djouba. Nous continuerons notre partenariat avec la mission pour assurer que l'aéroport soit moderne, sécurisé, fiable et efficace. »

Le projet vaste et onéreux a commencé en mars 2025 lorsque la mission a été forcée de fermer ou réduire l'empreinte des bases dans le pays, réduire le nombre de gardiens de la paix et son budget opérationnel à cause des insuffisances de fonds de l'ONU.

Pour libérer le terrain, la mission a dû retirer 300 conteneurs d'expédition et délocaliser son hangar et de nombreuses unités résidentielles. Le service du génie de la mission de maintien de la paix s'est débattu avec la longue saison de pluies intenses pour niveler et compacter le sol, construire des caniveaux et dégager les systèmes de drainage. Parfois, le personnel a dû creuser à une profondeur de 1,7 mètre avant de rencontrer un sol dur.

« Lorsque j'ai vu la topographie du sol, j'ai un peu hésité, parce que cette zone est marécageuse ... avec beaucoup de mauvais sols qui se dilatent lorsqu'il pleut et se contractent par la suite », déclare Kat Mosety Monyjok, ingénieur et directeur général de l'aéroport.

La mission a aussi fourni des véhicules et une formation pour développer la capacité de l'unité aéronautique du Soudan du Sud.

« Nous ne considérons pas cet effort comme un acquis, a déclaré M. Awongo. Il témoigne du niveau de partenariat qui a été établi avec la MINUSS au cours d'un grand nombre d'années. »

Beaucoup plus d'efforts devront être déployés pour compléter la restitution d'autres terrains et pour que les autorités locales améliorent les installations de l'aéroport, notamment goudronner les zones de terre et installer un éclairage pour améliorer la surveillance pendant la nuit.



Des personnes employées par la Mission des Nations unies au Soudan du Sud dégagent le terrain pour le remettre à l'aéroport international de Djouba. MINUSS

Le contingent éthiopien offre la guérison à la mission somalienne AUSSOM

Comme beaucoup d'autres, Saeed Osman Gabow se rend dans une installation de santé de Baidoa gérée par le contingent éthiopien de la Mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM).

M. Gabow, âgé de 39 ans, qui vit dans le campement Al-Aamin de Baidoa et qui est malvoyant, déclare : « Je ne peux pas payer le coût des médicaments. Je suis reconnaissant pour les soins de santé gratuits. »

Chaque mercredi, l'équipe de coopération civilo-militaire éthiopienne à Baidoa offre gratuitement des soins de santé à des centaines de personnes déplacées et vulnérables. Le capitaine Andualem Mamo, médecin généraliste de l'hôpital de Baidoa, déclare que le « camp médical est une bouée de sauvetage. Il nous permet de fournir des soins et des médicaments essentiels à un grand nombre de personnes qui, sinon, ne pourraient pas les acheter. »

Les troupes éthiopiennes conduisent aussi une sensibilisation médicale à Diinsoor, Bardhere, Qansadhere, Burdhubo, Garbaharey et Berdale, pour prendre en charge les régions somaliennes de Bay, Bakool et Gedo.

Les agents de santé se concentrent sur les personnes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, et traitent les conditions telles que l'hypertension, le diabète et les maladies de la peau. Les camps médicaux aident la mission à bâtir la confiance, encourager la collaboration, soutenir la reprise de l'après-conflit et faire avancer son mandat.



Un malvoyant se rend dans une clinique de Baidoa (Somalie) pour recevoir des soins médicaux.

AUSSOM

« Les soins de santé normaux ne sont pas abordables pour un grand nombre de personnes, déclare le capitaine Mamo. En fournissant ces services, nous aidons les gens à guérir, nous renforçons les relations avec la communauté et nous soutenons la sécurité. »

Mohamed Issack Ali, commissaire adjoint pour la sécurité et la police à Baidoa, a remercié les soldats éthiopiens pour sécuriser la région et prendre soin de ses résidents. « Ils font partie de notre communauté. »

Le soutien éthiopien dépasse le cadre des cliniques médicales hebdomadaires pour inclure la donation des fournitures médicales à l'hôpital régional de Bay, installation de santé publique principale de Baidoa.

Le major Ahmed Adam, officier de la coopération civilo-militaire éthiopienne de l'AUSSOM, déclare que les soins de santé gratuits sont seulement un élément d'un système de soutien plus vaste. Selon le site web de l'AUSSOM, il a dit : « Nous assistons la communauté d'un grand nombre de façons. Pendant l'époque des inondations ou des déplacements, nous œuvrons avec les organisations humanitaires pour distribuer les aliments et les articles essentiels non alimentaires aux personnes affectées. »



La mission de maintien de la paix répond à une épidémie de choléra

FISNUA

Les gardiens de la paix des Nations unies ont réagi à des cas de choléra dans les régions disputées d'Abiyé et de Kadougli, à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Ils ont lancé des initiatives axées sur la santé dans la zone d'opération de la mission, visant à protéger les gardiens de la paix et les communautés locales.

Les gardiens de la paix ghanéens de la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abiyé offrent des soins médicaux dans la région administrative entre le Soudan et le Soudan du Sud.

FORCES ARMÉES DU GHANA

Les gardiens de la paix de la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abiyé (FISNUA) ont œuvré avec les autorités de santé locales pour établir un centre d'isolement du choléra. L'installation a fourni des services de traitement et d'isolement pour les personnes affectées. Les gardiens de la paix pakistanais ont distribué des médicaments, des masques, des désinfectants, des imperméables, des moustiquaires et des vêtements pour soutenir la prévention.

Dans un autre secteur, les gardiens de la paix ghanéens ont présenté des campagnes de sensibilisation à la communauté, notamment la promotion de l'hygiène et la sensibilisation médicale pour soutenir les groupes vulnérables. Les gardiens de la paix ont fourni un enseignement sur l'eau propre, distribué des pastilles de purification et propagé des messages relatifs à l'hygiène. Ils ont aussi organisé des cliniques offrant le dépistage et les traitements de base.

Ailleurs, les gardiens de la paix ghanéens ont établi un centre d'isolement pour les vaccinations de choléra et le traitement des habitants locaux et des gardiens de la paix. Cette double approche protège les communautés hôtes et le personnel de la mission, en mettant en lumière l'engagement de la FISNUA envers la sécurité des systèmes de santé et l'état de préparation opérationnel.

Alors qu'Abiyé confronte le double défi des risques de santé publique et de l'instabilité régionale, les interventions de santé de la FISNUA soulignent l'évolution du rôle des gardiens de la paix. Ils continuent à agir en tant que protecteurs et partenaires en temps de crise.

L'ONU a approuvé la mission vers la mi-2011 à la suite de problèmes de sécurité dans la région soudanaise du Kordofan du Sud. L'armée éthiopienne était le seul contributeur de soldats jusqu'en 2022, lorsque l'ONU reconfigura la mission en force multinationale avec l'arrivée d'un bataillon ghanéen. Depuis lors, d'autres pays, y compris le Népal et le Vietnam, ont contribué avec des troupes.

La MAURITANIE conclut un pacte de défense avec la Tchèque

PERSONNEL D'ADF

Le ministre de la Défense de Mauritanie et son homologue de Tchèque ont signé un protocole d'accord pour coopérer en matière de formation militaire, technologies de la défense et entraînement des forces spéciales et des gardiens de la paix.

Il inclut des dispositions pour partager l'expertise tchèque lorsque cela est nécessaire, et pour des visites réciproques, selon le site web de renseignement Groupe ADIT. L'accord permet aussi le partage du renseignement et la coopération sur le contre-terrorisme et la cybersécurité. Les pays collaboreront sur la protection contre les menaces chimiques, radiologiques, nucléaires et cyber, selon ADIT.

Le pacte concrétise l'engagement de la Tchèque pour entraîner les forces armées de Mauritanie pendant deux ans. La collaboration, soutenue par l'OTAN, est bâtie sur une relation croissante que le président tchèque

Petr Pavel a lancé avec sa visite historique en Mauritanie en avril 2025. Pendant cette visite, M. Pavel a mis l'accent sur le rôle stratégique de la Mauritanie pour assurer la stabilité régionale et la sécurité européenne, en disant que le pays est un élément clé pour stopper les menaces terroristes et le trafic transfrontalier, selon un reportage de l'Agence de presse africaine.

Au-delà de la sécurité, la République tchèque souhaite aussi accroître son empreinte économique en Mauritanie, en particulier dans le commerce et les terres rares.

Le commerce entre les deux pays a été « modeste et irrégulier », selon le site web Military Africa. En 2024, les exportations tchèques en Mauritanie s'élevaient à 2,2 millions de dollars, principalement sous forme de machinerie, équipement électrique et produits de fer et d'acier. Les exportations mauritaniennes en Tchèque étaient bien inférieures, à une valeur totale de moins de 100.000 dollars, consistant principalement de fruits de mer, melons et des petites quantités de produits bruts.

Military Africa note : « Malgré ce déséquilibre, le partenariat offre de vrais avantages pour la Mauritanie. Il fournit l'accès à des produits industriels européens abordables et de bonne qualité, en offrant une alternative aux produits chinois et des prix plus concurrentiels que ceux d'Allemagne ou de France. »

L'accord a mis l'accent sur l'entraînement de l'armée mauritanienne par les forces tchèques.

« Ceci a une importance particulière pour la Tchèque et l'Europe, car la Mauritanie est l'un des quelques pays restant en Afrique de l'Ouest où les forces européennes sont toujours présentes », selon ADIT. En 2024, la République tchèque a déployé plus de vingt formateurs dans le cadre d'une mission militaire de l'OTAN pour aider à entraîner les forces spéciales mauritaniennes.



Des soldats tchèques participent à un exercice de l'OTAN. La Mauritanie et la Tchèque travaillent ensemble sur la formation.

THE ASSOCIATED PRESS

L'EXERCICE RED LION D'AFRIQUE DU SUD MET À L'ÉPREUVE L'ÉTAT DE PRÉPARATION MARITIME

PERSONNEL D'ADF

La France s'est jointe à l'exercice annuel de préparation de la force de la Marine sud-africaine Red Lion, qui s'est terminé à la fin août 2025.

La Marine a conduit ce programme de trois semaines dans plusieurs sites du pays. Elle a fait subir aux équipages navals, aux navires et aux unités de soutien une série d'entraînements conçus pour affiner leurs capacités dans divers scénarios, depuis le combat maritime jusqu'à la réponse aux catastrophes, selon un reportage de Military Africa. Le personnel militaire et les agences civiles ont participé à l'exercice.

L'opération a mis l'accent sur des simulations pratiques qui reflétaient les défis du monde réel, par exemple les troubles civils et les catastrophes naturelles affectant la sûreté et la sécurité publiques. Elle a inclus les interactions médiatiques simultanées pour gérer les communications publiques en cas de crise, les briefings sur les protocoles de recherche et sauvetage, les liaisons radio navire-terre, les mesures de sécurité près des installations navales et les

normes de sécurité aéronautiques, selon le reportage de Military Africa.

Une caractéristique clé a été exercée deux semaines après le début de l'exercice, lorsque des entraînements au large des côtes de Durban ont mis en lumière la coopération inter-agences. Dans une simulation de sauvetage maritime coordonnée, la Marine a fait équipe avec l'Institut national de sauvetage en mer, le Service de police sud-africain, l'Unité maritime des douanes et l'Armée de l'air sud-africaine, selon le reportage de defenceWeb. L'effort conjoint a souligné la valeur de l'action unifiée dans des conditions d'urgence, où les réponses rapides et synchronisées peuvent faire toute la différence.

Les sessions initiales en mer ont présenté un assaut rapide simulé du littoral par un bateau patrouilleur portuaire s'approchant sur les côtés bâbord et tribord d'une frégate et d'un vaisseau patrouilleur. Les autres opérations ont inclus une pratique de tir réel au canon, des manœuvres de remorquage, la maintenance des stations de vol, le déploiement des embarcations d'abordage, des exercices de manipulation d'armes et des exercices concernant les cartes de navigation.

À un moment donné, le vaisseau patrouilleur côtier Auguste Techer de la Marine française a rejoint ce qui semblait être un exercice de passage. Le navire a fait escale en Afrique du Sud, y compris pour une visite au musée naval sud-africain, selon le reportage de defenceWeb.

Avant de partir en mer, les unités du Cap-Occidental ont pratiqué une série de simulations à terre, qui ont inclus des réponses aux menaces de bombe avec des évacuations d'édifice, des incendies à bord de navire et une sécurité de périmètre améliorée autour des installations militaires et des chantiers navals, selon Military Africa.



Le navire patrouilleur côtier SAS Adam Kok III de la Marine sud-africaine a participé à l'exercice maritime Red Lion.

FORCE DE DÉFENSE NATIONALE
SUD-AFRICAINE

L'UNION EUROPÉENNE

renforce la sécurité de l'Afrique de l'Ouest



DEFENCEWEB

L'Union européenne a accepté de soutenir le Cap-Vert, la République centrafricaine et le Sénégal dans l'amélioration de leur sécurité et de leur stabilité.

Des soldats sénégalais se préparent à démanteler des mines d'or illégales près de la frontière malienne.

AFP/GETTY IMAGES

Le Cap-Vert, pays de dix îles volcaniques, recevra 14 millions de dollars sur une période de quatre ans de la part de la Facilité européenne pour la paix (FEP). En plus du renforcement de l'armée du Cap-Vert, cet argent intensifiera la coopération avec les marines des états de l'UE. L'UE fournira aux Forces armées du Cap-Vert des équipements et des services pour les patrouilles et la surveillance, notamment la livraison d'un navire patrouilleur de haute mer et une formation.

Le mandat de la Mission d'entraînement militaire de l'UE en RCA est prolongé jusqu'en septembre 2026 avec une allocation de 13 millions de dollars. Cette mission créée en avril 2016 offre des conseils stratégiques et une éducation pour les sous-officiers et les officiers des Forces armées de Centrafrique. Jusqu'à présent, la mission a formé et éduqué 9.500 militaires de la RCA et développé une nation moderne, efficace, crédible, ethniquement équilibrée et démocratiquement responsable.

L'UE a donné au Sénégal un soutien de 11,6 millions de dollars sur trois ans pour aider les forces armées du pays à se défendre contre les menaces internes et externes. Les fonds seront alloués au matériel non létal et à l'infrastructure opérationnelle pour la surveillance continue des terres et des rivières, la collecte du renseignement et la protection de la force.

Au Sahel, le Conseil de l'UE a prolongé le mandat de la cellule régionale de conseil et de coordination dans la Mission de renforcement des capacités de l'UE au Mali. Elle soutient la coopération régionale et transfrontalière au Sahel et renforce les capacités nationales du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. Selon le Conseil, cette extension n'inclut pas de fonds additionnels.

La FEP a été établie en mars 2021 pour financer les actions visant à empêcher les conflits, préserver la paix et renforcer la sécurité internationale et la stabilité. Lorsqu'elle avait été créée, la facilité avait un plafond financier initial de 7,6 millions de dollars, lequel a depuis lors été augmenté trois fois. La majorité des fonds de la facilité est destinée à l'Ukraine.

LA SOMALIE ET LA TURQUIE créent un partenariat de sécurité maritime

PERSONNEL D'ADF

POUR SÉCURISER LE PLUS LONG LITTORAL D'AFRIQUE, la Somalie a conclu un partenariat de dix ans avec la Turquie pour la sécurité maritime et la mise en application des lois.

La Somalie perd 300 millions de dollars par an à cause de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée sur son littoral de l'océan Indien septentrional et du golfe d'Aden de 3.300 km, selon le projet ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime). La Somalie a été tourmentée par le terrorisme, la piraterie, la gouvernance faible, l'instabilité politique et l'application inefficace des lois.

La majorité de la pêche illégale en Somalie est pratiquée par des navires de pêche étrangers. Un chercheur basé à Mogadiscio a déclaré à ENACT que certains opérateurs de navire étrangers obtiennent illégalement des permis de pêche, ce qui rend impossible pour la Somalie de savoir combien de poissons sont pêchés. Le chercheur dit que les poissons sont transformés et exportés vers les marchés mondiaux.

La Turquie et la Somalie ont conclu le protocole d'accord initial en février 2024. La Turquie renforcera les capacités de sécurité maritime de la Somalie grâce à une formation, des opérations conjointes, un partage des informations et l'acquisition navale, selon ENACT.

En avril 2025, la Turquie a renforcé sa présence militaire en Somalie pour la porter à 500 soldats après des attaques menées par les Chebabs près de Mogadiscio, selon le reportage du site web d'actualité Middle East Eye. C'est à peu près le double du nombre de soldats que la Turquie avait en Somalie. La Turquie maintient une présence en Somalie depuis la première visite du président Recep Tayyip Erdoğan en 2011 dans le cadre d'une mission humanitaire.

La caserne Anatolia de Turquie à Mogadiscio est sa plus grande base de formation militaire à l'étranger. Elle a entraîné plus de 15.000 soldats somaliens depuis son inauguration en 2017, selon le site web d'actualité Nordic Monitor.

Les deux pays ont convenu de réserver des terrains pour leur ambassade. Selon l'accord, la Turquie construira un nouveau bureau et une résidence pour l'ambassade de Somalie à Ankara sur un terrain de 5.000 mètres carrés dans l'enclave diplomatique d'Incek, selon le Nordic Monitor. La Somalie a fait don de plus de 61.000 mètres carrés dans Mogadiscio, où se trouve aujourd'hui la plus grande enceinte diplomatique de Turquie à l'étranger.

Des pêcheurs amarrent leurs bateaux sur la plage de Xamarweyne à Mogadiscio (Somalie). REUTERS



AMINA, REINE GUERRIÈRE

PERSONNEL D'ADF

Amina de Zaria est née princesse et elle a été élevée dans la richesse et le privilège. Mais sa mère et son grand-père se sont assurés qu'elle soit aussi formée comme guerrière. Aujourd'hui, on se souvient d'elle comme l'un des grands chefs militaires d'Afrique de l'Ouest.

La princesse est née vers 1533 à Zazzau, l'un des sept états originaux du royaume haoussa, dans ce qui est aujourd'hui le Nigeria. Même toute jeune, son grand-père reconnaît son intelligence et sa conduite. Il l'entraîne en compagnie de ses soldats, et elle l'accompagne aux réunions d'État. Sa mère lui donne la responsabilité d'une section de la capitale et Amina convoque des réunions quotidiennement.

C'est l'aînée de trois enfants royaux, mais les hommes héritent traditionnellement le trône dans le royaume de Zazzau. Son frère Karama devient roi en 1566, à une époque de paix et de prospérité. Pendant les dix années de règne de Karama, Amina poursuit sa formation militaire et devient chef de la cavalerie. Lorsque son frère meurt, elle lui succède.

En tant que reine, elle comprend l'importance de la force militaire. Ses campagnes deviennent continues pendant ses 34 années de

règne. Elle dirige une armée de 20.000 hommes pour accroître le territoire de Zazzau et forcer les dirigeants conquis à lui prêter serment d'allégeance.

Les routes commerciales qui relient ce qui s'appelle aujourd'hui le Soudan et le Tchad avec l'Égypte au Nord-Est et le Niger et le Mali au Nord sont cruciales pour le pouvoir d'Amina. Elle garantit un passage sûr pour ses marchands et utilise souvent le commerce comme justification de guerre avec les royaumes environnants qui menacent les marchands amis.

Son royaume est avancé, avant même qu'elle ne prenne le pouvoir. Alors que la plupart des gens dans les territoires voisins sont des cultivateurs, les habitants de Zazzau sont aussi chevronnés dans les arts industriels du tannage, du tissage et de la métallurgie de pointe. La métallurgie permet à Amina d'équiper ses soldats avec des casques et des cottes de mailles, en faisant d'elle l'un des premiers à introduire les armures de guerre en Afrique de l'Ouest. Cela s'avère lui donner un énorme avantage militaire.

Elle est aussi responsable pour la construction des murs de terre fortifiés appelés Ganuwar Amina ou murs d'Amina autour des cantonnements conquis. Certains d'entre eux sont

devenus des villages et des villes. Quelques-uns de ces murs existent toujours, notamment une structure de 15 km qui entoure la ville moderne de Zaria (Nigeria).

Les historiens déclarent que les aptitudes industrielles d'Amina transforment la hiérarchie de son royaume, jadis basée sur le statut social et la tradition, en hiérarchie basée plutôt sur les compétences et le mérite.

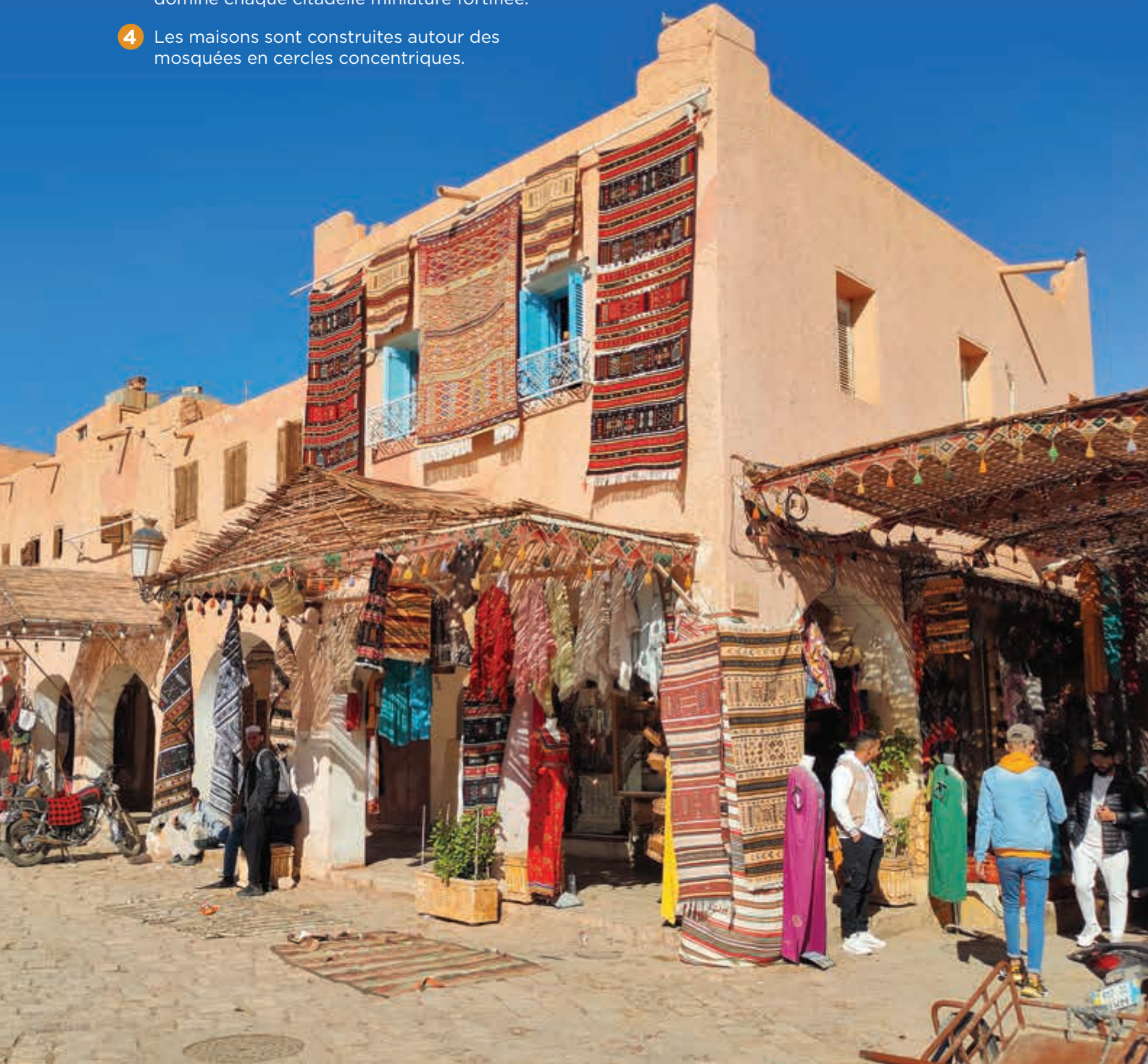
Elle est décédée vers 1610, peut-être lors d'une campagne militaire. Elle est honorée dans tout le Nigeria avec des statues et d'autres monuments. Une statue la montrant au combat se trouve au Théâtre national des arts de Lagos.

L'académie nigérienne de la Défense à Kaduna a inauguré une autre statue d'Amina au combat en avril 2025, selon le journal nigérian National Accord.

Le major-général John Ochai, commandant de l'académie, a déclaré lors de l'inauguration de la statue : « La reine Amina de Zazzau au point culminant de son règne possédait un territoire d'environ 400.000 km carrés, soit environ 40 à 50 % du territoire que nous appelons aujourd'hui le Nigeria. Vous pouvez imaginer l'ampleur de la zone qu'elle contrôlait, et c'était le résultat de sa détermination et son leadership. »

INDICES

- 1 Les ibadites ont fondé cinq villes fortifiées au 10ème siècle.
- 2 L'architecture était conçue pour la vie en communauté tout en respectant les structures familiales.
- 3 Une mosquée dont le minaret sert de tour de garde domine chaque citadelle miniaturée fortifiée.
- 4 Les maisons sont construites autour des mosquées en cercles concentriques.





PARTAGEZ VOS CONNAISSANCES

Souhaitez-vous être publié(e) ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel et plateforme numérique d'actualité qui joue le rôle de forum international pour les professionnels de la sécurité sur le continent.

Le magazine est publié tous les trois mois par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite de sujets tels que les stratégies de contre-terrorisme, les opérations de sécurité et de défense, la criminalité transnationale et les questions affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Le forum offre des discussions approfondies et des échanges d'idée. Nous souhaitons entendre les personnes qui comprennent la dynamique et les défis de la sécurité sur le continent. Soumettez un article pour sa publication dans ADF et faites entendre votre voix.

ÊTES-VOUS IMPATIENT(E) DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

ADF-Magazine.com vous informe en profondeur sur les événements d'actualité qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes informations, crédibles et exactes, sur la sécurité. Elles sont diffusées chaque semaine et proviennent de tout le continent.



Si vous voulez rester connecté(e) sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion en vous inscrivant sur notre site web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un e-mail à News@ADF-Magazine.com.

Recommandations aux auteurs pour une soumission à ADF

Exigences éditoriales

- Nous préférons des articles d'environ 1.500 mots.
- Les articles peuvent être modifiés pour des raisons de style et de longueur mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Veuillez inclure une courte biographie de vous-même avec vos informations de contact.
- Si possible, veuillez inclure une photo haute résolution de vous et des images concernant votre article, accompagnées de captions et d'information sur le crédit photographique.

Droits d'auteur

Les auteurs conservent tous les droits à leur document d'origine. Toutefois, nous nous réservons le droit de modifier les articles pour qu'ils se conforment aux normes éditoriales et aux restrictions de longueur. La soumission d'un article ne garantit pas sa publication.

Soumissions

Veuillez envoyer toutes les idées sur les histoires, les contenus et les questions à Editor@ADF-Magazine.com. Ou envoyez-les par courrier à l'une des adresses ci-dessous :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/ADF News Media
Unit 29951
APO AE 09154 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/ADF News Media
Kelley Kaserne
Plieningen Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

